

# Les Echos



MERCREDI 3 JUILLET 2024

**Addiction** Quand la Californie veut limiter l'usage du smartphone à l'école // p. 21

**Enquête** Encadrer le télétravail sans faire fuir les talents, la délicate équation // p. 13



## Majorité absolue : les clés du match

● Près de 220 désistements pour faire barrage au RN au deuxième tour. ● Malgré des tensions locales, le camp Macron et le Nouveau Front populaire veulent empêcher l'extrême droite d'accéder à Matignon. ● Marine Le Pen en quête de nouveaux alliés pour gouverner. ● Les divisions s'accentuent au sein de la majorité sortante.

// PAGES 2 À 5 ET L'ÉDITORIAL DE JEAN-MARC VITTORI PAGE 14

Eric Tschauder/REA et iStock

**LesEchos**



DOMINIQUE SEUX  
DANS « L'ÉDITO ÉCO »  
À 7H45  
DU LUNDI AU VENDREDI

M 00104 -703 - F:3,60



ISSN0153-4831  
NUMERO 24244  
117° ANNÉE  
30 PAGES  
Antilles-Réunion 4,70 €. Belgique 4,20 €.  
Espagne 5,10 €. Luxembourg 4,40 €.  
Maroc 44 DH. Suisse 6,60 FS. Tunisie 9,8 TND.

La poussée inflationniste a laissé des traces chez les électeurs

**CONJONCTURE** L'inflation baisse doucement dans la zone euro. Les prix ont grimpé de 2,5% en juin sur un an, alors qu'ils augmentaient de 2,6% le mois précédent. L'inflation se normalise à tout petits pas. Pourtant, en Europe, les salaires n'ont pas encore permis de rattraper les pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis le Covid. L'économiste française à Harvard, Stefanie Stantcheva, montre que cette poussée inflationniste a laissé aussi des traces aux Etats-Unis. Les gens ne croient pas que leur salaire ait augmenté aussi vite que les prix. L'inflation exacerbe aussi le sentiment d'inégalité entre les classes sociales. // PAGE 6

Electricité, gaz : la baisse des marchés fait repartir la guerre des prix

**ÉNERGIE** Dans l'électricité ou le gaz, la baisse des marchés de gros a créé un nouvel appel d'air pour les consommateurs. Si certains ménages hésitent encore à changer de fournisseurs pour en profiter, les entreprises au contraire se bousculent pour se débarrasser de leurs contrats noués au pic de la crise de l'énergie. Dans ce contexte très porteur pour la concurrence d'EDF ou d'Engie, le fournisseur historique pour le gaz, le régulateur de l'énergie veut durcir les obligations de transparence tarifaire. Cela afin d'éviter de voir se répéter les mauvaises pratiques et mieux protéger les consommateurs. // PAGE 20

L'Arabie saoudite lance sa Ligue des champions de l'e-sport

**E-SPORT** Riyad veut frapper un grand coup dans le jeu vidéo compétitif. Ce mercredi démarre un tournoi international d'e-sport qui réunit les stars des différentes disciplines et les meilleurs clubs mondiaux. Ils s'affronteront sur une vingtaine de franchises parmi les plus populaires de l'e-sport : League of Legends, Dota 2, Counter-Strike, Rainbow Six Siege, etc. Doté de 60 millions de dollars de gains qui seront répartis entre les équipes et les joueurs, ce tournoi est la dernière initiative majeure de l'Arabie saoudite dans le secteur du jeuvidéo dans lequel le régime a investi des milliards de dollars ces dernières années. // PAGE 20

## Renault prépare l'acte II de sa transformation

**AUTOMOBILE** Après avoir redressé les comptes de Renault et lancé une série de coentreprises structurantes avec différents partenaires, Luca de Meo (photo) est prêt à lancer le constructeur automobile dans une seconde phase. Le dirigeant italien du Losange réfléchit à son futur plan stratégique, dans un paysage automobile mouvant et complexe à anticiper. Alpine, Dacia, le rythme de l'électrification, le nouveau grand ami chinois Geely et le partenariat avec Volvo dans les véhicules utilitaires figureront sans doute en bonne place dans la feuille de route qui est en train d'être dessinée. // PAGES 16-17



Romuald Meignau/Sipa

## analyses

**Dette : la France a perdu son totem d'immunité**



Par François Vidal

Le front anti-RN a reçu lundi un soutien de poids : celui des marchés financiers. Après un premier tour marqué par une poussée du mouvement, certes historique, mais probablement insuffisante pour obtenir une majorité absolue, les investisseurs ont manifesté leur soulagement. Le message est clair : le RN ne leur inspire toujours pas confiance. Mais quelle que soit l'issue du scrutin, ne nous y trompons pas : l'étreinte des marchés sur la France ne va pas se relâcher. // PAGE 9

*Les programmes importent peu...*

Par Gilbert Cette

*Une dissolution sociale*

Par Pierre Dockès

*Vers un gouvernement de coalition*

Par Jean Peyrelevade

*Les JO de la surveillance*

Par Gaspard Koenig

// PAGES 9 À 12

## Revolut, l'insolente santé de la néobanque



La néobanque assure réinvestir une bonne partie de ses bénéfices dans le développement des offres de produits et l'expansion sur de nouveaux marchés. Photo Adil Benayache/Sipa

**BANQUE** La néobanque britannique a passé le cap des 2 milliards d'euros de revenus en 2023, pour un résultat net qui a été multiplié par plus de 50, frôlant les 400 millions d'euros. Rentable pour la troisième année de suite – alors que sa concurrente, N26, ne l'est toujours pas –, Revolut confirme ainsi sa capacité à gagner de

l'argent et démontre l'efficacité de son modèle économique. La fintech revendique 45 millions de clients dans le monde à fin juin, dont déjà 3 millions en France. La concurrence est forte dans l'Hexagone, où Hello Bank, la filiale en ligne de BNP Paribas, approche désormais du million de clients. // PAGE 25

# Législatives : près de 220 désistements pour faire barrage au RN

- Selon un décompte des « Echos », sur les 218 désistements répertoriés mardi, 130 sont des candidats de gauche et 81 du camp Macron.
- En situation de triangulaire à l'issue du premier tour, ils entendent ainsi empêcher une victoire de l'extrême droite dimanche prochain.

## POLITIQUE

**Ulysse Legavre-Jérôme et Sébastien Dumoulin**

Qui se maintient, qui se désiste ? Les candidats qualifiés ont jusqu'à ce mardi, 18 heures, pour confirmer ou non leur candidature au second tour de dimanche prochain. Les oppositions et le camp présidentiel ont analysé à la loupe les 306 circonscriptions en situation de triangulaire (et les cinq quadrangulaires) pour empêcher que l'extrême droite obtienne la majorité absolue et, ce faisant, récupère les clés de Matignon. Entre consignes nationales et pressions locales, les tractations ont battu leur plein depuis dimanche soir pour savoir quels candidats devraient se retirer.

Selon un décompte des « Echos » à 18 heures, quelque 218 candidats qualifiés au second tour se sont désistés. A gauche, 130 des 308 candidats qualifiés au second tour dans une triangulaire se sont retirés. Dans le camp Macron, ce sont 81 candidats sur 250 arrivés en triangulaire dimanche qui se sont désistés. Auxquels s'ajoutent 4 candidats de droite et 3 d'extrême droite. Au total, seulement 97 triangulaires et quadrangulaires subsistent au second tour. Il n'y en avait eu que 8 lors des législatives de 2022.

### Les consignes floues du camp présidentiel

Si du côté du Nouveau Front populaire (NFP), des consignes de désistement ont été clairement formulées en cas de triangulaire avec un candidat du RN arrivé en première position, la coalition présidentielle, elle, est restée plus floue. Les différentes

prises de parole des témoins du camp Macron ont rendu difficile la lecture d'une position commune pour faire barrage à l'extrême droite.

Une partie de l'aile droite représentée par Bruno Le Maire, Catherine Vautrin, Christophe Béchu ou Aurore Bergé, a contesté des désistements en faveur de La France insoumise (LFI) alors que Gabriel Attal a appelé au désistement de tous les candidats « dont le maintien en troisième position aurait fait élire un député RN face à un autre candidat qui défend comme nous les valeurs de

**La direction de LR a refusé de donner la moindre consigne de vote à ses électeurs, ou de désistement à ses candidats arrivés en mauvaise posture derrière le RN, rompt ainsi avec le front républicain défendu en son temps par Jacques Chirac.**

*la République*. Une formulation qui laisse cependant planer le doute sur le maintien d'un candidat Ensemble face à un candidat insoumis.

Plusieurs ministres macronistes en position difficile n'ont pas hésité face à la menace de l'extrême droite, comme Sabrina Agresti-Roubache (Ville et Citoyenneté) dans les Bouches-du-Rhône, Fadila Khattabi (Personnes handicapées) en Côte-d'Or ou encore Marie Guévenoux dans l'Essonne (Outre-mer) qui se sont très rapidement désis-

tées. Mais d'autres retraits se sont faits dans la douleur. A commencer par Dominique Faure (Collectivités territoriales), arrivée troisième en Haute-Garonne, derrière les candidats socialistes et RN. Cette dernière avait décidé de rester en lice lundi avant de faire marche arrière et de retirer, ce mardi, sa candidature sous la pression de l'exécutif.

Côté Horizons, Edouard Philippe a estimé qu'« aucune voix ne doit se porter sur les candidats RN, ni sur ceux de LFI », conduisant au maintien de Graig Monetti dans les Alpes-Maritimes alors que le RN a dépassé les 40 % dans sa circonscription. En Seine-Maritime, Laurent Bonnaterre est cependant allé à l'encontre de la ligne de conduite fixée par l'ancien Premier ministre et patron de son parti en se désistant pour la candidate LFI Alma Dufour. Tout comme Naïma Sifer, candidate Horizon dans l'Essonne, qui s'est désistée à la dernière minute pour le candidat LFI Mathieu Hillaire.

A gauche, dès l'annonce des résultats, de très nombreux candidats ont suivi la ligne dictée par le NFP et ce, même si cela permet à des ministres macronistes d'être réélus. A l'image de Noé Gauchard, arrivé en troisième position derrière Elisabeth Borne dans le Calvados, ou encore Leslie Mortreux, derrière Gérald Darmanin dans le Nord. Les candidats NFP se sont aussi montrés responsables dans les quelques circonscriptions où la gauche se faisait face. Dans l'Essonne, Hella Kribi-Romdhane s'est ainsi retirée pour permettre à Jérôme Guedj d'emporter face au RN.

Quant aux Républicains (LR), la direction du parti a refusé de donner la moindre consigne de vote à ses

électeurs, ou de désistement à ses candidats arrivés en mauvaise posture derrière le RN, rompt ainsi avec le front républicain défendu en son temps par Jacques Chirac. « Le danger qui guette notre pays aujourd'hui, c'est l'extrême gauche », a expliqué François-Xavier Bellamy, président de LR par intérim, laissant sous-entendre un penchant plus important pour un camp dimanche prochain que pour l'autre.

### Le RN rejette tout retrait de ses candidats

Certains candidats LR, comme Maxime Minot dans l'Oise, donnés battus au second tour ont décidé de se maintenir, quitte à faire élire un député RN. C'est également le cas de Nathalie Serre dans le Rhône ou encore d'Emmanuelle Anthoine dans la Drôme.

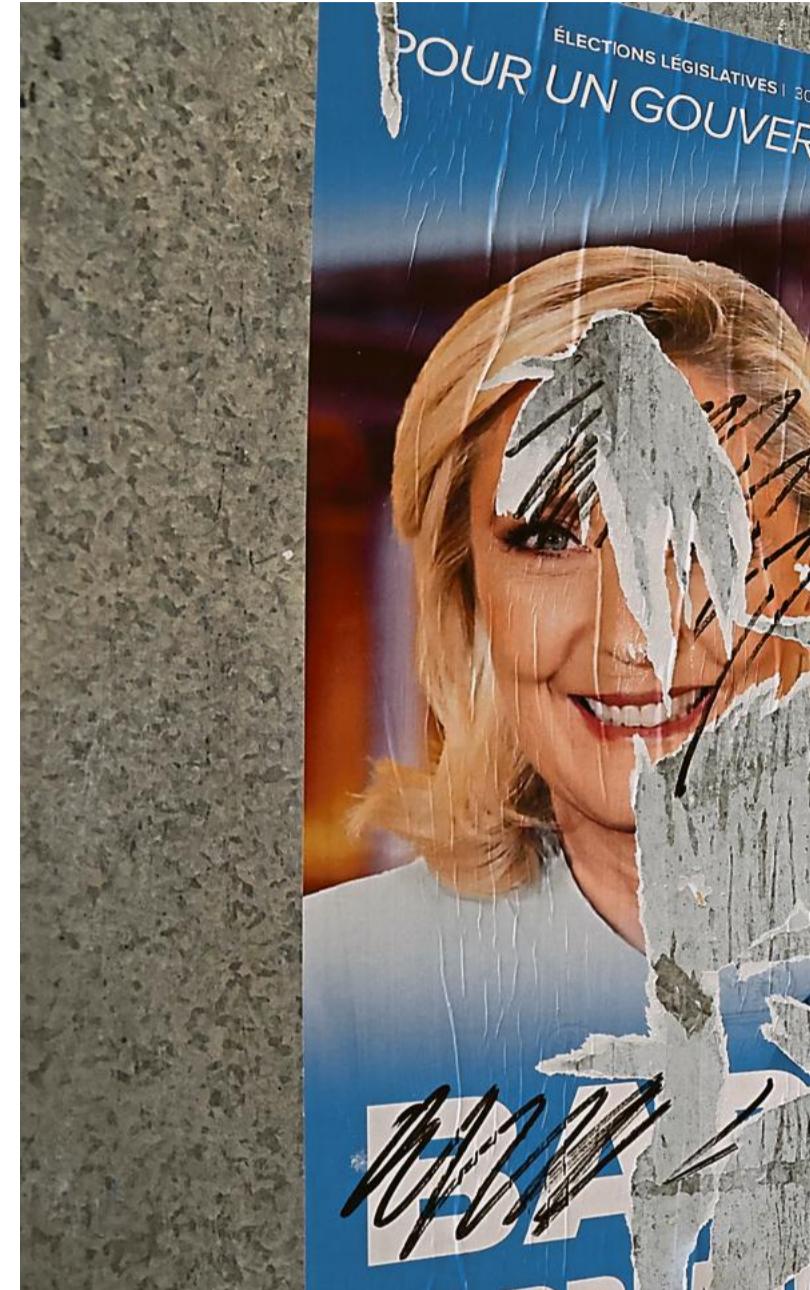
Pour le RN, ces désistements à son encontre font partie intégrante de sa stratégie médiatique de l'entre-deux-tours, visant à dénoncer des accords entre la majorité sortante et la gauche pour l'empêcher de gouverner. C'est pourquoi le parti de Jordan Bardella rejette, lui, tout retrait de ses candidats.

A l'exception près d'une circonscription en Haute-Corse, où le parti d'extrême droite a demandé à Sylvie Jouart de se retirer de la course au profit d'un candidat divers droite, face au député sortant autonomiste. Un autre désistement de dernière minute reste à noter : celui de la candidate RN arrivée troisième dans le Calvados, Ludivine Daoudi, après la diffusion d'un cliché d'elle arborant une casquette nazie.

**LE FAIT DU JOUR POLITIQUE de Cécile Cornudet**

**L'éditorial de Jean-Marc Vittori**

Page 14



Plusieurs ministres macronistes en position difficile ont décidé de se désis-

## Cohabitation : Le Pen boxer... dans le vide ?

**De quelle nature serait une éventuelle cohabitation ?** **Électrique pour le RN qui veut montrer d'emblée qu'un échec serait de la responsabilité du président. Emmanuel Macron, qui sent le piège, cherche le bon ton.**

pas à l'attente, ce ne sera pas de notre faute mais de celle d'un président nous ayant mis des bâtons dans les roues, tente d'insuffler Marine Le Pen. Avec l'espoir qu'il répondra sur le même ton. Elle le cherche. Le trouve-t-elle ? Oui, mais pas sur le même ton. Emmanuel Macron ne laisse rien passer. Sur les nominations, l'Elysée l'appelle au « sang froid et à la mesure ». A Bruxelles la semaine dernière, il dit ne vouloir faire « aucun commentaire sur » la répartition des rôles en matière militaire. « Mais quelle arrogance », critique-t-il : « qui sont-ils pour expliquer ce que devrait être la Constitution ! »

Quel type de président être si cohabitation il y a ? Emmanuel Macron, qui recherche un bon constitutionnaliste, n'a pas tranché et ses proches sont divisés. Il y a ceux qui parlent de « cohabitation de combat » et savent que le président se plairait dans le rôle, forcément visible, de « rempart contre le RN ». Et il y a ceux qui plaident pour une mise en retrait qui permettrait au RN de faire seul la démonstration de son incompétence et l'empêcherait d'invoquer la présidence contrariaante. Entre les deux, François Bayrou renvoie à François Mitterrand, en surplomb dans la cohabitation de 1993, et sachant piquer dans celle de 1986. En tout cas, la cohabitation réputée pour plaire aux Français fait cette fois hésiter : 37 % des sondés par l'Ifop souhaitent que le RN ait la majorité absolue, 16 % une majorité relative, 47 % qu'ils n'aient pas la majorité. ccornudet@lesechos.fr

# Marine Le Pen cherche d'éventuels nouveaux alliés pour gouverner

**Mardi, la cheffe de file du RN s'est dite prête à envoyer Jordan Bardella à Matignon même en l'absence de majorité absolue pour son parti à l'issue du second tour des législatives.**

**Jacques Paugam**

Au RN, la consigne varie au jour le jour. Que faire, au lendemain du second tour, si le parti ne décroche pas la majorité absolue, soit 289 députés, à l'Assemblée, dimanche prochain ? Jusqu'ici, Jordan Bardella avait été très clair : il n'irait pas à Matignon. Mais, mardi matin sur France Inter, Marine Le Pen n'a pas exclu de négocier avec d'autres élus en vue de former une majorité si le RN et ses alliés actuels n'y parviennent pas tous seuls.

« A partir du moment où nous avons, par exemple, 270 députés, il nous en faut 19 de plus », a-t-elle énuméré, avant de se dire prête à échanger avec « des députés, par exemple divers droite, divers gauche, mais LR qui ont exprimé par le passé une proximité avec nous, nos options », ■

dans le but de constituer une majorité susceptible de faire adopter le budget ou de voter la confiance à un futur Premier ministre. « Si nous avons à ce moment-là une majorité, alors oui, bien entendu, nous irons faire ce pour quoi les électeurs nous ont élus », a affirmé la députée du Pas-de-Calais, réélue dès le premier tour dans son fief d'Hénin-Beaumont.

**« Ils sont aussi perdus que tout le monde. Personne ne sait ce que vont donner les désistements et si cela exercera encore une influence sur l'électorat. Les consignes de vote, il n'y a que les partis qui y croient »,** remarque un élue de droite. Après avoir échoué à convaincre plusieurs députés de son camp de le rejoindre, Eric Ciotti, le président contesté de LR, rallié au RN, n'apparaît pas non plus capable de faire la jonction.

« Et si on attendait de savoir qui est élu et si on a besoin d'aller chercher d'autres forces ? » s'agace un proche de Marine Le Pen à l'idée de devoir gouverner sans le soutien d'un groupe discipliné et aux ordres. L'idée d'une majorité relative effraie l'extrême droite, surtout en situation de cohabitation avec un prési-

dent qui n'aurait pour but que de faire échouer Jordan Bardella, après l'avoir nommé Premier ministre.

### « Prêt à la main tendue »

Marine Le Pen accuse déjà le président de la République de préparer un « coup d'Etat administratif » en procédant à de nombreuses nominations en Conseil des ministres avant le second tour. L'Elysée l'appelle, pour sa part, à « garder son sang-froid ».

« Je pense que si on n'a pas de majorité absolue. On ne doit pas y aller », juge ce membre du premier cercle. Et de prévenir : « Si le peuple français veut l'alternance, son choix doit être clair et le Premier ministre de l'alternance doit avoir les moyens institutionnels de gouverner. » Mais le RN doit aussi convaincre son électorat qu'il aura tout tenté pour gouverner après s'être présenté comme le parti de « l'ordre dans les comptes et dans la rue ». « Chacun devra prendre ses responsabilités dans cette période. Moi, je suis prêt à la main tendue. S'il faut élargir ma majorité, je le ferai », a déclaré Jordan Bardella mardi au *Figaro*. ■

Desins Kim Roselli pour « Les Echos »



ter face à la menace de l'extrême droite. Photo UPI/Newscom/Sipa

## En campagne pour le second tour, Gabriel Attal défend sa ligne et prépare déjà la suite

**S'il n'était pas favorable à la dissolution, le Premier ministre se démène sur le terrain et dans les médias. De quoi, espère-t-il, peser dans la future Assemblée et dans ce qu'il restera de son camp.**

**Isabelle Ficek**

« Je ne lâche rien, jamais. » Les yeux sont creusés, les lacets défaits, le sourire moins éclatant, sauf pour les quelques selfies demandés ici ou là... Mais en ce début de semaine, Gabriel Attal est reparti en campagne pour le second tour des législatives tambour battant. Trois circonscriptions sont au menu de ce mardi. Il commence à Paris, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement et la 13<sup>e</sup> circonscription, celle du député sortant Renaissance David Amiel, qui est certes arrivé en tête avec 38,85% des voix, mais est talonné par la candidate du Nouveau Front populaire

Aminata Niakaté (37,11%). Duel pour le second tour sur ce terrain sans risque RN (14% tout de même), où le candidat divers droite a fait 6,12%.

Alors à peine arrivé sur le marché Convention, le Premier ministre salue le « beau score » et souligne surtout des « ralliements importants » avec le soutien du maire LR de l'arrondissement, Philippe Goujon. « C'est un signal extrêmement fort, le rassemblement des républicains de bonne volonté », appuie Gabriel Attal qui lundi soir sur TF1, avançait son concept d'« Assemblée plurielle ».

### La fin d'une époque

« L'agent Attal, ici, ça marche bien », souffle un militant du camp présidentiel tracts en main. Il n'empêche, si nombre de passants expriment leur soutien au Premier ministre – « On compte sur vous, merci ! » aura inlassablement répété le chef du gouvernement

tout au long de son passage –, l'inquiétude est vive, la déception, présente. La tension et l'hostilité aussi, et pas seulement de la part des militants NFP en tractage. La certitude, encore, de la fin d'une époque. « Ce n'est pas tous les jours qu'on voit le Premier ministre », lâche un membre de l'équipe du député à une commerçante qui répond du tac au tac : « On ne va peut-être plus le voir longtemps ». Et le militant d'acquiescer, « Oui, c'est peut-être la dernière chance... »

Alors il y a bien sûr ceux, comme ce poissonnier, qui disent au chef du gouvernement, en repensant au Covid, « sans vous, les petites PME, on ne serait plus là aujourd'hui ». Mais il y a les autres, comme ce pharmacien à la retraite, dans l'incompréhension face aux décisions et aux propos d'Emmanuel Macron. « La guerre civile, ça ne peut que générer de l'inquiétude », condamne-t-il avant de regretter la suspension de la réforme de l'assurance-chômage. « Le 30, vous avez les résultats du premier tour et vous dites, on abroge ? C'est compliqué ! » « On ne peut pas dire il y aura des aménagements, tendre la main et ne rien faire », justifie Gabriel Attal, qui souligne au passage à quel point il a défendu cette réforme « un peu tout seul ».

### Moi qui décide

C'est ce jeune, de 22 ans, paniqué à l'idée de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir qui l'interpelle pour que Gabriel Attal réexplique les consignes et les désistements. Et le Premier ministre de s'exécuter. Au passage, interrogé sur la ligne différente de Bruno Le Maire, il tranche : « J'ai été très clair dès dimanche soir. Et c'est moi le chef de la majorité, c'est moi qui décide ».

Et puis il y a ce retraité, qui regrette de voir un Gabriel Attal coupé dans son élan par cette dissolution. « Vous êtes quelqu'un de très

bien, mais vous n'êtes pas à la bonne place, tout cela arrive dix ans trop tôt, c'est dommage, il vous a gâché. »

Cela laisse sans voix le chef du gouvernement, qui a vécu la dissolution décidée par Emmanuel Macron comme une blessure personnelle très profonde et une cassure irréparable. Un instant interdit, Gabriel Attal le remercie et passe à autre chose. La circonscription parisienne du ministre de la Fonction publique, Stanislas Guérini, en danger, l'attend, puis celle, dans l'Eure-et-Loir, du ministre du Logement, Guillaume Kasbarian. Ce dernier pourrait être élu grâce au retrait du candidat de gauche. Et Gabriel Attal est bien décidé à défendre mordicus sa ligne contre le RN, lui qui pense que le « ni RN ni LFI » aurait à acter la disparition du bloc central.

**Petite musique de rupture**  
L'attendent aussi des interventions médiatisées en pagaille, France Inter mercredi matin puis BFMTV mercredi soir, avant « L'Événement » jeudi soir sur France 2 puis vendredi, le 20 Heures sur la même chaîne... De nouveaux déplacements de campagne, dans l'ouest de la France, jeudi et vendredi. De quoi, s'il refuse de parler de l'après-7 juillet, continuer de « construire quelque chose de solide pour la suite », glisse un soutien.

Gabriel Attal l'a redit en visio devant les candidats de la majorité lundi, il n'a pas choisi, comme eux, cette dissolution et « refuse de la subir ». Comme une petite musique de rupture. Evidemment, il voudra peser au sein de la future Assemblée et au parti, incarner, très vite, « le fer de lance anti-RN », dit un proche. Cultiver une ligne « travailliste, sociale-démocrate, laïque, ferme sur les questions d'autorité ». Reste à voir, dans ce brouillard de l'après-7 juillet, ce qu'il restera comme troupes et dans quel état. ■



Gabriel Attal est venu soutenir mardi le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guérini, en mauvaise posture dans sa circonscription parisienne. Photo Geoffroy van der Hasselt/AFP

## Sous pression, le camp Macron se délite

**La défaite attendue de la majorité sortante dimanche prochain accentue les divisions entre ses différentes composantes et attise les ambitions personnelles.**

**I. F. et Grégoire Poussielgue**

« Le sujet n'est pas le président, le vrai sujet, c'est la France et les Français. » La phrase tombe, lapidaire. Lundi sur France Inter, au lendemain du premier tour des législatives, interrogé pour savoir si Emmanuel Macron a raté sa dissolution, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, balaie la question et celui qui y figure comme si, depuis la dissolution, la plupart des poids lourds de la majorité sortante avaient tourné la page d'Emmanuel Macron. Et en tout cas, émis le constat de décès du macronisme.

« Le macronisme aura été une parenthèse enchantée mais sans travail de définition d'un corpus idéologique et un parti qui n'a été qu'une coquille vide, il nous aura menés à la situation d'aujourd'hui », lâche un haut gradé de la majorité. « Il fallait construire trois choses mais cela n'a pas été fait, abonde dans cette campagne inédite un autre poids lourd : il n'y a pas de grand président sans grands ministres, pas de Louis XIII sans Richelieu ; il manque les relais locaux et il n'y a pas d'idéologie. Qui sommes-nous ? Que défendons-nous comme France ? » Comme un début d'inventaire.

**Le glas du macronisme**  
Depuis le premier tour, le camp présidentiel était dans ses divisions. Elles étaient déjà apparues avant même celui-ci, quand Edouard Philippe avait accusé le président de la République d'avoir « tué la majorité » avec la dissolution, ou quand Bruno Le Maire avait traité de « cloportes » les conseillers du président accusés d'être à l'origine de cette décision.

Elles sont encore plus criantes depuis dimanche dernier. « Il n'y a plus de chef, il n'y a plus de ligne, donc c'est chacun pour soi », résume un macroniste. C'est comme si chacun des

alliés d'hier avait repris ses billes. « La majorité sortante ne sera pas reconduite », a asséné dimanche soir Edouard Philippe. Avant d'ajouter, gravement : « La décision de dissolution de l'Assemblée nationale a de fait mis un terme au paysage politique qui avait résulté de l'élection présidentielle de 2017 ». Ou comment sonner le glas du macronisme.

La question des désistements en vue du second tour et la stratégie à suivre pour tenter d'éviter une majorité absolue au RN ont ravivé le clivage gauche-droite au sein du camp Macron et à nouveau révélé les fractures. La perspective de 2027 les rend plus profondes encore. « Ceux qui critiquaient Jean-Luc Mélenchon quand il ne voulait pas faire de front républicain en 2022 sont les premiers à le refuser en 2024. On peut avoir le RN aux portes du pouvoir et certains font preuve d'un manque d'unité et jouent cyniquement le coup d'après », dénonce le secrétaire d'Etat à la Mer, Hervé Berville, candidat dans les Côtes-d'Armor.

**Entre ministres sortants, les couteaux sont tirés et laissent entrevoir des jours agités pour le camp présidentiel, au lendemain du 7 juillet.**

Les grandes manœuvres se sont accélérées. Dès la semaine dernière, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, qui a annoncé qu'il quitterait le gouvernement dès le 8 juillet, faisait état de sa volonté d'indépendance. « Il veut reconstruire une ligne politique claire de la droite et du centre. Ferme sur l'autorité, avec une fibre sociale, notamment sur l'économie. Ce qui compte, c'est la ligne. Il souhaite qu'un maximum de personnes se reconnaissent dans cela et veut contribuer fortement à élaborer un projet pour l'avenir », selon un proche du ministre de l'Intérieur sortant.

Concrètement, cela devrait se traduire par un groupe à l'Assemblée réunissant tout ce que la majorité sortante compte d'élus penchant à droite. Gérald Darmanin en prendrait alors la présidence.

Ce scénario est loin de faire l'unanimité. Ceux qui espèrent être réélus plaident pour voir Gabriel Attal prendre la tête du futur groupe Renaissance. Entre ministres sortants, les couteaux sont tirés et laissent entrevoir des jours agités pour le camp présidentiel au lendemain du 7 juillet. « Je n'ai plus de leçon à recevoir de Bruno Le Maire, qui passe son temps à commenter et n'est pas allé au combat », dit un ministre. Un autre n'en revient pas d'avoir surpris une conversation entre Bruno Le Maire et Christophe Béchu à l'Elysée, où le ministre de l'Économie évoquait ouvertement la préparation de 2027.

Tous s'interrogent sur l'avenir du bloc central, divisés sur son devenir, d'aucuns le voyant plus à gauche, d'autres plus à droite. Voilà qui promet encore des secousses. « Notre pays est plein de ressources et il sait réagir avant l'abîme, mais a souvent besoin de le voir de près avant de prendre conscience du danger. Nous y sommes », a encore dit le patron d'Horizons dimanche soir, ajoutant que du « côté de la droite et du centre », « tout est à reconstruire ». La majorité ressemble à un champ de ruines. ■



« La décision de dissolution de l'Assemblée nationale a de fait mis un terme au paysage politique qui avait résulté de l'élection présidentielle de 2017. »

**ÉDOUARD PHILIPPE**  
Ancien Premier ministre, président du parti Horizons

# Nominations : regain de tension entre Le Pen et Macron

● La chef de file du RN a accusé mardi le chef de l'Etat de vouloir faire un « coup d'Etat administratif » en procédant à des nominations avant le second tour.  
 ● L'Elysée a démenti et l'a appelée « au sang-froid et à la mesure ».

## POLITIQUE

**Grégoire Poussielgue**  
(avec S. P.)

Les élections législatives enflamme le discours politique. La semaine dernière, à quelques jours du premier tour, Emmanuel Macron avait agité le spectre d'une « guerre civile » en cas de victoire de Rassemblement national. Mardi, sur France Inter, Marine Le Pen a, elle, accusé le chef de l'Etat de vouloir mener un « coup d'Etat administratif » dans la perspective d'une victoire du RN dimanche prochain.

La cause du courroux de la députée du Pas-de-Calais ? La perspective de voir tout un train de nominations décidé mercredi en Conseil des ministres avec, notamment, le remplacement du directeur général de la police nationale (DGNP), actuellement Frédéric Veaux, du directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) et de plusieurs préfets.

« Quand je lis qu'il existe des rumeurs comme quoi le président de la République envisagerait demain, c'est-à-dire à quatre jours du second tour, de nommer le DGNP alors qu'il devait rester jusqu'à la fin des Jeux Olympiques, le DGGN et des dizaines de préfets, et toute une série de gens dont l'objectif serait d'empêcher Jordan Bardella de gouverner le pays comme il le souhaite, je me dis que c'est une forme de coup d'Etat administratif », a-t-elle dénoncé.

Son nouvel allié, le toujours présent des Républicains Eric Ciotti, a renchéri en évoquant une « panique générale » destinée à « recaser des proches ». Marine Le Pen a attentivement lu le compte rendu du Conseil des ministres de la semaine dernière.

Cette passe d'armes montre que, si une cohabitation avec le RN se profile au soir du 7 juillet, celle-ci sera tendue sur des sujets comme

Elle y a découvert que, à quatre jours du premier tour, Emmanuel Macron a procédé à un nombre de nominations bien supérieur à celui habituellement constaté. Une trentaine, notamment, comme le veut la période, des généraux et des recteurs d'académie, contre une vingtaine la semaine précédente et une petite dizaine en temps normal.

### Aucune vague massive de nominations

Les déclarations de Marine Le Pen n'ont pas manqué de faire réagir. « Ces propos sont délirants. Elle oublie que le président de la République a un pouvoir de nomination », rappelle un conseiller de l'exécutif. L'Elysée a également fait une mise au point. « Il y a depuis soixante-six ans chaque semaine des nominations et des mouvements, notamment l'été, indépendamment des moments politiques traversés par nos institutions, et il n'est aucunement prévu qu'une de ces dispositions puisse changer dans les prochains mois », a indiqué le Palais dans un message adressé à la presse, en précisant qu'« être en responsabilité suppose du sang froid et de la mesure ».

En déplacement à Chartres pour soutenir le ministre candidat Guillaume Kasbarian, Gabriel Attal a renvoyé la balle à Marine Le Pen. « Elle fait des grands gestes, des grandes paroles pour essayer de masquer la panique qui est la sienne », a-t-il dit. Aux « Echos », l'Elysée précise qu'aucune vague massive de nominations n'est prévue pour le Conseil des ministres de mercredi. Mais le scénario a bien été dans les tuyaux.

Cette passe d'armes montre que, si une cohabitation avec le RN se profile au soir du 7 juillet, celle-ci sera tendue sur des sujets comme



Mercredi dernier, Emmanuel Macron a procédé à un nombre de nominations supérieur à celui habituellement constaté.

# Les fonctionnaires s'interrogent sur leurs marges de manœuvre

**Nombre d'entre eux appréhendent une victoire de l'extrême droite aux législatives. Leur latitude sera limitée.**

### Leïla de Comarmond

Que faire si le RN forme le gouvernement à l'issue du second tour des législatives de dimanche ? L'inquiétude qui a saisi de nombreux fonctionnaires de l'Etat après la dissolution a été renforcée par les résultats du premier tour. Et des questions très concrètes surgissent alors sur les conditions d'exercice de leur métier.

Le devoir d'obéissance, y compris en cas d'ordre illégal, qui figurait dans le statut des fonctionnaires édicté par Vichy a disparu en 1946. Mais « l'agent public doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique », prévoit le Code général de la fonction publique. Un fonctionnaire ne peut refuser d'exécuter un ordre sauf dans un cas précis qui cumule deux conditions : s'il est « manifestement » illégal et s'il est « de nature à compromettre gravement un intérêt public ».

« Il faut que les services tournent, les décisions du Conseil d'Etat annulant des sanctions pour refus d'exécution sont très rares », souligne Lorène Carrère, associée chez Seban avocats. Elle cite en exemple une décision de mars 2012 de la 6<sup>e</sup> chambre de la cour administrative d'appel de Bordeaux. Lors des fêtes locales, le maire de Biarritz avait demandé à la police municipale de ne pas porter son uniforme et de ne relever que les infractions au stationnement, ce qu'avait refusé un de ses agents, écopant d'un blâme. Injustifié, avait tranché la justice administrative.

« Le seul désaccord – si important soit-il – avec les priorités politiques d'un gouvernement d'extrême droite ne saurait évidemment constituer le fondement d'un acte de désobéissance », avertit le think tank de fonctionnaires LeSens du service public dans une note intitulée « Etat de droit : que peuvent les agents ? ».

### Un pouvoir d'agir « infranormatif »

On peut penser que le Conseil constitutionnel va exercer un contrôle minutieux sur les lois qui seraient votées par une majorité RN, cette validation limitant de façon incidente les marges de contestation des dispositions législatives adoptées par les fonc-

tionnaires. Restera la voie du Conseil d'Etat avec l'exception d'illégalité. Cette voie est aussi celle qui pourrait être employée contre les actes réglementaires – décrets et arrêtés – que pourrait prendre un gouvernement RN et qui seraient illégaux.

Mais le pouvoir d'agir d'un gouvernement au quotidien passe par partie « en deçà des radars » législatifs et constitutionnels, rappelle Le Sens du service public. Le collectif alerte sur ce « pouvoir d'agir « infranormatif » d'un gouvernement » qui serait tenté de mobiliser ce levier, « au travers de mesures d'organisation interne, d'instructions aux services (circulaires ou notes de service) ou encore d'ordres hiérarchiques, qui ressortent tous des prérogatives ministérielles sans qu'il soit nécessaire d'être habilité par une loi ou un décret ».

### Réforme du statut de lanceur d'alerte

Face à un ordre hiérarchique de faire – ou d'ailleurs de ne pas faire – qui apparaît « manifestement illégal », la première recommandation est déjà de demander qu'il soit écrit. Il faut aussi rechercher s'il correspond à des instructions plus générales qui relèveraient d'une note de service, d'une instruction ou d'une circulaire et, évidemment, s'assurer qu'il est bien « manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public ».

« Il faut que les services tournent, les décisions du Conseil d'Etat annulant des sanctions pour refus d'exécution sont très rares », souligne Lorène Carrère, associée chez Seban avocats. Elle cite en exemple une décision de mars 2012 de la 6<sup>e</sup> chambre de la cour administrative d'appel de Bordeaux. Lors des fêtes locales, le maire de Biarritz avait demandé à la police municipale de ne pas porter son uniforme et de ne relever que les infractions au stationnement, ce qu'avait refusé un de ses agents, écopant d'un blâme. Injustifié, avait tranché la justice administrative.

« Le seul désaccord – si important soit-il – avec les priorités politiques d'un gouvernement d'extrême droite ne saurait évidemment constituer le fondement d'un acte de désobéissance », avertit le think tank de fonctionnaires LeSens du service public dans une note intitulée « Etat de droit : que peuvent les agents ? ».

### Un pouvoir d'agir « infranormatif »

On peut penser que le Conseil constitutionnel va exercer un contrôle minutieux sur les lois qui seraient votées par une majorité RN, cette validation limitant de façon incidente les marges de contestation des dispositions législatives adoptées par les fonc-

# Les indépendants dans l'attente de la réforme de leurs cotisations sociales

**Les représentants des artisans, commerçants et professions libérales appellent le gouvernement en sursis à publier rapidement un décret ouvrant la voie à une amélioration des droits à la retraite des indépendants, mais aussi à une baisse de la CSG.**

**Solenn Poullennec**

Les artisans, commerçants et des professionnels libéraux vont-ils pouvoir espérer une retraite plus confortable à l'avenir ? A quelques jours du second tour des élections législatives anticipées, qui sonnera la fin du gouvernement actuel, les représentants des indépendants pressent l'exécutif de faire aboutir

une réforme censée améliorer les droits à la retraite de plus de plusieurs millions de ces travailleurs.

Vendredi, l'Union des entreprises de proximité (U2P), représentant des TPE et PME de l'artisanat, du commerce de proximité et des professions libérales, a ainsi demandé au gouvernement de faire paraître « sans attendre » un décret déclinant ce chantier discuté de longue date et voté dans le budget 2024.

### Moins de CSG et CRDS

« Il n'y a pas de sujet politique, argue Pierre Burban, le patron de l'organisation. Je vois mal les deux blocs en tête [au premier tour des élections] être contre une mesure d'équité », poursuit-il. Si l'exécutif a suspendu la réforme de l'assurance-chômage pour faciliter les reports de voix de

gauche en faveur du camp présidentiel, il s'active pour pouvoir concrétiser diverses mesures promises ces derniers mois.

Signe que la réforme des cotisations des indépendants fait partie de ces chantiers qui pourraient être achevés rapidement, elle a été étudiée par le Conseil de l'Assurance Maladie mardi matin. Applicable à partir de 2025, cette réforme veut aligner le traitement des indépendants avec celui des salariés. Car aujourd'hui, à revenus équivalents, les indépendants versent davantage de taxes pour contribuer au financement de la Sécurité sociale (CSG et CRDS), mais ils se constituent moins de droits à la retraite.

Pour rectifier le tir, le gouvernement s'était engagé à réformer l'assiette de cotisations des indépen-

« Je vois mal les deux blocs en tête [au premier tour des élections] être contre une mesure d'équité. »

**PIERRE BURBAN**  
Patron de l'U2P

dants de façon qu'ils acquittent moins de CSG et CRDS. En revanche, ils devront payer plus de cotisations maladie, et surtout plus de cotisations pour améliorer leurs retraites de base et complémentaire. « A fortiori, les personnes les plus éloignées de l'âge de la retraite pourront bénéficier à plein de cette réforme », souligne l'U2P. « Cette réforme est un pas de plus vers une meilleure protection sociale des professions libérales », estime aussi l'Union nationale des professions libérales (l'UNAPL, membre de l'U2P).

### Pas que des gagnants

La réforme ne fait pourtant pas que des gagnants. Si l'UNAPL estime que la formule retenue va bénéficier à « plus de 82 % » des professionnels libéraux, elle reconnaît

que 5 % d'entre eux vont voir leurs cotisations augmenter. A commencer par ceux qui ont les revenus les plus confortables. L'organisation promet de « poursuivre ses travaux avec les caisses de retraite concernées » afin « d'améliorer la situation » de ces perdants.

La refonte de l'assiette de cotisations des indépendants fait un autre perdant : l'Assurance Maladie dont les comptes sont déjà dans le rouge. Financée par la CSG, elle ne s'y retrouvera pas totalement malgré la hausse des cotisations maladie prévues pour les indépendants, avec un manque à gagner de l'ordre de 1 milliard d'euros. Signe de la sensibilité du sujet, la réforme avait été retirée in extremis du projet de budget à l'automne dernier, avant d'y être réintroduite. ■



Les mesures avancées par le Rassemblement national sont incohérentes avec sa promesse de protéger les Français face au réchauffement climatique, estime Valérie Masson-Delmotte. Photo AFP

## « Sur le climat, le programme du RN est une imposture »

Propos recueillis par Anne Feitz

Jordan Bardella affirme prendre la question de l'urgence climatique au sérieux. Que pensez-vous de ses propositions ?

Je me fie aux écrits, et non aux paroles qui ne cessent de changer. Or sur le climat et l'environnement, le programme du RN est une imposture. C'est d'abord un programme de déni : le mot changement climatique n'y apparaît pas, ce qui en dit long. Je rappelle à cet égard que la députée européenne Marine Le Pen n'a pas voté l'accord de Paris en 2015. C'est la réalité des faits.

### Quels sont les enjeux ?

Ils sont cruciaux. Il s'agit de s'appuyer sur les connaissances scientifiques pour réduire le réchauffement climatique, mais aussi les aléas à venir, afin d'anticiper et de protéger les populations et les entreprises. Avec des questions très lourdes actuellement, comme l'assurabilité de certaines communautés, les risques sanitaires liés aux épisodes de chaleur, les chocs sur les rendements agricoles, autant de conséquences dont nous avons rappelé les coûts économiques dans le dernier rapport du Haut Conseil pour le climat : 10 milliards d'euros en 2022, 6,5 milliards en 2023. Que propose le RN dans ces domaines ? Rien ! On voit aussi que la biodiversité et les écosystèmes sont très affectés par un climat qui change. Dans le monde, nous vivons le qua-

**VALÉRIE MASSON-DELMOTTE**  
Paléoclimatologue,  
directrice de recherche au CEA

trième épisode de blanchissement des coraux ou une perte de pêche durable dans les tropiques. En France, on a perdu la moitié du puits de carbone forestier, en raison notamment de l'augmentation de la mortalité des arbres. Or, le RN ne propose rien sur la régénération des forêts, rien non plus sur les zones humides, qui pourtant jouent un rôle important pour stocker et déstocker l'eau.

### Pourquoi parlez-vous d'imposture ?

Le RN insiste sur sa volonté de protéger les Français. Mais, en réalité, il ignore les risques climatiques, dont on voit pourtant déjà qu'ils sont très graves : en montagne, sur le littoral avec la montée du niveau de la mer, dans les zones inondables ou pour les personnes fragiles face aux vagues de chaleur. On voit aussi que le cycle de l'eau devient plus intense et plus variable, avec des contraintes de plus en plus fortes, notamment en été et dans le sud de la France. L'Académie des sciences a établi qu'il fallait agir sur la demande, mais la seule chose que propose le RN sur l'eau, c'est un meilleur entretien des réseaux de distribution. L'autre grande imposture, c'est la souveraineté de la France prônée par le RN. Aujourd'hui, celle-ci est loin d'être garantie. Notre balance commerciale est très déficitaire, de 100 milliards d'euros, notamment en raison des importations de pétrole et de gaz, qui représentent 70 milliards d'euros. Que propose le RN pour préparer la sortie des énergies fossiles, ne serait-ce que dans une vision de souveraineté ? Rien ! Au contraire, avec ses propositions, il retarde l'échéance. En revenant sur l'interdiction des voitures thermiques neuves en 2035, en décrétant un moratoire sur l'éolien, en abolissant les obligations liées au DPE des logements, son programme marque un recul sur les enjeux économiques et sociaux de confort thermique des logements, ou de production d'électricité. J'ai parfois l'impression que le RN est resté bloqué dans les années 1970, avec une vision centrée sur le

nucléaire et l'hydraulique, en ignorant les technologies récentes et le besoin de sobriété.

**Jordan Bardella a indiqué vouloir réduire l'empreinte carbone de la France plutôt grâce à une relocalisation de l'industrie sur notre territoire, censée réduire les émissions importées. Qu'en pensez-vous ?**

Pour le moment l'empreinte carbone de la France, qui s'élève à 9 tonnes de CO<sub>2</sub> par personne et par an, a essentiellement été réduite par la baisse des émissions nationales... Il y a effectivement un potentiel de relocalisation industrielle, mais celle-ci sera contrainte par l'eau et la biomasse disponibles. En outre, pour réindustrialiser, il faut pouvoir s'appuyer sur une capacité de production de chaleur et d'électricité décarbonées. Si c'est pour importer du pétrole et du gaz, la relocalisation n'aura aucun intérêt ! Autre remarque, il y a aussi dans le programme du RN des propositions qui augmenteront les émissions importées, comme la volonté de dopé le tourisme international.

### Craignez-vous les conséquences sur votre travail d'un gouvernement RN ?

Le RN veut restreindre la circulation des personnes, ce qui présente un risque majeur pour la recherche scientifique car celle-ci se nourrit des échanges de compétences. Je suis aussi inquiète pour les médias car, dans l'audiovisuel, les émissions scientifiques sont beaucoup plus présentes dans le service public : où la parole sera-t-elle donnée aux scientifiques ? Enfin j'observe que dans les pays où l'extrême droite est arrivée au pouvoir, on a eu tendance à faire taire les scientifiques, notamment les scientifiques du climat. Au Brésil, par exemple, on a interdit au directeur de l'Agence spatiale brésilienne de communiquer le suivi de la déforestation par satellite. Et ensuite il a été remercié... En France, la liberté d'expression des scientifiques est un droit constitutionnel, mais elle pourrait être rapidement menacée.

**Seriez-vous rassurée par la nomination d'un gouvernement de coalition, si le RN n'obtient pas la majorité absolue ?**



« J'ai parfois l'impression que le RN est resté bloqué dans les années 1970. »

Franck Riéra / AFP

## Le « localisme », un credo écologiste très partiel

Pour réduire l'empreinte carbone de la France, le parti d'extrême droite veut restreindre les émissions importées en relocalisant une partie de la production dans l'Hexagone.

*Marie Bellan*

Le RN n'a pas fait de l'écologie une priorité de sa campagne ni de son programme. Toutefois, Jordan Bardella, lors des derniers débats télévisés en vue du premier tour des législatives, s'est montré très allant sur la réduction des émissions importées quant à la manière dont le RN comptait faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de la France.

La baisse de 5,8 % au premier trimestre des émissions de CO<sub>2</sub> est très encourageante, mais elle ne tient pas compte des émissions importées. Ces dernières représentent un peu plus de la moitié (56 %) de l'empreinte carbone du pays. Les produits les plus générateurs d'émissions importées se concentrent dans le textile, les produits pharmaceutiques, les produits informatiques et électroniques, le matériel de transport ou encore les produits du raffinage.

La solution prônée par le RN consiste à « réduire l'empreinte carbone de la France en soutenant les relocalisations industrielles et en favorisant les acteurs locaux dans la commande publique (circuits courts, priorité nationale, préférence européenne...) ». Elle aurait un effet indéniable sur les émissions liées aux transports de marchandises mais se heurte à trois écueils.

### « Buy European Act »

Le premier, celui de la commande publique : la prise en compte de critères géographiques que revendique le RN est contraire aux règles du marché intérieur de l'Union européenne. Seule une préférence européenne est envisageable – le « Buy European Act » que l'ensemble des parties ont défendu aux élections euro-

pénnes – mais de manière très encadrée.

Deuxième obstacle : rien ne garantit que les produits dont la fabrication serait relocalisée seraient forcément mieux-disant sur le plan environnemental. « Il y a un potentiel de relocalisation industrielle, comme le reconnaît la climatologue Valérie Masson-Delmotte, mais elle sera contrainte par l'eau disponible et la biomasse disponible. Pour réindustrialiser, il faut s'appuyer sur une capacité de production de chaleur et d'électricité décarbonée. »

Autrement dit, ce localisme national ne fera pas baisser les émissions de la France si la production, une fois relocalisée, s'appuie sur une énergie non décarbonée (sans les énergies renouvelables, comme le souhaitait le RN, il ne pourra pas en être autrement à moyen terme), et si les ressources en eau et en biodiversité (essentielles dans bien des productions industrielles, et pas seulement agricoles et alimentaires) n'ont pas été sauvegardées et restaurées. Un point sur lequel le programme du RN est muet.

Autre biais de raisonnement : « L'empreinte carbone est calculée avec des coefficients techniques qui sont ceux du passé, sans regarder l'évolution des mix énergétiques futurs. Nos partenaires commerciaux, à commencer par la Chine, font d'énormes progrès, et l'électricité qui sert à produire certains biens chinois destinés à l'importation sera bientôt "plus verte" que dans bien d'autres pays », explique l'économiste spécialiste du climat, Christian de Perthuis.

Enfin, pour le RN, les émissions territoriales et les émissions importées seraient de simples vases communicants. En réalité, « les émissions territoriales et les émissions importées connaissent une baisse parallèle depuis 2005 en France », poursuit Christian de Perthuis. Ce qui tend à montrer que les efforts domestiques de décarbonation ont plutôt tendance à relever le niveau d'exigence sur la qualité environnementale des produits importés. ■

**Chaque mois,  
vous avez rendez-vous  
avec l'histoire.**

N°1 DEPUIS 1909 — HISTORIA.FR  
**HISTORIA**

Août 1954, un pogrom  
en Algérie française

La Seine, histoire  
d'un fleuve roi

**Portés disparus**

Explorateurs,  
têtes couronnées,  
trésors engloutis...

Saint-Exupéry,  
Alain Colas,  
Lapérouse,  
Michael Rockefeller,  
le tsar Dimitri,  
l'arche d'alliance...

**NUMÉRO  
DOUBLE  
7,90€  
SEULEMENT**

# L'épisode inflationniste a laissé des traces chez les électeurs en Europe et aux Etats-Unis

- L'inflation baisse doucement dans la zone euro.
- Mais les salaires n'ont pas encore permis de rattraper les pertes de pouvoir d'achat.

## CONJONCTURE

Guillaume de Calignon

L'inflation reprend sa baisse dans la zone euro. La hausse des prix a atteint 2,5% en juin sur un an, contre 2,6 % le mois précédent. Rien de spectaculaire donc. L'inflation se rapproche petit à petit de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), fixé à 2 % à moyen terme.

Les prix de l'énergie ne permettent plus de freiner l'inflation, ceux de l'alimentation très peu. La forte hausse ayant eu lieu en 2022 et le recul, l'année dernière, l'inflation baisse désormais nettement moins vite. Le prix des services, qui pèsent pour près de la moitié de la consommation des ménages européens, ne baisse pas. Il continue à augmenter de 4,1 % en juin sur les douze derniers mois. Car celui-ci est défini par les hausses de salaires, les coûts salariaux étant importants pour les entreprises de service. Or les salaires grimpent, et même plus vite que les prix. Dans la zone euro, ils ont augmenté de 4,7 % au premier trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente.

### Tout le monde déteste l'inflation

Pourtant, même protégés par les boucliers tarifaires, les travailleurs européens sont loin d'avoir retrouvé leur niveau de vie précédant la pandémie. En début d'année, le niveau de consommation réelle – c'est-à-dire en tenant compte de l'impact de l'inflation – par travailleur dans la zone euro se situait toujours 2 % en dessous de ce qu'il était en 2019.

De même, à la fin du premier trimestre 2024, le salaire réel dans la zone euro était toujours inférieur de 1 % à son niveau avant le Covid-19. « Pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat passées accumulées, il faudrait que les salaires augmentent de 4 % pendant trois ans de suite, même avec une inflation revenue à 2 % », explique Michel Martinez, économiste chez Société Générale.

Dans une étude publiée au printemps dernier, l'économiste française à Harvard, Stefanie Stantcheva, qui a interrogé 2.000 Américains, montre pourquoi les gens n'aiment pas l'inflation. « La raison prédominante de l'aversion des gens à l'égard de l'infla-

### Le taux d'inflation dans la zone euro a reculé légèrement en juin

Glissement annuel, en %



\* LES ECHOS / SOURCE : BLOOMBERG - PHOTO : CHARLY TRIBALLEAU / AFP

*tion est la croyance largement répandue selon laquelle elle diminue leur pouvoir d'achat. Pour eux, ni les augmentations de salaires personnelles ou générales ne semblent correspondre au rythme de la hausse des prix», explique-t-elle. C'est le cas de 80 % des répondants à cette enquête.*

### L'importance du niveau général des prix

Il semble que, quand les salariés reçoivent une augmentation de salaire, ces derniers ont tendance à l'attribuer à leur propre travail ou à l'évolution de leur carrière plutôt qu'à un ajustement pour tenir compte de l'inflation. L'autre apport de cette étude est le sentiment d'injustice des gens qu'en entraîne une hausse rapide des prix. Les deux tiers des personnes interrogées ont l'impression que les hauts salaires augmentent plus vite que les leurs.

Mais il y a un point encore plus important : les gens font beaucoup plus attention au niveau des prix, notamment de ceux des produits qu'ils achètent régulièrement, qu'au taux d'inflation. Présent lors d'une conférence organisée à la Banque de France la semaine dernière, un économiste américain qui travaille pour une des réserves fédérales (Fed) régionales a déclaré que « les gens détestent l'inflation mais ce qu'ils détestent encore plus, c'est un niveau des prix très élevé ».

### Une priorité pour la présidentielle américaine

Cela pose problème aux banques centrales dont l'objectif est non pas au niveau des prix mais du taux d'inflation. Un taux d'inflation élevé, même temporaire, a des effets sur la mémoire des consommateurs, qui sont aussi des électeurs. C'est bien ce

que l'administration Biden est en train de payer aux Etats-Unis.

Même si l'inflation revient vers 2 % outre-Atlantique, si les hausses de salaires sont plus rapides que l'augmentation des prix et si le taux de chômage reste très faible, 43 % des Américains interrogés par l'institut Ipsos pour ABC News début mai jugeaient être moins bien lotis qu'avant l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, en janvier 2021. Seuls 16 % estimaient que leur niveau de vie s'était amélioré. Résultat, 88 % des personnes interrogées citaient le problème de l'inflation comme étant prioritaire lors de la présidentielle de novembre.

L'inflation a laissé des traces aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe, encore plus touchée avec la hausse du prix de l'énergie. Il n'est pas étonnant que les électeurs en tiennent rigueur à leurs dirigeants. ■

## En Espagne, le chômage au plus bas depuis 2008

**L'économie espagnole a créé 1,6 million d'emplois depuis la fin de la pandémie. Jamais le nombre de nouveaux contrats stables n'a été aussi important.**

**Cécile Thibaud**  
— Correspondante à Madrid

Bonnes nouvelles sur le front de l'emploi en Espagne. Le pays aborde l'été avec 71.000 salariés en plus et 47.000 chômeurs de moins. L'embellie est poussée par l'élan du tourisme et des emplois saisonniers. C'est ce qu'indiquent les chiffres de juin, publiés mardi.

Le chômage continue sa décrue, et recule jusqu'à 2,56 millions de personnes, soit son niveau le plus bas depuis 2008, alors que 1,6 million d'emplois ont été créés depuis la fin de la pandémie.

Derrière ces performances encourageantes, les fragilités demeurent sur le marché du travail espagnol, où le poids des activités estivales et des emplois peu qualifiés du secteur de l'hôtellerie reste élevé. Ce n'est pas un hasard si la Catalogne et les Baléares ont été les principaux moteurs d'embauche durant le mois, au rythme de l'arrivée des premiers touristes. Mais la grande nouvelle c'est que 41 % des nouveaux contrats de juin sont stables, alors que la part était de moins de 7 % durant le même mois il y a dix ans.

« La fiesta de la précarité est terminée », souligne Joaquin Perez Rey, secrétaire d'Etat à l'Emploi. Cependant l'Espagne continue d'avoir l'un des taux de chômage les plus élevés de la zone euro, à 12,3 %, particulièrement chez les jeunes de moins de 25 ans, où il atteint 28 %, près du double de la moyenne européenne. Et le nombre de personnes au chômage depuis plus de deux ans ne baisse pas. « La dynamique du marché du travail s'appuie sur l'entrée de nouveaux travailleurs, qu'il s'agisse de jeunes ou de main-d'œuvre immigrée, mais il n'y a pas de mise en valeur des talents existants, passé 55 ans », signale Florencio Felgueroso, chercheur de la fondation d'économie appliquée Fedea.

## Agriculture : l'influence croissante des pays émergents

**Le commerce mondial de produits agricoles voit une réduction de la part de marché des pays riches de l'OCDE au profit des pays émergents et en développement.**

**Richard Hiault**

Les pays riches perdent de leur influence sur le marché des produits agricoles. Cette tendance, observée depuis une vingtaine d'années, va se poursuivre d'ici à 2033 selon les nouvelles prévisions, publiées mardi, par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Les économies émergentes détermineront de plus en plus l'évolution des marchés agricoles mondiaux », a constaté lors d'un point presse, Qu Dongyu, le directeur général de la FAO. Dans les dix prochaines

années, la montée en puissance de l'Inde, des pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique subsaharienne, concomitamment avec le recul de la Chine, façoneront ce nouveau paysage mondial agricole selon le rapport sur les perspectives agricoles des deux organisations.

La Chine qui représentait 28 % de la croissance de la consommation mondiale de produits agricoles, halieutiques et aquacoles durant la décennie passée, ne devrait plus en assurer que 11 % d'ici à 2033. A l'inverse, l'Inde et les pays d'Asie du Sud-Est seraient responsables de 31 % de l'accroissement de la consommation mondiale d'ici 2033.

Côté production agricole, la croissance devrait ressortir à 1,1% chaque année. Les pays en développement en resteraient les principaux moteurs. « L'Afrique subsaharienne et la région Proche-Orient et Afrique du Nord devraient enregistrer une forte hausse de leur production, même si celle-ci part d'un niveau peu

élevé », a indiqué Marion Jansen, directrice du département commerce et agriculture à l'OCDE.

La production laitière représentera quant à elle une grande partie de l'accroissement de la production animale en Afrique subsaharienne, tandis que le secteur de la viande de volaille devrait être le principal moteur de la croissance au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

**Erosion commerciale des pays riches**

Si la production agricole de chaque pays est essentiellement destinée au marché national, il n'en demeure pas moins que 20 % de l'apport en calories, au niveau mondial, est assuré par le commerce international. La part des produits commercialisés a régulièrement augmenté au fil du temps, passant de 15 %, en moyenne, en 2000, à 23 % sur la période 2021-2023, ce qui montre que les échanges progressent plus vite que la production agricole. ■

**« La fiesta de la précarité est terminée. »**

**JOAQUIN PEREZ**  
Secrétaire d'Etat à l'Emploi

# L'Italie accélère la mise en œuvre de son plan de relance

## EUROPE

**Rome envoie officiellement cette semaine à Bruxelles sa demande pour obtenir la sixième tranche de 8,5 milliards d'euros.**

**Le pays, principal bénéficiaire du plan de relance européen, doit dépenser 150 milliards au cours des deux prochaines années malgré les obstacles bureaucratiques de son administration.**

**Olivier Tosseri**  
—Correspondant à Rome

Giorgia Meloni ne décolère pas après son éviction des négociations pour les postes clés de l'Union européenne. L'Europe apporte cependant une satisfaction à la cheffe du gouvernement italienne : la reconnaissance de l'accélération de la

mise en œuvre du plan de relance dans son pays. Rome enverra officiellement cette semaine sa demande pour obtenir la sixième tranche de 8,5 milliards d'euros.

« Nous sommes le premier pays de l'UE à l'avoir fait, s'est félicité la présidente du Conseil. L'Italie est au premier rang concernant les objectifs atteints. » La péninsule est surtout le premier pays bénéficiaire du vaste plan NextGenerationEU, avec 194,4 milliards d'euros alloués par Bruxelles à son Plan national de relance et de résilience (PNRR). Elle a pour l'instant perçu 113 milliards.

**Investissements dans le Sud**  
« Nous sommes dans une phase absolument positive malgré les difficultés de dépenses qui caractérisent notre pays, a commenté Raffaele Fitto, le ministre des Affaires européennes chargé de la mise en œuvre du PNRR. Je lancerai prochainement un état des lieux sur les 69 objectifs de la septième tranche qui représente 18,5 milliards d'euros. L'augmentation significative des investissements dans les travaux publics, qui dans le Sud ont enregistré un taux de croissance supérieur à 50 % au cours de

l'année 2023, confirme que nous sommes pleinement entrés dans la phase 2 du PNRR. Celle de l'ancrage concret des investissements pour façonner l'Italie de demain. »

Cette sixième tranche du PNRR permettra de financer d'importants investissements stratégiques. Le principal demeure la réalisation du gazoduc trans-adriatique. Il a pour objet de transporter vers le marché européen le gaz naturel de la mer Caspienne depuis l'Azerbaïdjan. Il part de la frontière gréco-turque et traverse la Grèce, l'Albanie et la mer Adriatique pour arriver en Italie.

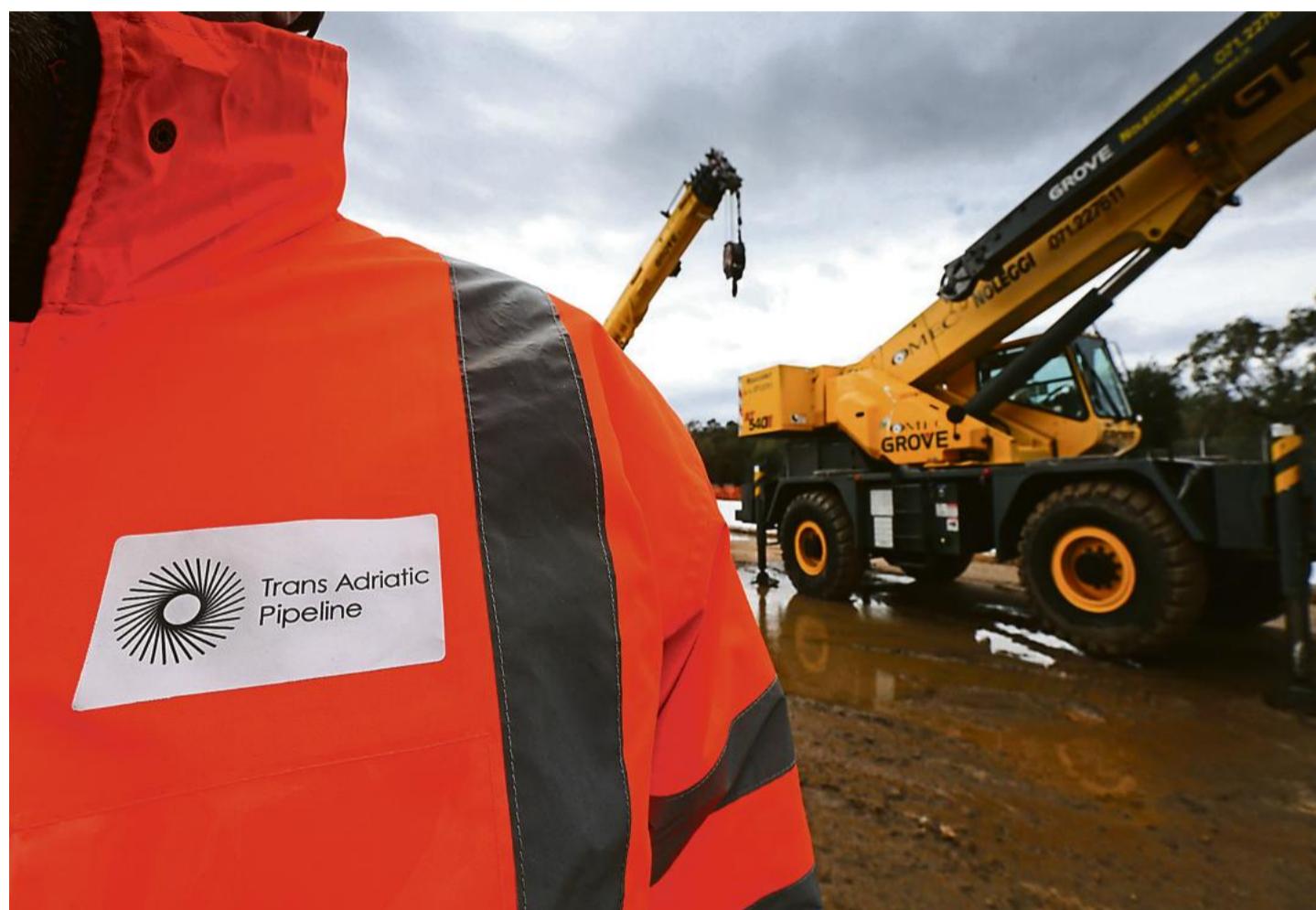
Le gouvernement italien s'est également engagé auprès de Bruxelles à mettre en place des crédits d'impôts pour accélérer la transition écologique, à améliorer les infrastructures sportives et scolaires du pays, à mettre en œuvre des systèmes de production d'électricité dans les secteurs agricoles et agro-industriel, à renforcer les liaisons ferroviaires dans le Mezzogiorno ou encore à assainir les nombreuses décharges d'ordures illégales.

L'enthousiasme du gouvernement contraste avec le compte rendu semestriel du PNRR présenté

en février dernier. Il mettait en lumière les difficultés à lancer etachever les chantiers pour respecter l'échéance fixée par Bruxelles au 30 juin 2026. Au 31 décembre 2023, 45,6 milliards d'euros avaient été effectivement dépensés, soit seulement 23 % des ressources qui seront allouées à l'Italie.

**Course contre la montre**  
Dans l'opposition, le Parti démocrate (centre gauche) enjoint d'ailleurs Giorgia Meloni de « cesser sa propagande. Au lieu de se congratuler, elle doit présenter ses excuses aux Italiens ». Le ministère des Transports n'a par exemple dépensé que 15 % des ressources mises à sa disposition.

L'administration italienne est ainsi sommée de réaliser un véritable tour de force en dépensant 150 milliards d'euros au cours des deux prochaines années. Les ambitions initiales du PNRR ont pourtant été revues à la baisse avec la suppression l'automne dernier de 144 objectifs qui avaient accumulé des « retards irrattrapables », de l'aveu même du gouvernement d'extrême droite. ■



Le gazoduc trans-adriatique a pour objet de transporter vers le marché européen le gaz naturel de la mer Caspienne depuis l'Azerbaïdjan. Il part de la frontière gréco-turque et traverse la Grèce, l'Albanie et la mer Adriatique pour arriver en Italie. Fabio Serino/Ropi-RÉA

# En Afrique du Sud, l'ère des compromis pour l'ANC

## AFRIQUE

**Après la perte de sa majorité absolue à l'Assemblée nationale en mai, le Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis la fin de l'apartheid, a dû faire de la place au sein du gouvernement aux partis de sa nouvelle coalition.**

**Claire Bargelès**  
—Correspondante à Johannesburg

Les Sud-Africains doivent désormais s'habituer à cet acronyme : le GNU, soit « Gouvernement d'unité nationale ». Une nouveauté seulement pour ceux nés après 1994, puisqu'il s'agit des mêmes termes utilisés, il y a trente ans, pour quali-

fier la coalition qui avait vu le dernier dirigeant de l'apartheid, Frederik de Klerk, et le nationaliste zoulou, Mangosuthu Buthelezi, gouverner un temps avec le président Nelson Mandela, à des fins de réconciliation. Mais en 2024 le jeu politique a bien changé : ce sont les électeurs qui ont imposé cette configuration à l'ANC, en ne lui octroyant que 40 % des voix au niveau national.

Après des semaines de pourparlers, depuis les élections du 29 mai et l'investiture, mi-juin, de Cyril Ramaphosa pour un second mandat à la tête du pays, 11 partis se sont finalement mis d'accord afin de former un gouvernement à 32 ministres. « Nous voulons que les Sud-Africains se reconnaissent, non seulement dans la composition du gouvernement, mais aussi dans ses politiques et ses programmes », a expliqué dimanche soir le président, lors de l'annonce de la répartition des postes.

Les tractations étaient musclées ces derniers jours entre l'ANC et la deuxième force politique du pays, l'Alliance démocratique (DA) de centre droit, plus libérale. Mais il en aurait fallu davantage pour effrayer Cyril Ramaphosa, 71 ans, qui avait joué un rôle crucial lors des négociations à la sortie de l'apartheid.

### L'ANC garde la main

Le parti de la libération conserve vingt ministères, dont des postes clés comme les Affaires étrangères, où est nommé Ronald Lamola, qui avait œuvré pour le dépôt de plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ). Le crucial ministère des Finances reste aussi dans son escarcelle, avec Enoch Godongwana reconduit à son poste, un gage de stabilité envers les marchés. Le ministre de l'Électricité Kgosiensho Ramokgopa reste également en place, tout comme l'indéboulonnable Gwede Mantashe, qui

perd toutefois le volet énergie de son portefeuille.

La DA, quant à elle, a réussi à négocier six ministères, et notamment l'entrée au gouvernement de son leader, John Steenhuisen, en tant que ministre de l'Agriculture – sans la prérogative de superviser la réforme agraire. « Dans cette configuration, je doute que la DA soit capable de vraiment changer la trajectoire des politiques de l'ANC », décrypté Ongama Mtimka, politologue à l'université Nelson Mandela. Il faut s'attendre à ce que les politiques gouvernementales restent plutôt de centre, centre gauche. »

### Collaboration ou paralysie

Les combattants pour la liberté économique (EFF), le parti de gauche radicale resté dans l'opposition aux côtés de l'Umkhonto we Sizwe (MK) de Jacob Zuma, dénoncent cette alliance avec la DA, l'accusant d'être « raciste ». Ils critiquent aussi la création d'un gouvernement « boursou-

# Aux Pays-Bas, Dick Schoof à la tête d'un gouvernement de coalition

## EUROPE

**Plus de sept mois après la victoire du dirigeant d'extrême droite Geert Wilders, l'ex-chef du renseignement Dick Schoof a été investi Premier ministre.**

**Sophie Amsili**

Sept mois après sa victoire historique, le parti d'extrême droite de Geert Wilders, le PVV, est entré pour la première fois au gouvernement mardi. Le nouveau Premier ministre, Dick Schoof, un haut fonctionnaire inconnu du grand public, a été investi à la tête de ce gouvernement de coalition, alliant quatre partis de droite et d'extrême droite, dont l'un des rares points de convergence est la volonté de réduire l'immigration. Après de longues négociations, les quatre partis sont parvenus à sceller un accord de coalition. Il prévoit la politique la plus stricte jamais menée en matière d'accueil des demandeurs d'asile, en négociant plus de libertés par rapport aux règles européennes.

Au programme également : moins d'étudiants étrangers, des coupes budgétaires dans la recherche scientifique, plus de largesse pour les agriculteurs sur les objectifs européens de réduction des émissions d'azote ou encore une fiscalité relevée sur certains produits culturels (livres, journaux, billets pour le théâtre, les matchs de foot...). Le nouveau gouvernement voudrait également négocier une réduction de sa contribution au budget européen, un objectif qui fait écho à celui annoncé par Jordan Bardella pour la France.

Sur les 15 postes du nouveau gouvernement, le PVV de Geert Wilders en a décroché 5, dont les ministères de l'Asile et des migrations et celui du Commerce extérieur, qui reviennent respectivement à Marjolein Faber et Reinette Klever, deux adeptes de la théorie du « grand remplacement ».

Au BBB, le parti représentant la ruralité, le portefeuille de l'Agriculture est confié à une autre personnalité controversée : Femke Wiersma, une lobbyiste de producteurs laitiers

qui s'est fait connaître en participant à l'édition néerlandaise de l'émission « L'Amour est dans le pré ».

Le VVD, le parti libéral conservateur du Premier ministre sortant Mark Rutte, hérite notamment du portefeuille des Finances. Le nouveau ministre, Eelco Heinen, a averti que son seul objectif serait de « dépenser moins ». Enfin, il revient au NSC, un parti de centre droit, les Affaires étrangères et l'Education nationale notamment.

Quant à Dick Schoof, ex-travailliste de 67 ans, « les gens lui accordent le bénéfice du doute », estime Peter Kanne, chercheur à l'institut Ipsos I&O. « Dick Schoof n'appartient à aucun parti, il est arrivé seul et a essayé de rester neutre et très discret jusqu'à présent, poursuit-il. Mais il devra donner une conférence de presse hebdomadaire et répondre aux questions du Parlement. Ce sera très intéressant de voir comment il s'y prendra. »

**Sur les 15 postes du gouvernement, le PVV de Geert Wilders en a décroché 5.**

Pour Andrej Zaslove, professeur de sciences politiques à l'université Radboud, il subsiste en fait deux inconnues : « Comment se comportera Dick Schoof ? Mais aussi quels seront son rôle et sa marge de manœuvre par rapport aux quatre dirigeants de la coalition qui siègent au Parlement ? » Beaucoup s'interrogent aussi sur la durabilité d'un tel gouvernement. « Mais personne ne veut de nouvelles élections », note aussi le politologue.

Pour Andrej Zaslove, la comparaison avec une potentielle arrivée au pouvoir du RN en France est pertinente. « Geert Wilders s'est efforcé de ne pas paraître antidémocratique pendant le processus de négociation », mais il a ensuite nommé des personnalités controversées qui « montrent la couleur », note-t-il. Le PVV et ce nouveau gouvernement « jouent sur les deux tableaux », à l'instar du RN en France, estime le politologue : « Dans les deux cas, ce sont des partis qui veulent paraître "normaux" mais qui ne cessent de tester les limites. » ■

**« Nous voulons que les Sud-Africains se reconnaissent, non seulement dans la composition du gouvernement, mais aussi dans ses politiques et ses programmes. »**

**CYRIL RAMAPHOSA**  
Président de l'Afrique du Sud

flé » : il a fallu en effet créer de nouveaux postes afin que toutes les sensibilités politiques soient représentées, avec de petites formations se partageant certains des 43 sièges de ministres délégués.

Une configuration qui ouvre la porte à de possibles blocages ainsi qu'à des contradictions, alors que la coalition permet au Freedom Front Plus (FF+), le parti identitaire blanc, et à l'Alliance patriotique (PA), anti-immigration et favorable au retour de la peine de mort, d'obtenir des postes ministériels.

Mais Ongama Mtimka tempère les risques : « L'ANC s'est toujours identifié comme étant une "large église" qui représente plusieurs courants politiques post-libération, avec des pensées économiques variées », ce qui devrait l'aider à gérer les différences. Cyril Ramaphosa aura, en tout cas, l'occasion de donner un premier cap, lors de son discours pour l'ouverture de la première session parlementaire le 18 juillet. ■



Des manifestants attaquent un camion turc dans la région d'Alep en Syrie, le 1<sup>er</sup> juillet, dans la foulée des pogroms anti-syriens qui se sont déroulés en Turquie. Photo Bakr Alkasem/AFP

## De nouveaux pogroms anti-syriens à travers la Turquie

### MOYEN-ORIENT

**Dans un contexte de racisme anti-syrien toujours plus décomplexé et de normalisation des relations entre le gouvernement Erdogan et le régime de Bachar Al Assad, des pogroms anti-syriens ont visé plusieurs villes de Turquie dimanche et lundi soir.**

**Killian Cogan**  
— Correspondant à Istanbul

Des commerces incendiés, des véhicules saccagés par des hordes d'hommes proférant des slogans xénophobes et nationalistes : dans la soirée du lundi 1<sup>er</sup> juillet, plusieurs villes de Turquie ont été le théâtre de pogroms anti-syriens. Cette vague de violence intervient dans le sillage d'une première soirée d'émeutes racistes dimanche 30 juin dans la province de Kayseri, en Anatolie centrale. Plusieurs cen-

taines d'hommes ont pris d'assaut des quartiers syriens de la province, après qu'un homme syrien a été accusé de violences sexuelles à l'égard d'une enfant de son entourage.

Dans la foulée, des heurts ont éclaté lundi dans le nord-ouest de la Syrie, contrôlé par les supplétifs syriens d'Ankara, entre des manifestants syriens et les forces armées turques, faisant sept morts et plus de 20 blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Les manifestants protestaient contre les attaques de la veille visant leurs compatriotes à Kayseri et le recent rapprochement entre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan et le régime de Bachar Al Assad.

#### Revirement spectaculaire

Près de treize ans après les révoltes du printemps arabe et l'éclatement de la guerre civile syrienne, qui avaient vu Ankara soutenir les rebelles syriens, vendredi dernier, le président turc a déclaré qu'il « ne voyait aucun obstacle au rétablissement des relations avec la Syrie ». Dans un revirement spectaculaire, Erdogan est allé jusqu'à évoquer une époque pré-guerre civile, où il

passait ses vacances avec le dictateur syrien : « Il fut un temps où nous nous rencontrions en famille avec M. Assad, peut-être que cela se reproduira à l'avenir », a-t-il affirmé.

Dans la journée de lundi, des vidéos montrant des hommes armés syriens ouvrant le feu sur l'armée turque et s'attaquant à des drapeaux turcs dans le nord de la Syrie ont été très partagées sur les

**La question des réfugiés syriens domine la vie politique turque et avait été au cœur de la présidentielle de mai 2023.**

réseaux sociaux. Et si ce même jour, le président turc a condamné les émeutes à Kayseri, affirmant qu'elles étaient « inacceptables », ces vidéos ont eu l'effet d'une onde de choc dans un contexte de nationalisme turc exacerbé et de racisme anti-syrien toujours plus décomplexé. Mardi, le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a annoncé l'arrestation de 474 per-

sonnes liées aux émeutes anti-syriennes. Depuis quelques années, l'actualité du pays est régulièrement émaillée de pogroms contre les près de 4 millions de réfugiés syriens qui abritent la Turquie.

Comme en août 2021, lorsqu'un millier de personnes avaient mené une descente dans le quartier syrien d'Altindag à Ankara, à la suite d'une rixe entre jeunes Turcs et Syriens qui s'était soldée par la mort d'un Turc. Ou encore en janvier 2022, quand le quartier d'Esenyurt, dans la périphérie stambouliote, avait fait l'objet d'attaques similaires.

La question des réfugiés syriens domine la vie politique turque. Elle avait été au cœur de l'élection présidentielle de mai 2023 qui a consacré la réélection de Recep Tayyip Erdogan avec 52,2 % des voix. La coalition d'opposition, emmenée par le Parti républicain du peuple (CHP), héritier d'Atatürk, avait notamment fait campagne sur le renvoi définitif des réfugiés syriens. Dès mai 2022, le président turc avait, quant à lui, promis d'assurer le « retour volontaire » d'un million de Syriens dans le nord de la Syrie. Tous les mois, plusieurs milliers de Syriens y sont expulsés. ■

## Les incendies en Amazonie au plus haut depuis vingt ans

### BRÉSIL

**La sécheresse record qui a traversé le Brésil l'an dernier provoque une très forte hausse des incendies, notamment dans le Pantanal, l'une des zones les plus riches en biodiversité du monde.**

Au Brésil, une sécheresse historique provoque une très forte hausse des incendies depuis le début de l'année. Entre janvier et juin, près de 13.500 foyers d'incendie ont ainsi été recensés en Amazonie, le chiffre

le plus élevé depuis vingt ans. L'année dernière, sur la même période, 8.344 foyers avaient été identifiés. Un précédent record avait été atteint en 2003 (17.143) puis battu en 2004 (17.340).

En parallèle, la déforestation, elle, continue de baisser dans la plus importante forêt de la planète, qui joue un rôle majeur contre le réchauffement climatique grâce à l'absorption massive de CO<sub>2</sub>. D'après les données de l'Institut brésilien de recherches spatiales, la déforestation y a atteint 1.525 km<sup>2</sup> du 1<sup>er</sup> janvier au 21 juin, contre 2.649 km<sup>2</sup> au premier semestre 2023. Soit une chute de 42 %. L'an dernier, elle avait été réduite de moitié par rapport

#### De record en record

Les incendies de forêt ont atteint des niveaux records pour un premier semestre dans deux biomes riches en biodiversité situés au sud de l'Amazonie : le Pantanal, plus grande zone humide de la planète qui regroupe une exceptionnelle biodiversité, et la savane du Cerado.

Au Pantanal, 3.538 départs de feu ont été recensés depuis le début de

l'année, un bond de... 2.018 % par rapport au premier semestre 2023. C'est aussi 40 % de plus qu'en 2020, quand tous les records avaient été battus et 30 % du biome avait été affecté par les incendies. La situation est d'autant plus préoccupante que le pire des incendies est habituellement atteint au second semestre, notamment en septembre, au cœur de la saison sèche.

L'Etat du Mato Grosso (centre-ouest du Brésil), où se trouve une grande partie du Pantanal, a décreté l'état d'urgence la semaine dernière. Le gouvernement a annoncé l'envoi de renforts de pompiers d'autres régions pour combattre les flammes.

— **Joséphine Boone (avec AFP)**

## Nombre record de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes

### MOYEN-ORIENT

**Le nombre de détenus palestiniens a atteint un tel niveau depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza que certains sont libérés pour faire de la place.**

Cela provoque une violente polémique.

**Pascal Brunel**

— Correspondant à Tel-Aviv

« Une bombe à retardement » : Ronen Bar, chef du Shin Beth, le service de sécurité israélien chargé de la lutte antiterroriste, a utilisé cette expression pour dénoncer la surpopulation carcérale dans l'Etat hébreu. Le nombre de détenus palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie a en effet bondi de 14.000 à 21.000 depuis le début de la guerre le 7 octobre. Résultat : le Shin Beth est contraint de relâcher certains prisonniers jugés les moins dangereux, afin de faire de la place.

Lundi, cette pratique a déclenché une énorme polémique à la suite de la libération de 56 Palestiniens, dont surtout Mohammad Abou Salmi, le directeur de l'hôpital Al-Shifa dans la ville de Gaza. Cet établissement servait, selon Israël, de QG militaire du Hamas et de centre de détention de certains des otages israéliens détenus par le mouvement islamique.

Cette décision a été critiquée par presque toute la classe politique, y compris par l'opposition centriste ainsi que des familles d'otages.

#### Afflux d'arrestations

Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, a dénoncé une « grave erreur et un échec moral ». Il a affirmé n'avoir pas été mis au courant à l'avance de la libération du directeur d'Al-Shifa. Pour éviter un nouveau pataquès, il a annoncé la création d'une commission qui décidera désormais des demandes de libérations.

Au-delà de ces querelles de pouvoir, la question essentielle porte sur l'ampleur des détenus, alors que les arrestations se poursuivent de plus belle aussi bien dans la bande de Gaza qu'en Cisjordanie, où l'armée mène des opérations quotidiennes et procède à des arrestations de suspects. Pour tenter de faire face à cet afflux, de nouveaux camps de détention vont être ouverts d'ici la fin de l'année, qui pourront accueillir plus de 2.200 prisonniers supplémentaires.

Pour Ronen Bar, il y a urgence. La surpopulation carcérale est telle que le Shin Beth serait obligé de renoncer à arrêter des Palestiniens de Cisjordanie, qui préparent des attentats contre des Israéliens. Autre-

ment dit, la situation dans les prisons entraverait la lutte contre le terrorisme. Il avait déjà averti il y a deux mois que le « niveau de risque élevé d'attentats nécessite des actions préventives de grande ampleur qui provoquent de nombreuses arrestations ». Il laissait entendre que le Shin Beth prévoyait des milliers d'autres arrestations cette année, à condition que le gouvernement lui en donne les moyens pour ce qui est des lieux de détention.

Autre argument : les conditions de vie « physiques et mentales sont telles dans les prisons » qu'elles pourraient provoquer des mutineries, mais aussi avoir des « conséquences négatives » à l'étranger. « La crise dans les prisons porte atteinte à la légitimité de la poursuite de la guerre car elle affaiblit la défense d'Israël face à la Cour pénale internationale », a mis en garde le chef du Shin Beth. Il faisait ainsi allusion à Karim Khan, le procureur général de la Cour pénale internationale qui a recommandé en mai aux juges de cette institution siégeant à La Haye, d'émettre des mandats d'arrêt à l'encontre de Benjamin Netanyahu et de Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense, pour des soupçons de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité ».

#### Rations alimentaires

C'est précisément pour éviter de donner des arguments aux adversaires d'Israël que la Cour suprême de l'Etat hébreu a ordonné la fermeture à partir de mercredi du centre de détention de Sde Teiman dans le sud d'Israël. Des ONG, d'anciens détenus et des lanceurs d'alerte israéliens ont dénoncé ces derniers mois les mauvais traitements et les tortures infligés à près d'un millier de détenus dans ce camp.

Des responsables du Shin Beth ont également critiqué l'action d'Itamar Ben Gvir, le ministre de la Police, responsable des services pénitentiaires et chef d'un parti d'extrême droite. Il a, ces derniers mois, réduit « *au strict minimum* » les rations alimentaires des détenus, selon l'expression qu'il a utilisée mardi sur la radio de l'armée, tout en limitant les heures passées par les prisonniers en dehors des cellules. ■

**« Le niveau de risque élevé d'attentats nécessite des actions préventives de grande ampleur qui provoquent de nombreuses arrestations. »**

**RONEN BAR**  
Chef du Shin Beth

**RETROUVEZ**  
**L'ÉDITO**  
**ÉCONOMIQUE DE**  
**FRANÇOIS VIDAL**  
**TOUS LES JOURS**  
**À 7H10**

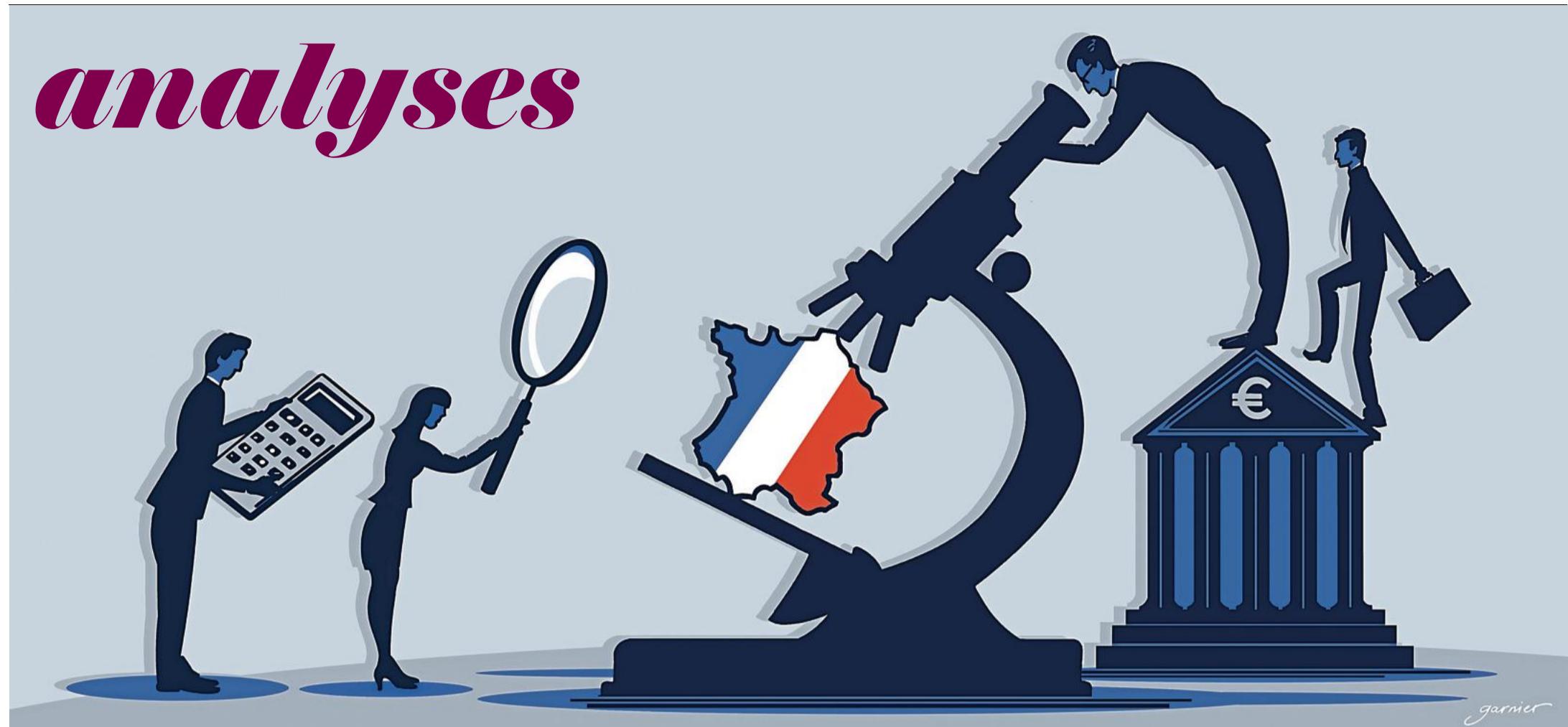
**Les Echos**

SUR



Et votre journée devient plus belle

# analyses



Pascal Garnier pour « Les Echos »

## Dette : la France a perdu son totem d'immunité

“

**Le soulagement des marchés financiers post-premier tour des législatives n'est que temporaire. Quel que soit le résultat du scrutin dimanche soir, le regard des investisseurs sur la dette française a durablement changé. Et cela va nous coûter cher.**

François Vidal

Le front anti-Rassemblement national a enregistré lundi un soutien de poids : celui des marchés financiers. Au lendemain d'un premier tour marqué par une poussée du mouvement présidé par Jordan Bardella à la fois historique et probablement insuffisante pour lui promettre une majorité absolue à l'Assemblée nationale, les investisseurs ont manifesté leur soulagement.

Hausse du CAC40, bond spectaculaire des valeurs bancaires, net repli de la prime de risque de la dette française, tous les indicateurs du stress provoqué par l'annonce surprise de la dissolution par Emmanuel Macron il y a trois semaines se sont détendus. Et si la tendance ne s'est pas poursuivie mardi, l'accalmie, elle, s'est confirmée.

### Le RN reste un épouvantail

Ce faisant, les investisseurs financiers ont envoyé un message clair : le RN ne leur inspire toujours pas confiance. Pendant la campagne, ses représentants ont eu beau re-

noncer à une bonne partie de leurs propositions les plus coûteuses et atténuer la portée des autres, cela n'aura pas suffi. Pour les marchés, le parti fondé par le père de Marine Le Pen reste un épouvantail, un mouvement sans expérience du pouvoir et dont le projet risque de compromettre l'avenir du pays et de l'Union européenne. Si la banalisation politique du RN est achevée – avec plus de 10,5 millions de voix au premier tour, elle est même consacrée –, sa « respectabilité financière » elle, reste à conquérir. De quoi garantir un bras de fer musclé au cas où il finirait tout de même par obtenir la majorité absolue dimanche prochain.

Quelle que soit l'issue du scrutin, il ne faut toutefois pas se tromper, l'étreinte des marchés sur la France n'est pas près de se relâcher. D'ailleurs, malgré la détente de lundi, sans doute également liée au manque de relatif score de la gauche unie, la pression persiste. Le CAC40 évolue toujours 7 % sous son niveau d'avant-dissolution. La preuve qu'il va falloir en réalité s'habituer à vivre sous le regard attentif des investisseurs et surtout à

devoir payer beaucoup plus cher pour nous endetter. Et cela pour deux raisons.

### Passeport pour l'instabilité politique

D'abord, parce que nous avons perdu notre totem d'immunité. Jusqu'à ce que le chef de l'Etat décide d'écourter la législature en cours, notre pays disposait d'un régime de faveur auprès de la communauté financière. La taille de son économie et la stabilité de ses institutions lui conféraient un statut que ni le niveau de ses déficits publics, ni celui de sa dette ne justifiaient. Les agences de notation avaient d'ailleurs pris l'habitude de se référer à ce point pour étayer leur position plutôt accommodante à notre endroit. Maintenant que l'échiquier politique a été renversé, ce statut est obsolète. En clair, nous avons été dégradés, avant même que Moody's, Fitch ou Standard & Poor's ne lancent une nouvelle revue de notre note.

La seconde raison qui explique que nous allons rester dans le viseur des investisseurs, c'est que le « best case scenario » des législati-

ves n'a rien d'optimal. Si le tir de barrage anti-RN fonctionne dimanche prochain, on s'achemine vers une Assemblée à la majorité introuvable dominée par un bloc de députés RN occupant entre 40 et 45 % des bancs de l'hémicycle. Un passeport pour l'instabilité politique, qui aboutira au mieux à la mise en place d'un gouvernement technique chargé de gérer les affaires courantes.

### Pas de bazooka monétaire européen

Or, pour maîtriser un endettement public qui tutoie les 110 % du PIB, notre pays doit impérativement réduire son train de vie. Le gouvernement Attal s'apprêtait d'ailleurs à proposer 20 milliards d'économies dans le Budget 2025. Comment imaginer qu'un exécutif sans légitimité démocratique ou issue d'une coalition de circonstance puisse reprendre ce projet à son compte ? Dans un tel contexte, l'immobilisme devrait prévaloir et les déficits continuer de se creuser. Une perspective qui n'annonce rien de bon pour la souveraineté économique et financière du pays.

D'autant que la solidarité européenne ne nous est pas acquise à en croire les propos récents du ministre allemand des Finances, Christian Lindner. Le numéro 3 du gouvernement Scholz a en effet estimé la semaine dernière qu'en cas de « tragédie budgétaire », c'est-à-dire si l'état de nos finances publiques devait nous fermer l'accès aux marchés financiers, il ne serait pas possible de mobiliser le bazooka monétaire de la BCE.

Alors le pire n'est évidemment jamais sûr. Mais il est bien possible qu'à partir de lundi prochain, ce qui nous protégera le mieux d'une crise de la dette, ce sera paradoxalement... notre niveau d'endettement. Avec un stock de 3.100 milliards, la France est aujourd'hui le quatrième marché obligataire mondial et l'un de ses premiers émetteurs (285 milliards cette année). Sa dette pèse donc trop lourd dans les portefeuilles des investisseurs pour que ces derniers la bradent. Une garantie bien fragile, dont le prix sera une envolée durable de nos coûts de financement. Un noeud coulant, dont les effets sur notre économie risquent d'être destructeurs. ■

**LA CHRONIQUE  
DU CERCLE  
DES ÉCONOMISTES**  
de Pierre Dockès

## Une dissolution... sociale

**U**ne crise multiforme frappe l'Europe, et particulièrement la France. Les instituts de sondage repèrent les causes du mécontentement, la source des peurs, le pouvoir d'achat et le déclassement, les migrations et l'insécurité culturelle, l'insécurité tout court. On en connaît les causes économiques, les ravages d'une mondialisation exacerbée sur des pays, des régions, des classes sociales. « It's the economy, stupid ! », comme le disait à Bill Clinton l'un de ses conseillers ? Sans doute, et les débats du Cercle des économistes sont là pour éclairer les conséquences des chocs globaux, les évolutions endogènes, les effets du bon ou du mauvais gouvernement.

Au-delà cependant de l'économie, en relation avec elle, il est un terme qui caractérise notre état, c'est celui d'anomie. Il vient de loin !

« Anomie », c'est le mot qu'employait Thucydide pour caractériser l'Athènes frappée par la peste pendant la guerre du Péloponnèse (430 avant notre ère). Emile Durkheim l'utilisera en 1897 pour comprendre les vagues de suicides. Il s'agit d'une dissolution des liens, des valeurs et des règles.

Dissolution, il y a une certaine ironie à observer que celle imposée par le président de la République, et qui a servi de catalyseur à la crise politique, correspond à celle des valeurs humanistes, des liens sociaux et des règles de la vie en société. Toute une série de termes au préfixe dé-, des ou dis peuvent être convoqués pour caractériser cette anomie sociale.

Le premier sans doute est le sentiment de dépossession. L'impression, et la réalité, d'une perte de ce qu'Amartya Sen nomme les « capa-

bilités ». Il s'agit non seulement des dotations en ressources d'un individu (ses biens, son capital, son capital humain, relationnel...), mais de ses capacités à les employer, à en tirer profit.

### Les politiques ont fait alterner l'espérance, la déception, le désespoir et jusqu'à la colère et la haine.

### On pourrait aussi bien parler d'aliénation.

rer des satisfactions, tout en les comparant à son passé, aux « capacités » de la génération précédente, et en les projetant sur celles dont disposeront ses enfants. Une perte

de pouvoir sur soi et sur son environnement (« disempowerment ») en relation avec l'émergence de situations qui heurtent la « common decency » (décence commune) aussi bien en ce qui concerne le niveau et les conditions de vie que l'état de la sécurité, le niveau de violence ou plus généralement les rapports sociaux. Les fractures sociales et territoriales sont patentées et croissantes, les inégalités sont telles que la reproduction sociale en est affectée.

La dissolution qui mène à l'anomie, c'est aussi celle de la cité, une dépolitisation au sens fort d'une perte des liens qui font la polis. Les politiques ont fait alterner l'espérance, la déception, le désespoir et jusqu'à la colère et la haine. On pourrait aussi bien parler d'aliénation. Il ne s'agit pas, même si c'est un signe, de l'abstention, du désintérêt pour les débats politiques, du dédain pour

les partis, mais de la constitution même de l'être humain en se souvenant du « *l'homme est un animal politique* » d'Aristote. D'où découle la crise de la représentation, l'impression de ne compter pour rien.

La crise de la cité est une crise de l'Etat. Non qu'il se soit dégagé de l'économie, mais le long processus de dérégulation a fait perdre le sens de l'action publique au service d'un but commun. Les politiques de l'offre pro business menées au nom de la compétitivité-prix, assorties de promesses imaginaires de ruissellement, ont laissé sur le bas-côté les salariés comme les TPE et nombre de PME. D'où le sentiment d'abandon et même celui d'avoir été trahis, et le risque d'une crispation identitaire, certitude de déclin.

Pierre Dockès est professeur émérite à l'université Lyon-2.

# analyses

## Les programmes économiques importent finalement peu...

Les programmes du Rassemblement national comme du Nouveau Front populaire sont irréalistes. On en est réduit à se consoler en se disant que l'important n'est pas là.

**LA CHRONIQUE**  
de Gilbert Cette



Certaines convergences apparaissent clairement dans les programmes économiques des deux pôles d'opposition politique actuels que constituent le Nouveau Front populaire (NFP) et le Rassemblement national (RN). Evoquons en deux. La première est d'être opposés au libre-échange. La dénonciation des accords de libre-échange est à leur menu, sans nuance. Qu'importe qu'une telle dénonciation, autre qu'elle peut se heurter à des difficultés institutionnelles, aboutisse à augmenter les prix – car si on importe des produits de l'étranger, c'est qu'à qualité comparable ils sont moins chers que des produits fabriqués en France. Il en résulterait donc une perte du pouvoir d'achat que le sous-jacent idéologie des deux programmes veut ignorer. Une littérature abondante nous montre pourtant qu'un libre-échange maîtrisé est source d'enrichissement mutuel...

Une seconde convergence des deux programmes est qu'ils préconisent une augmentation du pouvoir d'achat afin de dynamiser la demande. L'extension attendue de la demande liée à l'augmentation du revenu y apparaît comme la source de croissance à considérer. Pourtant, la France pâtit d'un solde commercial négatif depuis 2006. Ce solde structurellement déficitaire signifie que l'offre compétitive de la France est inférieure à la demande domestique et étrangère de biens et services produits en France. Avant de dynamiser la demande, ou au moins en même temps, le renforcement de l'offre compétitive paraît indispensable. Or, l'offre et les conditions de sa dynamisation sont ignorées, et en cela ces deux programmes semblent très datés. Aucun ne propose des mesures visant à stimuler la productivité et la compétitivité, ni même l'innovation ou l'usage des nouvelles technologies...

La source structurelle et pérenne de financement d'une hausse du pouvoir d'achat moyen d'une population est l'augmentation du produit intérieur brut par habitant, qui ne peut elle-même venir que de gains de productivité ou d'une augmentation de la quantité de travail

par habitant, et par exemple du temps d'emploi. Dans les deux programmes, rien n'est réellement proposé pour stimuler une productivité actuellement en berne et qui a même diminué depuis la période antérieure à la crise sanitaire. Concernant la quantité de travail, ils proposent une contraction, par le retour de l'âge de départ à la retraite à 62 puis 60 ans, ce qui entraînerait un appauvrissement du pays.

Le paradoxe est ici très fort mais les deux programmes diffèrent dans la réponse qu'ils veulent y apporter. L'un préconise de transférer, grâce à la fiscalité, de fortes ressources des « riches » vers les « pauvres ». Le taux d'épargne des « riches » étant plus élevé que celui des « pauvres », un tel transfert aboutirait bien à une augmentation de la demande. Mais pour parvenir aux résultats visés, ce transfert doit être très important. La France, déjà championne en matière de taux d'imposition moyens et marginaux, renforcerait alors à grande échelle cette caractéristique.

### Dans les deux programmes, rien n'est réellement proposé pour stimuler une productivité actuellement en berne.

Ce transfert suppose, en outre, une absence de mobilité du capital et des « riches », mobilité pourtant confirmée par la littérature économique et qui appauvrirait le pays et viendrait largement réduire le rendement des hausses d'impôts... L'autre programme prévoit d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages par diverses mesures financées par d'autres mesures fiscales non détaillées, dont il est dit que l'ampleur n'aurait pas besoin d'être forte pour financer des politiques pouvant cependant stimuler significativement la demande, ce qui paraît contradictoire...

Ces deux programmes apparaissent donc totalement irréalistes. On peut se consoler en se disant que l'important n'est pas là, dans le débat électoral actuel. Il est surtout sur le terrain des valeurs et, sur ce terrain, l'actuelle majorité et les deux pôles d'opposition ont des positions et approches très contrastées...

**Gilbert Cette** est professeur d'économie à Neoma Business School.

### LE LIVRE DU JOUR

#### La vie, Dieu et un fauteuil roulant

**LE PROPOS** Ce récit personnel relate les expériences quotidiennes d'une jeune femme en fauteuil roulant. Il va de l'aventure entrepreneuriale à la découverte de la foi, en passant par les mondanités obligées et les complicités chaleureuses. On suit les aventures récentes de Charlotte de Vilmore, accompagnée d'India, sa chienne d'assistance. Sa causticité sympathique lui fait rendre compte, avec sourire, des concours de start-up, des recherches de financement pour faire vivre ses projets d'entreprise, des discussions avec les fonds dits « à impact ». Mais l'essentiel réside dans ses observations et réflexions sur la « propension au bonheur ». Verres de bière, coupes de champagne mais aussi séjours à l'hôpital et en abbaye, ainsi que voyages compliqués et mobilisations bénévoles nourrissent les jours d'un « corps trop atypique » et d'un esprit qui fait montrer de générosité et de joieuseté.



La dureté des situations n'est pas faussement mise de côté, et c'est la profondeur d'une vie désormais consacrée qui ressort de ces pages dynamiques.

**L'INTÉRÊT** Voici un ouvrage original qui virevolte facétieusement, comme son auteur au ton toujours bien luné, autour de sujets fondamentaux. A lire pour trois regards, sur le handicap vu de l'intérieur, sur l'entreprise vu d'un prisme particulier, sur l'engagement chrétien. — **Julien Damon**

**Ceci est mon corps**  
de Charlotte de Vilmore, Editions Grasset, 160 pages, 16 euros.



Raphaël Glucksmann, candidat du Nouveau Front populaire, à Conflans-Sainte-Honorine, le 27 juin. Photo Reuters

## Vers un gouvernement de coalition

Les résultats du premier tour des élections législatives doivent être regardés de près par chaque citoyen, afin de bien réfléchir au vote du second tour et contribuer à éviter le pire. La situation est dangereuse, certes, mais elle n'est pas désespérée.

**LA CHRONIQUE**  
de Jean Peyrelevade



Une majorité absolue du Rassemblement national est désormais peu probable, mais pas impossible. Ce serait une catastrophe sur le plan économique : hausse immédiate des taux d'intérêt, chute des investissements, tant immobiliers que de production. Les engagements d'augmentation du pouvoir d'achat se traduirait par l'effet inverse.

Devant cette tempête, Marine Le Pen déciderait certainement d'arrêter toutes les réformes promises afin de garder comme seules cibles l'immigration et l'identité des Français d'origine étrangère, afin de garder toutes ses chances pour l'élection présidentielle de 2027. Trois ans de perdus, dans l'immobilisme et la violence verbale.

Une victoire sans discussion du soi-disant Nouveau Front populaire est également très improbable. Elle aurait des conséquences différentes. Partisans de Raphaël Glucksmann, socialistes et écologistes seront, à gauche, largement dominants par rapport aux Insoumis. Jean-Luc Mélenchon, qui multiplie les interventions destructives, ne sera jamais Premier ministre d'un gouvernement de gauche, qui devrait le sortir complètement du jeu.

Et le programme commun, rédigé en urgence pour des raisons purement électorales par un trio d'économistes fortement idéologisés, ne sera jamais appliqué en l'état par un Premier ministre réformiste.

L'hypothèse la plus probable est celle d'une majorité relative, soit du Rassemblement national, soit, même, de la gauche hors LFI. Cette situation entraînerait plusieurs conséquences, pas nécessairement négatives, mais délicates à traiter. L'actuelle majorité présidentielle, de toute façon, sera perdante et d'ailleurs déjà commencé à éclater.

La première conséquence serait que le Parlement aurait à répondre au défi de constituer, en toute responsabilité, un gouvernement de coalition capable

de gouverner la France, en regroupant des élus républicains de la gauche réformiste, de l'ancienne Renaissance, du Modem, d'Horizons et de la droite modérée et raisonnable, hors Ciotti (le Mélenchon de droite) et ses affidés.

Edouard Philippe, Bernard Cazeneuve, Clément Beaune, François Bayrou, Raphaël Glucksmann, Xavier Bertrand, Hélène Geoffroy, autant de personnalités dont certaines se sont déjà ouvertement exprimées sur le sujet et pourraient participer à un tel mouvement. Mais, bien entendu, il reviendrait à cette coalition, et donc au Parlement, de désigner en fait le Premier ministre.

**L'hypothèse la plus probable est celle d'une majorité relative, soit du Rassemblement national, soit, même, de la gauche hors LFI.**

**Ce gouvernement d'urgence et de coalition [...] aurait à faire face à un redoutable défi : [...] expliquer aux Français pourquoi et comment il est indispensable de redresser les finances publiques.**

Une telle décision, incontournable, marquerait enfin, dans un contexte certes troublé, la fin d'un pouvoir présidentiel dont on a vu à quel point il était devenu excessif, et la première marche vers un régime plus parlementaire, étape préalable à un changement constitutionnel pérenne, déjà proposé par Edouard Philippe.

Ce gouvernement d'urgence et de coalition ne répondrait à aucun programme préalable. Il aurait en revanche à faire face à un redoutable défi : mettre fin à un déni de réalité sans cesse développé depuis 2017, expliquer aux Français pourquoi et comment il est indispensable de redresser les

finances publiques avec des efforts partagés par tous.

Cela entraînerait bien entendu, immédiatement, la fin du mandat de Bruno Le Maire, qui a sans doute été l'un des pires ministres des Finances que nous ayons jamais eu.

Faut-il rappeler quelques chiffres ? Bruno Le Maire est en place depuis l'élection présidentielle de 2017, soit sept ans. Entre 2017 et 2023, la dette publique a augmenté de 840 milliards d'euros, soit le quart de son montant total actuel. Bravo Monsieur le ministre, qui continue à dire et écrire qu'il ne faut en aucun cas augmenter les impôts !

Contrairement à ses affirmations répétées, ce ne sont pas les crises (Covid, guerre en Ukraine) les principales causes de cette envolée : elles n'en expliquent que 25 %. Les déficits cumulés sur la période (120 milliards par an) proviennent à hauteur de 40 % (soit 50 milliards par an, près de 2 % du PIB) du déséquilibre fondamental du régime des prestations sociales, dont la moitié pour les retraites.

Or les dépenses de solidarité sociale devraient être par nature à tout moment équilibrées, sauf à renvoyer une charge lourde et parfaitemennt injuste sur les générations futures, qui ont le sentiment confus, mais justifié, d'être abandonnées. Comme l'a dit excellentement mon ami Jean-Pascal Beaufret [ancien directeur général des impôts, NDLR] devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale lors d'une audition récente, pour redonner du pouvoir et des moyens d'action à l'Etat régional (« César ») en matière d'investissements industriels, de recherche et développement, de défense, de sécurité, d'éducation, il faudra ramener « Bismarck » (les prestations sociales) à l'équilibre. Ce ne sera pas une mince affaire.

Une voix de lucidité, de courage et d'espoir est à la fois souhaitable et possible. Un combat qu'Emmanuel Macron accepte de reconnaître ses erreurs, de ne plus interférer à tort dans un processus qui va nécessairement lui échapper, et devienne modeste. Ce n'est pas gagné !

**Jean Peyrelevade** est économiste.

# opinions

Publiez vos contributions  
sur le Cercle des Echos :  
[lesechos.fr/idees-debats/cercle](http://lesechos.fr/idees-debats/cercle)



## LE POINT DE VUE

de Philippe Aghion,  
Jean Pisani-Ferry  
et Alexandra Roulet

# Les périls économiques d'un gouvernement RN

**A**vant le premier tour, nous avons vertement critiqué le programme économique du NFP que nous tenions pour aventureux et dommageable. Nous n'avons pas changé d'avis. Mais le deuxième tour impose des choix tranchés. Nous voulons dire notre conviction que même d'un point de vue étroitement économique, on ne peut tenir la balance égale entre Nouveau Front populaire et Rassemblement national.

On entend la petite musique selon laquelle, sur le plan strictement économique, le RN, par pragmatisme, n'appliquerait probablement pas tout son programme, et serait donc moins dangereux que le NFP qui n'hésiterait pas à prendre des mesures potentiellement catastrophiques dès les premières semaines s'il était au pouvoir.

A court terme, ce raisonnement nous semble discutable. Le NFP n'aura pas la majorité seul et ne pourra de ce fait appliquer son programme. A l'inverse, si l'extrême droite conquiert le pouvoir, comment penser que l'attractivité de la France ne sera pas très vite compromise ? Comment penser que la restauration et le bâtiment ne seront pas affectés par l'expulsion des travailleurs en situation irrégulière ? Que le choc psychologique que cela suscitera chez la moitié des Français n'aura pas un effet récessif ?

### Confrontation avec l'UE

A plus long terme, ce calcul nous paraît en tout cas clairement perdant. Quel que soit le pragmatisme dont il peut faire preuve à des fins électorales, rappelons une fois encore que le RN est un parti structuré et qu'il est armé d'une idéologie très forte faite de nationalisme, de rejet de l'étranger, d'aversion à l'action pour le climat et d'hostilité à l'Europe.

Les récentes controverses sur le droit du sol ou la proposition d'interdire l'accès des binationalaux aux emplois sensibles témoignent très clairement de son orientation. Son choix de reporter la mise en œuvre d'un certain nombre de promesses coûteuses, mais de réaffirmer une posture de confrontation avec l'UE atteste de ce à quoi le RN tient vraiment. Il ne faut pas compter sur l'expérience du pouvoir pour le modérer, parce que l'orientation vers le repli fait partie de son ADN. Comme avec le Brexit pour le Royaume-Uni, la mise en œuvre de son programme serait à moyen terme inévitablement coûteuse pour l'économie.

**Long parcours solitaire**  
Comment alors établir la balance des risques ? Avec le NFP, nous risquons de nous faire rappeler à l'ordre par l'UE et par les marchés. Ce serait humiliant et coûteux, pas tragique. Mais ses différentes composantes ne s'accorderont pas pour s'affranchir de l'Europe. Au contraire, avec le RN, nous risquons de nous engager dans un long parcours solitaire, et de détruire méthodiquement les solidarités internationales que nous avons patiemment construites au fil des ans. Parce qu'elle ne pourra pas obtenir des résultats, une Europe entravée risque de ne pas survivre. Comment ne pas voir le coût économique que cela présenterait ?

Bien sûr, comme citoyens, nous avons chacun d'autres raisons de vouloir nous opposer au RN. Mais ce raisonnement économique nous paraît important à rappeler à l'heure où les milieux d'affaires ne font pas forcément preuve de la clairvoyance qu'on pourrait souhaiter. Dimanche prochain, quoiqu'il nous en coûte, il ne faudra pas hésiter à faire barrage au RN.

**Philippe Aghion** est économiste, professeur au Collège de France et à l'Insee.

**Jean Pisani-Ferry** est économiste et membre du think tank Bruegel.

**Alexandra Roulet** est économiste à l'Insee.

### On ne peut tenir la balance égale entre Nouveau Front populaire et Rassemblement national.

Le nationalisme a le vent en poupe. Si le RN gouvernait la France, le risque serait grand que l'Europe soit hors d'état de faire face aux défis qu'elle doit affronter : soutien à l'Ukraine, autonomie stratégique, redressement de la productivité, promotion de l'innovation et décarbonatation à un rythme soutenu. Or la mise en œuvre de ces orientations ne peut pas attendre. Le Pacte vert, notamment, est une composante essentielle

sur les données, totalement exceptionnelles, du pic de la crise du Covid en 2022, alors que, entre 2010 et 2020, la moyenne de ce coût pour l'Etat a été de 46,3 millions d'euros par an, soit plus de 100 fois moins... Rien que ça !

### Cette filière compte à ce jour 26.000 emplois directs et 80.000 emplois indirects, touchant surtout des villes comme Marseille ou Le Havre.

Mais plus graves encore seraient les conséquences d'une telle mesure pour la nation française, et ce à quatre niveaux au moins. En premier lieu, en matière d'emplois, cette filière compte à ce jour 26.000 emplois directs (16.000 marins et 10.000 sédentaires) et 80.000 emplois indirects, touchant plus particulièrement des villes comme Marseille ou Le Havre. Il n'est pas certain que, dans ces villes dans lesquelles les votes RN et LFI ont été particulièrement élevés, les électeurs de ces partis aient pleinement conscience de l'impact d'une telle mesure sur leur avenir professionnel. A noter au passage que la marine marchande constitue un débouché d'avenir pour notre jeunesse,

avec notamment l'objectif de former près de 500 officiers français chaque année d'ici à 2027 pour continuer à développer la flotte sous pavillon français.

En second lieu, c'est notre souveraineté nationale qui serait mise à mal, car cette loi s'accompagne aujourd'hui de contreparties en termes de valeur ajoutée locale, dans un secteur où les risques de délocalisation sont extrêmement élevés. Troisièmement, il est clair que cette perte pour les armateurs français constituerait un frein à l'effort de décarbonatation qu'ils ont déjà engagé plutôt plus vite et plus fermement que leurs concurrents étrangers et qui se chiffre à 100 milliards d'euros environ.

Rappelons à cette occasion qu'arrimer un navire choisissant le pavillon français représente déjà un surcoût d'environ 1 million d'euros. Enfin, de manière plus ponctuelle, mais non moins importante pour ces territoires, les DROM-COM seraient particulièrement affectés par une telle mesure.

Au total, il est de nombreuses réformes qui restent à faire en France. Mais, dans cette période charnière pour notre pays, le principe de réalité et de vérité doit s'imposer, plus que jamais, à tout citoyen français.

**Bertrand Jacquillat et Olivier Pastré** sont professeurs émérites des universités en économie.



Martin Bureau/AFP

# Les JO de la surveillance

LIBRE PROPOS  
par Gaspard Koenig



devait perdurer, serait bientôt intériorisée, et qu'on finirait par se déplacer en rangs serrés, comme des athlètes dans leurs couloirs.

Au-delà des JO, le respect du « sens de circulation commun » est une parfaite parabole de l'intelligence artificielle. Celle-ci consiste en l'élaboration de moyennes statistiques sophistiquées à partir d'un très grand nombre d'occurrences. Quand on laisse l'IA déterminer en retour la valeur de nos actions, on risque mécaniquement de se plier au plus petit dénominateur commun. Dernier exemple en date : l'automatisation des comptes rendus de réunion. Quand on sait qu'une IA va synthétiser nos propos, on évite les plaisanteries ambiguës, les pensées déroutantes ou les mots raffinés. Pour ne pas être incompris, identifié, exclu peut-être, on se conforme spontanément aux exigences de la machine. Voici le plus grand risque : non pas d'être remplacés par des robots, mais de devenir des robots. Des êtres disciplinés et grégaires, bien attentifs à rester dans le sens de circulation commun.

### Le droit à l'errance

Or l'humanité comme la nature n'ont jamais progressé qu'avec ceux qui marchent contre-courant. Les êtres singuliers, incongrus, parfois troublants, qui ont troublé le cours de l'évolution naturelle, de l'histoire humaine ou des idées politiques. Commentant John Stuart Mill, le philosophe Isaiah Berlin parlait d'un « droit à l'errance ». Voilà ce qu'il nous faudrait préserver et chercher à tout prix : le droit de prendre une direction opposée. Il y va non seulement de la créativité individuelle, mais aussi du progrès collectif. Sans divergence individuelle, l'entropie s'empare des sociétés et les livre à la médiocrité.

La loi JO s'inscrit hélas dans la droite ligne des mesures liberticides qui, depuis une dizaine d'années, minent notre démocratie, au rythme des états d'urgence et des lois sur le renseignement ou la sécurité intérieure. Ce grignotage progressif des petites libertés, qui ne provoque guère d'indignation dans l'opinion publique, augure le pire pour les grandes libertés fondamentales. D'abord parce que la frontière de l'acceptable recule sans cesse. Comme le prophétisait Alexis de Tocqueville, « c'est surtout dans le détail qu'il est dangereux d'asservir les hommes ». Une fois mithridatisées dans leur quotidien, pourquoi n'accepteraient-ils pas de remettre leur destin entre les mains d'un César ? Ensuite parce que nous avons trop fait confiance à la bienveillance de nos dirigeants. Dans les temps politiques qui s'annoncent, les contre-pouvoirs vont nous manquer.

Gaspard Koenig est philosophe.

## LE POINT DE VUE

de Bertrand Jacquillat et Olivier Pastré

# Défendre le pavillon français : une nécessité

**P**armi les propositions de réformes lancées par certains partis de l'opposition, il en est une, passée à ce jour presque inaperçue, qui nous paraît particulièrement dangereuse : celle de la suppression de la taxation au tonnage des navires marchands. Les armateurs paient ainsi un impôt forfaitaire calculé sur le tonnage de leurs navires au lieu de l'impôt sur les sociétés. Apparemment technique, cette disposition ne l'est, en fait, pas du tout.

Cette taxe, créée en 2003 pour lutter contre les pavillons de complaisance, approuvée par l'UE et recommandée par l'OCDE, est adoptée aujourd'hui par 86 % de la flotte mondiale et 57 % des armateurs français. Il convient de rappeler que le transport maritime est une industrie mondialisée, très concurrentielle et hautement capitaliste et que cette industrie assure les trois quarts environ des exportations françaises. Plus généralement, le transport de passagers, de matières premières, de produits énergétiques, alimentaires et manufacturés ainsi que nos câbles de télécommunication, soit autant de biens indispensables à notre quotidien et à notre autonomie stratégique, passent par la mer.

Tout d'abord, les adversaires de cette taxe commencent par citer des chiffres qui sont totalement faux. Ils chiffrent, en effet, l'économie budgétaire réalisable à 5 milliards d'euros en s'appuyant

sur les données, totalement exceptionnelles, du pic de la crise du Covid en 2022, alors que, entre 2010 et 2020, la moyenne de ce coût pour l'Etat a été de 46,3 millions d'euros par an, soit plus de 100 fois moins... Rien que ça !

**Cette filière compte à ce jour 26.000 emplois directs et 80.000 emplois indirects, touchant surtout des villes comme Marseille ou Le Havre.**

Mais plus graves encore seraient les conséquences d'une telle mesure pour la nation française, et ce à quatre niveaux au moins. En premier lieu, en matière d'emplois, cette filière compte à ce jour 26.000 emplois directs (16.000 marins et 10.000 sédentaires) et 80.000 emplois indirects, touchant plus particulièrement des villes comme Marseille ou Le Havre. Il n'est pas certain que, dans ces villes dans lesquelles les votes RN et LFI ont été particulièrement élevés, les électeurs de ces partis aient pleinement conscience de l'impact d'une telle mesure sur leur avenir professionnel. A noter au passage que la marine marchande constitue un débouché d'avenir pour notre jeunesse,

Au total, il est de nombreuses réformes qui restent à faire en France. Mais, dans cette période charnière pour notre pays, le principe de réalité et de vérité doit s'imposer, plus que jamais, à tout citoyen français.

**Bertrand Jacquillat et Olivier Pastré** sont professeurs émérites des universités en économie.

# cinéma

Suivez toute l'actualité photo sur notre compte Instagram @lesechosphotos



**DRAME //** Dans son premier long-métrage de fiction, le cinéaste français Jonathan Millet suit un jeune Syrien qui, en Europe, traque les criminels de guerre de son pays. Un coup d'essai fascinant.

## La révélation estivale



Adam Bessa et Julia Franz Richter, sur la piste des tortionnaires de Damas. Photo FilmsGrandHuit/Kris-Dewitte

Olivier De Bruyn

Les spectateurs en quête de découvertes stimulantes peuvent se réjouir. En ce début du mois de juillet, un film exceptionnel sort dans les salles et révèle un cinéaste de talent : Jonathan Millet, jusqu'alors connu par les spécialistes pour ses documentaires tournés partout dans le monde (« Ceuta, douce prison », « La Disparition »). Le cosmopolitisme et l'exil sont également au cœur des « Fantômes », son premier long-métrage de fiction, qui impressionne par sa singularité fiévreuse et sa maîtrise formelle.

Au gré de ses aventures passées, Jonathan Millet a posé sa caméra dans plusieurs pays en guerre, dont la Syrie, et a souvent dialogué avec des migrants, contraints de fuir leur terre natale pour échapper à l'oppression et à la mort. Le cinéaste s'est souvenu de ces expériences au plus près de la réalité pour bâtir le scénario des « Fantômes », le meilleur

premier film offert par le cinéma français depuis le début de l'année.

Dans cette fiction fiévreuse présentée en mai dernier au Festival de Cannes dans la section Semaine de la critique (alors qu'elle aurait dû figurer en compétition en lieu et place de nombreuses œuvres anecdotiques), Jonathan Millet raconte l'histoire troublante d'un jeune homme, Hamid, migrant syrien qui échoue à Strasbourg et semble décidé à y rester coûte que coûte. Le personnage, mutique et mystérieux, a une bonne et dououreuse raison pour demeurer en France. Derrière ses allures d'exilé « ordinaire », cet homme qui prétend avoir été professeur dans son pays natal travaille en secret pour la cellule Yaqaza, une organisation secrète de Syriens qui traquent sur tous les territoires les criminels de guerre au service de Bachar Al Assad.

**FILM FRANÇAIS**  
**Les Fantômes**

de Jonathan Millet.  
Avec Adam Bessa, Tawfeek Barhom, Julia Franz Richter. 1 h 46.

Dans l'université de Strasbourg qu'il fréquente, Hamid (Adam Bessa, remarquable)

croit avoir reconnu celui qui a été son tortionnaire des années plus tôt dans les geôles syriennes. Il suit obsessionnellement sa cible dans ses activités quotidiennes pour relever des indices corroborant sa thèse, prend le risque d'entrer en contact avec lui et informe ses supérieurs de l'avancée de son enquête.

### Hypnotique

Entre film d'espionnage ambigu – Hamid a-t-il vraiment identifié son bourreau ou est-il aveuglé par son pressentiment ? – et portrait fiévreux d'un homme hanté par des souvenirs traumatiques, le bien nommé « Les Fantômes » instaure une atmosphère envoutante qui reflète les troubles existentiels du héros. Un héros qui, parfois, semble

lui-même douter de sa mission et de sa lucidité concernant l'identification de celui qu'il poursuit obstinément.

Ce premier film atypique surprend au cœur de chaque scène avec la subtilité de son scénario qui évite le didactisme et avec la précision de sa mise en scène hypnotique. Une mise en scène qui, au gré d'une longue filature, excelle à créer une tension dramatique en ne cédant jamais aux facilités d'un genre, le film d'espionnage, que Jonathan Millet investit d'une façon absolument originale.

Dans le paysage du cinéma français d'aujourd'hui, « Les fantômes » ne se rattachent à aucune tendance ou famille, mais, sur le fond comme sur la forme, creusent un sillon singulier à la fois politique et esthétique. « Le théâtre des opérations du récit, raconte Jonathan Millet, c'est le tourbillon des pensées d'Hamid. Je voulais raconter la grande histoire à travers l'intimité d'un personnage. » Le cinéaste atteint remarquablement son ambitieux objectif. ■

## Les grands travaux d'été de Kevin Costner

La star de « Danse avec les loups » revient à la réalisation et à son genre favori avec une saga colossale. Le film qui sort est le premier volet d'un vaste projet en quatre parties.

Le chemin de Kevin Costner est constellé de westerns. Il y a son plus grand succès « Danse avec les loups » (1990), le trop oublié « Open Range » (2003), l'amusant « Silverado » (1985) de Lawrence Kasdan et encore « Wyatt Earp » (1994) du même Kasdan, où il campait l'un des plus célèbres justiciers de l'Ouest. Cependant, au temps des super-héros, les cow-boys paraissent fatigués. En rade de financements, Costner a dû tirer 38 millions de dollars de sa propre tirelire pour boucler un rêve de

trente ans et le projet le plus ambitieux de sa carrière : « Horizon ».

Au total, cette « saga américaine », selon le sous-titre, devrait compter quatre épisodes. Le premier sort aujourd'hui. Le deuxième est attendu à la rentrée. Le scénario entrecroise plusieurs récits et époques. En 1859, des pionniers sont aussi massacrés par des Indiens. Quatre ans plus tard, au même endroit, une petite ville jaillit, mais les Apaches attaquent à nouveau. La cavalerie intervient, l'une des survivantes n'est pas insensible au beau capitaine.

Plus au nord, un aventureur (joué par Costner lui-même) se lie avec une pros-

**FILM AMÉRICAIN**  
**Horizon : une saga américaine – chapitre I**

de Kevin Costner.  
Avec Kevin Costner, Sienna Miller, Sam Worthington. 3 h 01.

tituée flanquée d'un môme et poursuivie par des assassins. Tout ce petit monde, on le devine, va converger vers la ville bourgeonnante d'« Horizon »... mais quand ?

### Un prologue de trois heures

Car « Horizon » a moins l'air d'un premier chapitre que d'un prologue de trois heures. Il est composé de séquences éparses, parfois redondantes mais souvent puissantes. On assiste à une charge apache sauvage et terrifiante. Sur un mode intime, Kevin Costner réussit une scène de drague dans une ville de planche et de boue, portée par la composition sensible d'Abbey Lee en

racoleuse au grand cœur. Paradoxe cruel du cinéma, les bons moments ont beau s'additionner, le total est inférieur à la somme des parties.

C'est le principe même de l'horizon : on ne l'atteint jamais. « Horizon » laisse la saveur inédite d'un film pas terminé qui semble n'avoir pas commencé. On en ressort comme d'une visite de chantier où Kevin Costner, agent immobilier en saintags, a tenté de nous vendre un appartement sur plan. Avec conviction, parfois avec talent, il nous a décrit tout ce qu'il y aura dans ce petit palais une fois les travaux achevés. Il est d'ailleurs bien possible qu'une fois assemblés, ces quatre films finissent par former un western important dans l'histoire du genre. Mais en attendant et en l'état des choses, comme on dit, « on va réfléchir ». — A. G.

## Sabres au clair !

**LA CHRONIQUE**  
d'Adrien Gombeaud



**T**raditionnellement, la parenthèse estivale marque, pour les salles françaises, la saison des flash-back. Cette année, « Les Sept Samouraïs » d'Akira Kurosawa ouvrent le bal des grandes reprises. En 1954, lorsqu'il entame son épope, le cinéaste japonais n'a d'autre ambition que celle de « satisfaire la gourmandise de son public ». Il lui livre donc le buffet à volonté d'une fresque guerrière de trois heures vingt ! Le public occidental était-il moins affamé ? La version exploitée à l'export fut amputée de plus d'une heure. Le film ressort aujourd'hui dans son montage original et l'écrin splendide d'une copie restaurée.

A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, de pauvres villageois sont victimes de hordes de pillards. Désespérés, ils vont demander de l'aide à des samouraïs. Ils n'ont malheureusement pas les moyens de rémunérer des experts dans l'art du combat. Bon gré mal gré, ils parviennent à rassembler une bande de guerriers excentriques qui acceptent de les défendre contre trois repas par jour. La version courte, qui inspira le western de John Sturges « Les Sept Mercenaires » (1960), transformait l'œuvre de Kurosawa en un film d'action. Désormais, les combats où les sabres fendent la pluie battante et argenteé, les cavalcades sauvages... restent parmi les plus grands moments épiques de l'histoire du cinéma. Cependant, « Les Sept Samouraïs » s'imposent peut-être avant tout comme une formidable série de portraits.

Sur les visages marqués par la faim et la fatigue, on lit la peur ou la rage et la détermination à ne pas se laisser piéter. Il y a l'œil malicieux de ce sage édenté, à tronche de vieille pomme fripée. L'œil luisant d'admiration d'un sabreur ado, posé sur ses aînés. Ou l'œil complètement fou du truculent bretteur joué par Toshiro Mifune, qui fond en larmes devant un nourrisson abandonné dans la fureur de la bataille : « Ce bébé, c'est moi ! »

Dans cette fascinante galerie, chacun choisira son samouraï préféré. Cependant, le film « Les Sept Samouraïs » est de ceux qui vous accompagnent et que l'on revoit de temps en temps. Au fil des retrouvailles, en fonction des époques ou de son âge, on s'attachera à l'un ou à l'autre. En cet été 2024, notre cœur penche pour l'impassible et mutique Kyuzo. Lui qui attend la tempête du combat, assis au pied d'un arbre, tranquille, en contemplant une fleur. A quoi songe-t-il alors ? A la fragilité de toute chose ? A la beauté de ce monde qui parvient à exister jusque dans la boue des guerres ? Cependant, la force du film tient dans le fait que ces samouraïs que tout sépare ne forment qu'un seul corps. Ils sont unis dans une même et noble mission, soudés par cette belle idée. « En protégeant les autres, on se protège soi-même. »

« Les Sept Samouraïs », d'Akira Kurosawa (1954).

### A éviter



**FILM FRANÇAIS**  
**Pourquoi tu souris ?**

de Christine Paillard et Chad Chenouga.

Avec Jean-Pascal Zadi, Raphaël Quenard,

Emmanuelle Devos. 1 h 35.

« C'est important d'être irrévérencieux et de pouvoir rire des tragédies. » Forts de cet excellent principe, Christine Paillard et Chad Chenouga mettent en scène deux héros quasi infréquentables dans « Pourquoi tu souris ? ». Le premier, Wisi (Jean-Pascal Zadi), se fait passer pour un sans-papiers martyrisé par le sort, histoire de s'attirer les bonnes grâces d'une travailleuse sociale au grand cœur (Emmanuelle Devos). Le second, Jérôme (Raphaël Quenard), un dilettante professionnel, accompagne Wisi dans ses mensonges et ses aventures improbables.

On aurait aimé aimer ce film qui mise sur l'insolence et refuse le « politiquement correct ». Hélas, rien ne fonctionne dans cette fiction répétitive où tout ou presque repose sur les performances de comédiens qui, inévitablement, s'abîment dans le cabotinage. Malgré un prologue prometteur et quelques scènes savoureuses, « Pourquoi tu souris ? » souffre de son scénario approximatif et de ses nombreuses maladresses. Dommage. — O. D. B.

# enquête



Près d'un travailleur sur deux dit ressentir une pression pour un retour en présentiel. Et 62 % pensent que le travail à domicile prendra fin d'ici à 2026... Photo Getty Images/Westend61

Florent Vairet

**L**'idée de cet article naît un jour d'août dernier, sur une plage du Var. Il est 16 heures, une partie imprévue de volley s'organise. A la fin du match, la conversation s'engage : « En vacances ? Que faites-vous dans la vie ? » L'un d'eux explique qu'il travaille dans le service com d'une entreprise du CAC40, et d'ailleurs il est actuellement en télétravail. Son ordinateur est là-bas, replié, dans le sac, entre les cookies fondus et la crème solaire.

Une situation à n'en pas douter exceptionnelle mais de retour à Paris, cet épisode me reste en tête et j'amorce le sujet du télétravail (et de ses largesses) avec des amis. A la condition de ne pas citer leur nom, les langues se délient. Mickaël\* (le prénom a donc été modifié) est « category manager » dans la grande distribution. Le vendredi, il est toujours en télétravail. « Certains après-midi, je ne fais que jouer à la Play[station] 5. Je mets le jeu en pause pour ma réunion de 15 heures. Le reste du temps, je touche le pad de mon ordinateur pour éviter d'être déconnecté. »

## Enjeu : masquer son inactivité

Al'heure des messageries internes Teams et autre Slack, on peut croire qu'il est ardu de cacher ses tournages de pouce. Il n'en est rien. Certains vont jusqu'à investir dans des « bougeurs » automatiques qui donnent un mouvement régulier à vos souris d'ordinateur et rendent ainsi indétectables votre déconnexion. Jules\*, commercial, est aussi en télétravail le vendredi. « Souvent, je ne fais pas grand-chose », reconnaît-il. Son job fonctionne aux objectifs de vente, alors dans sa tête, les choses sont simples : « Tant que je les atteins, on ne m'embête pas ». Même philosophie pour Caroline\*, contrôleur interne dans une grande banque. Elle doit produire un rapport à une échéance précise et ce dernier est déjà bien avancé. Alors en ce vendredi de juin 2024, elle lève allègrement le pied sans trop culpabiliser.

Exceptionnel, vraiment ? Dans les diners entre amis, les témoignages s'accumulent. Alexis\* est directeur de cabinet dans une municipalité francilienne. Tous les mardis matin, c'est salle de sport. Pas de 7 à 9 mais de 9 à 11, en même temps qu'une réunion Zoom avec une vingtaine d'autres personnes. « Je fais toute la réunion sur le tapis de course elliptique et je m'arrête quand je dois intervenir. » C'est peu dire que sa relation au télétravail revêt une certaine légèreté. Pas pudibond, Alexis raconte qu'il a pris l'habitude le vendredi après-midi de trouver une conquête sur une application de rencontre qui viendra lui rendre visite. « C'est juste marrant, et je fais attention à ne pas me faire gauler. »

Que dit cet ensemble de témoignages ? Assurément, ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble des télétravailleurs. Il n'en reste pas moins que ces abus existent et qu'il est difficile de les quantifier, mais sans dou-

# Face aux « profiteurs » du télétravail, l'équilibrisme des managers

**SOCIAL //** Des entreprises essaient d'encadrer le travail à distance, constatant que certains salariés prennent leurs aises. Quant à le supprimer, elles n'en ont souvent plus les moyens.

te, des entreprises s'en sont déjà rendu compte. On pense bien sûr aux entreprises de la tech américaine, qui ont trimé à faire revenir au bureau des salariés accoutumés pendant des mois au « full remote » (100 % télétravail). On se rappelle d'Elon Musk qui, en juin 2022, enjoignait les salariés à passer au moins 40 heures par semaine au bureau. A défaut de quoi, il les invitait à démissionner. Moins brutal, Amazon est revenu en février 2023 à trois jours de présentiel. Tous avancent officiellement le besoin de se voir pour être plus créatifs.

Même en France, des entreprises durcis-sent le ton. Chez Groupama Immobilier, l'accord sur le télétravail a tout simplement été suspendu en novembre dernier. « On traverse une crise immobilière, et quand on traverse une crise... il y a besoin de se serrer les coudes et ça ne peut pas se faire par Teams », déclarait alors son patron à Aujourd'hui en France. Le télétravail a donc été interdit jusqu'en février dernier, le temps de jauger l'évolution de la productivité et la créativité.

Quid depuis ? Groupama Immobilier a finalement rétabli le télétravail. Mais sollicitée pour connaître les enseignements de cette expérimentation, l'entreprise n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Selon une étude OpinionWay réalisée en octobre dernier auprès de 1.063 travailleurs, 46 % avouent ressentir une pression pour un retour en présentiel. Autre étude, celle du cabinet KPMG également d'octobre, réalisée auprès de 1.300 PDG au niveau mondial : 62 % pensent que le travail à domicile prendra fin d'ici à 2026. Preuve que sur le télétravail, le vent pourrait bien

« C'est juste marrant, et je fais attention à ne pas me faire gauler. »

ALEXIS  
(le prénom a été modifié)

tourner... En 2024, un certain nombre d'accords triennaux sur le télétravail, négociés à la hâte sous la pression du Covid, arrivent à leur terme. Mais quand on interroge les responsables impliqués dans les négociations, peu décrivent une France qui tournerait le dos au télétravail. « Contrairement à ce que je lis dans la presse, les entreprises ne veulent pas réduire le télétravail », assure Benoît Serre, vice-président de l'Association nationale des DRH (ANDRH). *Et celles qui le restreignent sont minoritaires.*

« Les entreprises ont compris le gain qu'elle pouvait tirer du télétravail, notamment en matière de coût de l'immobilier [car le télétravail s'accompagne parfois de la mise en place du flex office, et donc d'une réduction de la surface] et elles veulent continuer à en bénéficier », assure de son côté Maxime Legrand, secrétaire national du syndicat des cadres CFE-CGC. « Ce qui n'est pas forcément le cas des petites entreprises dont les patrons ont tendance à préférer voir les salariés sur place », nuance pour sa part Emmanuelle Lavignac, secrétaire nationale de l'Ugict-CGT.

Pour ce qui est de certains salariés tentés de flâner quand ils n'ont pas leur manager au-dessus de leur épaule, le responsable de l'ANDRH n'y voit rien d'alarmant. « Les abus sont inévitables. D'ailleurs, on sait que le vendredi n'est pas la journée la plus productive, c'était le cas avant le télétravail. » Et d'ajouter que des salariés qui n'étaient pas très productifs au bureau, ne le sont pas non plus en télétravail. « Dans tous les cas, on ne fonde pas une politique d'entreprise sur quelques abus. »

## Eviter les longs week-ends dissimulés

Aussi, à l'heure des renégociations, les entreprises réajustent leurs accords pour éviter les petits écueils rencontrés lors de ces trois dernières années. Hélène Daher est associée au cabinet Daher Avocats, elle conseille des entreprises dans leur renégociation. « La tendance est plutôt à ne plus autoriser le lundi

« Contrairement à ce que je lis dans la presse, les entreprises ne veulent pas réduire le télétravail. »

BENOÎT SERRE  
Vice-président de l'Association nationale des DRH (ANDRH)

treprise si celle-ci cherchait à supprimer le télétravail. 57 % chez les moins de 35 ans.

Rappelons que le marché du travail pour les cadres est en tension, avec un taux de chômage cantonné à 4 %. Même si les entreprises françaises voulaient supprimer le télétravail, elles ne seraient pas en position de force pour le faire. « Le télétravail fait désormais partie de l'équation pour les salariés et candidats », martèle Charles-Henri Bessyeres des Horts, professeur émérite de management et de ressources humaines à HEC.

Car l'enjeu est autant de retenir les talents que d'en attirer de nouveaux. Lucie\* travaille dans la finance et a notamment refusé une offre de Bank of China à Paris, la banque hongkongaise ne proposant pas de télétravail. A titre d'exemple, BNP Paribas propose jusqu'à 2,5 jours de télétravail hebdomadaire. Pour les entreprises tentées de faire marche arrière, certaines envisagent d'utiliser le télétravail comme monnaie d'échange, constatent les partenaires sociaux interviewés. « Si les entreprises veulent réduire le télétravail, il faut négocier, soit donner plus de salaire, mais on le sait, c'est compliqué, soit offrir un meilleur équilibre vie pro/vie perso et ça peut passer être une réduction du temps de travail », lance le responsable de la CFE-CGC, qui assure voir ce sujet monter notamment dans le cadre du débat de la semaine de (ou en) quatre jours.

## La liberté d'organiser son travail

Un troc vu d'un très mauvais œil par Benoît Serre de l'ANDRH, également DRH du cabinet BCG. « Troquer un jour de télétravail contre un jour chômé, c'est le meilleur argument offert à ceux qui ne croient pas au télétravail... » Cela reviendrait à acter qu'un salarié en télétravail est peu productif.

Sans aller jusqu'à la semaine de quatre jours, d'autres types de négociations s'amorcent, « comme exiger des salariés de venir quatre jours en présentiel mais les autoriser à finir plus tôt le vendredi », illustre Emmanuelle Lavignac de l'Ugict-CGT.

En réalité, derrière ce débat, se cache celui de la flexibilité. « Les salariés ont envie d'une plus grande liberté dans leur organisation de travail, observe Benoît Serre. Si certaines entreprises quise sont essayées à mesurer les connexions de leurs salariés, elles notent effectivement une chute le vendredi après-midi. Cependant, elles observent des connexions plus tardives le jeudi soir. Je pense donc qu'il faut aller vers une plus grande liberté d'organisation, notamment en élargissant l'accès au forfait jour. A titre personnel, je pense qu'on évoluera vers ça. » ■

Les Echos  
**Start**

Retrouvez plus d'informations sur [www.lesechosstart.fr](http://www.lesechosstart.fr)



«Slow train» par Gilles & Cécile pour «Les Echos»



L'ÉDITORIAL  
DES « ÉCHOS »

## Chérie, j'ai oublié les électeurs

La république des partis bat son plein. Il faut dire que le scénario inédit de ces élections législatives ouvre un champ nouveau au jeu des formations politiques. Dimanche soir, des élections à trois candidats semblaient se profiler dans plus de 300 circonscriptions. Mais pour éviter des effets de billard qui pourraient permettre au Rassemblement national d'obtenir une majorité absolue, nombre de partis ont encouragé le désistement de leurs candidats mal placés. Mardi soir, après le dépôt des candidatures, il restait moins de 100 circonscriptions à plus de deux candidats.

Jean-Luc Mélenchon, l'aspirant « condutor » du Nouveau Front populaire, a tiré le premier en annonçant le retrait de tous les candidats LFI arrivés en troisième place derrière un candidat Rassemblement national arrivé premier, quel que soit le camp de l'autre candidat encore dans la course.

Les autres partis du NFP ont suivi de plus ou moins bonne grâce. Dans le camp du président, le Premier ministre Gabriel Attal a appelé au même geste quand il y a « un autre candidat qui défend comme nous les valeurs de la République ».

A droite, les positions sont moins tranchées. L'ancien Premier ministre Edouard Philippe, leader du parti Horizons, a adapté le « ni-ni » invoqué à plusieurs reprises dans le passé par feue l'UMP : ni RN ni LFI. De son côté, LR n'a pas donné de consignes de vote mais François-Xavier Bellamy, qui avait emmené la liste

du parti aux élections européennes, a précisé que « le danger qui guette notre pays aujourd'hui, c'est l'extrême gauche ».

En se livrant à ces jeux politiciens, les partis « concourent à l'expression du suffrage », conformément à l'article 4 de la Constitution. Mais dans la fièvre des débats, ils en ont oublié la base de leur légitimité : le peuple. Aucun d'entre eux ne semble par exemple s'interroger sérieusement sur ce qui a pu pousser près de 11 millions d'électrices et d'électeurs à voter RN au premier tour.

Les états-majors ont, certes, d'excellentes raisons de vouloir constituer un front républicain contre le Rassemblement national. Mais cela ne suffit pas à définir un programme. Dimanche, ce seront les électrices et les électeurs qui décideront, en fonction de leurs aspirations. Leurs choix risquent de montrer qu'ils se soucient peu des consignes qui ont tant agité le microcosme ces derniers jours. Il est urgent que les partis se réinventent s'ils veulent continuer à jouer un rôle majeur dans la vie politique du pays.

Lire nos informations  
Pages 2 à 5

## Les Echos

### « Start-up »

Le point quotidien dédié à l'économie des start-up : levée de fonds, dirigeants, tendances...

[lesechos.fr/newsletters](http://lesechos.fr/newsletters)



## Biens mal acquis : le président du Tchad visé par une enquête

**JUSTICE** – Une enquête préliminaire a été ouverte par le Parquet national financier (PNF) en janvier pour détournement de fonds publics et recel « concernant les dépenses vestimentaires de la présidence de la République du Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno », a-t-on appris mardi de source proche du dossier. Les investigations ont été lancées à la suite d'un article de Mediapart qui faisait état de plus de 900.000 euros dépensés à Paris en costumes, chemises et autres vêtements de luxe.

## De nombreux postes non pourvus aux concours enseignants

**ÉDUCATION** – Les premiers résultats des concours enseignants pour les collèges et lycées, ceux des Capes externes, inquiètent mardi les syndicats qui ont calculé déjà plus de 12 % de postes non pourvus. Selon les chiffres accessibles sur la plateforme Cyclades du ministère de l'Education nationale, compilés par le SNES-FSU, premier syndicat des collèges et lycées, 635 postes n'ont pas été pourvus cette année au Capes externe public sur 5.122 postes ouverts, soit 12,3 % de postes non pourvus.

## A Kiev, Orban réclame un cessez-le-feu à Zelensky

**EUROPE** – Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui vient de prendre la présidence tournante de l'UE, a appelé mardi, à Kiev, l'Ukraine à un « cessez-le-feu », à rebours des positions européennes et de Volodymyr Zelensky qui lui a proposé de plutôt s'aligner sur les démarches de paix ukrainiennes. Ce cessez-le-feu serait « limité dans le temps et permettrait d'accélérer les négociations de paix », a déclaré Orban, seul leader de l'UE à être resté proche du Kremlin depuis l'invasion de l'Ukraine.

## Désescalade en mer de Chine méridionale

**ASIE** – Les Philippines et la Chine ont convenu d'une « désescalade des tensions » en mer de Chine méridionale après une récente confrontation entre des gardes-côtes chinois et des membres de la marine philippine dans ces eaux disputées par les deux pays. « Les deux parties ont discuté de leurs positions respectives concernant l'atoll Second Thomas et se sont engagées à une désescalade des tensions », a indiqué le ministère philippin des Affaires étrangères. « Des différends significatifs persistent », a-t-il ajouté

## LA PHOTO DU JOUR



**VIOLENCES AU KENYA** Des rassemblements antigouvernementaux se sont tenus mardi dans plusieurs villes du Kenya (Mombasa, Kisumu, Nakuru), lors d'une nouvelle journée de mobilisation marquée par des échauffourées, pillages et arrestations dans le centre de Nairobi. Comme jeudi dernier, la foule nombreuse, variée et pacifique des premières manifestations a laissé place dans le centre d'affaires de la capitale à des groupes de jeunes hommes jetant des pierres aux forces de l'ordre, qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes. Photo Monicah Mwangi/Reuters

## LA MÉTÉO



AILLEURS	CE JOUR	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
AMSTERDAM	12/16 ☁	14/17 ☀	13/18 ☀	16/19 ☁	13/18 ☀
ATHÈNES	23/33 ☀	24/28 ☀	21/29 ☀	22/30 ☀	24/30 ☀
BERLIN	12/18 ☁	13/18 ☀	11/20 ☀	14/26 ☀	15/21 ☀
BRUXELLES	12/16 ☁	14/19 ☀	11/19 ☀	16/20 ☀	11/20 ☀
DUBAI	30/39 ☀	31/40 ☀	31/38 ☀	30/39 ☀	32/41 ☀
FRANCFORT	11/17 ☀	14/21 ☀	11/21 ☀	14/23 ☀	14/21 ☀
HONGKONG	28/33 ☀	27/32 ☀	27/33 ☀	27/33 ☀	27/32 ☀
ISTANBUL	22/29 ☁	22/26 ☀	21/27 ☀	22/27 ☀	22/28 ☀
LONDRES	12/17 ☁	12/20 ☀	13/18 ☀	13/18 ☀	11/18 ☀
MADRID	17/33 ☀	21/35 ☀	22/38 ☀	23/33 ☀	19/32 ☀
MILAN	19/22 ☁	17/27 ☀	18/27 ☀	20/26 ☀	20/26 ☀
MOSCOW	22/34 ☁	20/35 ☀	21/32 ☀	17/21 ☀	14/25 ☀
NEW YORK	19/27 ☀	20/27 ☀	22/28 ☀	22/26 ☀	23/30 ☀
RIO DE JANEIRO	16/29 ☀	18/30 ☀	17/30 ☀	18/28 ☀	18/27 ☀
SAN FRANCISCO	15/31 ☀	14/29 ☀	14/29 ☀	14/29 ☀	15/28 ☀
SHANGHAI	25/33 ☁	27/36 ☀	28/37 ☀	27/37 ☀	28/38 ☀
SINGAPOUR	26/30 ☁	26/29 ☀	25/31 ☁	25/30 ☁	25/30 ☁
SYDNEY	9/14 ☁	10/15 ☀	12/15 ☀	12/14 ☀	11/15 ☀
TOKYO	24/32 ☀	25/35 ☀	26/34 ☀	25/31 ☀	25/32 ☀
TORONTO	19/27 ☁	18/27 ☀	17/26 ☀	19/25 ☀	18/25 ☀
ZURICH	13/17 ☁	12/20 ☀	12/22 ☀	13/23 ☁	15/18 ☁

avec

LA MEILLEURE  
INFO MÉTÉO

TV Web Appli

# Les Echos

## Entreprises & Marchés

CAC 40  
7.538,29 points  
-0,3021 %

DOW JONES  
39.163,46 points  
-0,0155 %

EURO/DOLLAR  
1,0733 \$  
-0,0629 %

ONCE D'OR  
2.331,75 \$  
0,1138 %

PÉTROLE (BRENT)  
86,56 \$  
-0,0923 %

Mercredi 3 juillet 2024  
[www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

DEVISES | EUR/GBP 0,847 | EUR/JPY 173,398 | EUR/CHF 0,9709 | GBP/USD 1,2669 | USD/JPY 161,573 | USD/CHF 0,9048 TAUX | €STER 3,665 | EURIBOR 3 MOIS 3,709 | OAT 10 ANS 3,3218 | T-BONDS 10 ANS 4,4363

## Coup de frein sur la production de biocarburants

### ÉNERGIE

Anne Feitz

Le chemin vers la neutralité carbone des transports s'obscurcit. Après BP il y a quelques jours, qui a annoncé suspendre deux nouveaux projets de biocarburants, en Allemagne (Lingen) et aux Etats-Unis (Cherry Point), Shell a annoncé mardi qu'il interrompait la construction de son usine géante dans ce domaine aux Pays-Bas.

Lancée en septembre 2021, cette usine située à Rotterdam s'annonçait comme l'une des plus grandes d'Europe dans les biocarburants : elle devait produire 820.000 tonnes de carburant d'aviation durable (CAD, ou SAF en anglais), ainsi que du biodiesel, à partir de déchets (huile de cuisson et graisses animales). Initialement prévu pour 2025, son démarrage est désormais annoncé pour la fin de la décennie.

#### Recentrage sur la rentabilité

La direction de Shell a justifié cette décision par sa volonté d'assurer la compétitivité future du site, compte tenu des conditions de marché. « Interrrompre la construction de l'usine, va nous permettre d'évaluer la manière la plus économique de poursuivre le projet », a affirmé Huibert Vigeveno, le directeur des activités aval et énergies renouvelables de Shell.

Le marché des biocarburants subit actuellement quelques tensions. Les compagnies pétrolières se sont tournées sur les projets, destinés à permettre au transport (notamment aérien) de réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Mais, contrairement aux anticipations des experts (qui craignaient plutôt une insuffisance de biomasse), la demande ne suit pas au même rythme. Malgré la multiplication des réglementations, leur coût reste prohibitif.

En 2021, Shell estimait que la production de biodiesel de son usine de Rotterdam per-



Située à Rotterdam, l'usine de Shell devait produire 820.000 tonnes de biodiesel et de carburants durables pour l'aviation à partir de 2025. Photo Robin Utrecht / AFP

mettrait de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 2,8 millions de tonnes par an, correspondant au retrait de 1 million de voitures à essence des routes. Le groupe pétrolier se dit toujours déterminé à atteindre son objectif de zéro émission nette d'ici à 2050, mais « de manière rentable ».

« Les carburants à faible teneur en carbone restent un élément clé de la stratégie du groupe », a aussi déclaré Huibert Vigeveno,

soulignant que le groupe doit dépenser son argent de manière « mesurée et disciplinée ».

« Cette pause est cohérente avec la stratégie du groupe de se concentrer sur la rentabilité », souligne l'analyste d'UBS, Joshua Stone, cité par Reuters. Depuis son arrivée en janvier 2023, le nouveau directeur général de Shell, Wael Sawan, a déjà annulé plusieurs projets, notamment dans les énergies renouvelables ou l'hydrogène, pour se recentrer sur le pétrole et le gaz, plus profitables.

Il y a quelques mois, comme BP soumis à la pression de ses actionnaires, le groupe a officiellement réduit ses ambitions climatiques, ayant abaissé son objectif de réduction de l'intensité carbone de son portefeuille d'ici à 2030 de 20 %, et fait disparaître son objectif de réduction de son empreinte carbone de 45 % d'ici à 2035. ■

Cebu Pacific offre une méga-commande de plus à Airbus

Louis Ferla, le Français qui reprend les rênes de Cartier

**AÉRONAUTIQUE** Une commande historique pour l'aviation des Philippines et un méga-contrat de plus pour Airbus. La compagnie aérienne à bas coût du pays veut acquérir jusqu'à 152 Airbus. Cebu Pacific souhaite une flexibilité maximale afin d'adapter la croissance de sa flotte au marché, avec la possibilité de passer de l'A321neo à l'A320neo. La transaction s'élèvera à 24 milliards de dollars sur la base du prix catalogue des appareils. Pour Airbus, il s'agit maintenant de monter en cadence pour livrer ses clients. // PAGE 19

**LUXE** Richemont a annoncé la nomination de Louis Ferla, 54 ans, aux commandes du célèbre joaillier aux petites boîtes rouges. Le dirigeant français travaille avec Johann Rupert, le propriétaire sud-africain de Richemont, depuis dix-huit ans. Arrivé en 2006 chez Cartier, à Hong Kong, Louis Ferla a passé onze ans en Asie. Avant de prendre, en 2017, les commandes des montres Vacheron Constantin, qu'il a hissées parmi les piliers de Richemont, derrière Cartier et Van Cleef & Arpels. Charge à lui de piloter le joyau du luxe suisse. // PAGE 19

### LES ENTREPRISES CITÉES

Airbus 19  
Altrove 22  
Aon 27  
Bayard Jeunesse 21  
BNP Paribas 30  
BSE Electronic 23  
Cartier 19  
Cebu Pacific 19  
Cognyx 22  
Crédit Agricole 30  
Ekwater 17

Engie 17  
Epic 20  
Eurofins Scientific 30  
FNB Private Equity 18  
Geely 16  
Google DeepMind 22  
Hello Bank 25  
Honda 16  
Lavazza 18  
Meta 21  
Michelin 30

Mersen 30  
Mint 17  
Nestlé 18  
Nissan 16  
Orbital Materials 22  
Osium. Al 22  
Renault 16  
Revolut 1,25  
Richemont 19  
Safe Superintelligence 22

## Taxis volants : Stellantis mise 55 millions de dollars de plus

### AUTOMOBILE

Benjamin Houry

Une étape de plus pour Archer. La société californienne spécialisée dans les aéronefs électriques à décollage et atterrissage verticaux (eVTOL) a annoncé avoir reçu un investissement supplémentaire de 55 millions de dollars de la part de Stellantis dans le cadre de l'accord de financement stratégique conclu entre les deux entreprises. Cet afflux d'argent frais intervient à la suite de la réalisation d'un test concluant effectué en juin pour le Midnight, le nom d'un avion-taxi qui serait, à terme, capable de transporter cinq personnes sur un rayon d'action de 160 km. Le prototype est destiné en particulier à des dessertes de 30 km avec un temps de recharge de dix minutes entre deux vols.

**Produire 650 aéronefs par an**  
« L'engagement de Stellantis envers Archer demeure inégalé, de sa prévoyance à fournir l'expertise et le capital nécessaires pour accélérer les objectifs commerciaux d'Archer, à la vision stratégique et au soutien indéfectible du PDG de Stellantis, Carlos Tavares », a confié Adam Goldstein, directeur génér-

ral d'Archer. En 2023, le constructeur automobile issu de la fusion entre PSA et Fiat Chrysler avait déjà investi 150 millions de dollars dans Archer grâce à une combinaison d'achats d'actions sur le marché libre et d'investissements. Stellantis est un partenaire stratégique d'Archer depuis 2020 et est devenu son investisseur en 2021.

« Nous travaillons depuis deux ans avec Archer, et je ne cesse d'être impressionné par leur inventivité et leur détermination à réussir », avait souligné Carlos Tavares dans un communiqué de janvier 2023.

Cette année, les deux partenaires espèrent vouloir achever une usine de fabrication en Géorgie (Etats-Unis). Cette première phase de construction consiste en une installation d'environ 32.500 mètres carrés sur un site d'environ 40 hectares. La structure est dimensionnée pour, à terme, produire 650 aéronefs par an.

Fondée en 2018 et introduite en Bourse fin 2020, la société californienne souhaite révolutionner les déplacements urbains. Objectif : remplacer les trajets de 60 à 90 minutes en voiture par des vols en taxi aérien électrique de 10 à 20 minutes. Sa capitalisation boursière tourne autour de 1,2 milliard de dollars mais son action qui avait dépassé les 16 dollars début 2021 et retombée à moins de 4 dollars. ■

**Numérique : la France forte en infrastructure, mais faible en « digitalisation »**

### NUMÉRIQUE

Fabienne Schmitt  
— Bureau de Bruxelles

La France compte parmi les très bons élèves de la classe européenne en matière d'infrastructures numériques, mais la « digitalisation » de ses entreprises reste le gros point faible de l'Hexagone, selon le deuxième rapport sur l'état d'avancement de la « Décennie numérique » publié mardi par la Commission européenne. Celui-ci mesure les progrès accomplis par les Etats membres dans la transformation numérique (adoption des technologies par les entreprises, déploiement des réseaux, numérisation des services publics...) en vue de remplir des objectifs européens fixés pour 2030.

Et le constat global pour l'UE est plutôt négatif. « Nous ne sommes pas en bonne voie pour atteindre nos objectifs en matière de transformation numérique en Europe », averti Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne. « Nous avons besoin d'investissements supplémentaires dans les compétences numériques, la connectivité de qualité et l'adoption de l'intelligence artificielle ». ■

#### Gros progrès dans l'e-santé

La France, elle, obtient les « hourras » de l'UE en matière de couverture des foyers en fibre optique et en 5G. « Elle doit cependant faire attention aux derniers déploiements qui sont les plus difficiles à atteindre », souligne un haut fonctionnaire européen. L'Hexagone a aussi fait sensation à Bruxelles pour son ambition dans les semi-conducteurs, alors que l'UE a lancé un plan visant à considérablement renforcer sa production. C'est le plus gros budget de la feuille de route française pour la « Décennie numérique » : 12 milliards, sur un total de 17,8 milliards.

La France se distingue aussi dans la transition verte du secteur des technologies de l'information et de la communication. Et elle s'est considérablement améliorée dans l'e-santé, grâce à de lourds investissements (2 milliards dans le cadre du plan de relance).

En revanche, beaucoup reste encore à faire au niveau des entreprises, notamment au niveau de la « digitalisation » très basique des PME. « En 2023, 52 % des PME avaient au moins un niveau de base d'intensité numérique, soit moins que la moyenne de l'UE, qui est de 57,7 % », souligne la Commission européenne.

#### Défiance

C'est le vrai talon d'Achille de la France. « Il existe un bon écosystème de start-up en France, mais il n'y a pas vraiment de diffusion globale de ces performances dans le tissu de toutes les entreprises », juge le même haut fonctionnaire. En particulier dans l'adoption des technologies avancées que sont le cloud, l'intelligence artificielle ou l'analyse de données, la France étant là encore en dessous de la moyenne européenne.

Bruxelles porte un regard perplexe sur ce retard des entreprises qu'elle considère d'autant plus inquiétant que, compte tenu de sa place de deuxième économie européenne, la performance de la France a un gros impact sur celle, globale, de l'UE. ■

# Luca de Meo prépare déjà un nouveau plan stratégique pour Renault

- Selon le patron italien, le groupe aura atteint plus tôt que prévu ses objectifs fixés pour 2030.
- Face à la concurrence de Tesla et des marques chinoises, il entend intensifier les efforts.

## AUTOMOBILE

Lionel Steinmann,  
avec Isabelle Couet

La réorganisation lancée par Luca de Meo chez Renault bat son plein, mais le dirigeant italien prépare déjà le coup d'après. Invité à s'exprimer il y a quelques jours dans le cadre d'une conférence organisée par Sycomore Asset Management, il a confié à son auditoire que la préparation du prochain plan stratégique avait déjà commencé. Et il a manifestement quelques idées en tête.

C'est la première fois que le patron de Renault se projette publiquement au-delà du plan actuel. Présentée en janvier 2021, la « Renaultult » était découpée en trois phases. Les deux premières (« Résurrection » et « Rénovation ») ayant été bouclées avec plusieurs années d'avance, le coup d'envoi de la troisième, baptisée « Révolution », a été donné en novembre 2022. La grande majorité des objectifs fixés à l'époque courrent jusqu'en 2030. Mais Luca de Meo a estimé lors de la conférence qu'ils seraient atteints bien avant cette date.

Le groupe est en effet en avance sur un certain nombre d'entre eux. Avec 3 milliards d'euros l'an dernier, le free cash-flow du groupe a déjà atteint la cible fixée pour la période 2026-2030. Les 7,9 % de marge opérationnelle atteints en 2023 (performance que les analystes s'attendent à retrouver peu ou prou au premier semestre) sont proches des 8 % promis pour 2025. Et lors d'un déplacement en Roumanie il y a quelques jours, Luca de Meo a laissé entendre aux analystes financiers que l'équilibre opérationnel de la marque

Alpine, prévu pour 2026, pourrait être atteint plus tôt que prévu.

Il sera par contre trop tôt, même dans un an, pour tirer un bilan de la stratégie de partenariats tous azimuts qui constitue le cœur de « Révolution ». Horse, la coentreprise montée avec Geely dans les moteurs thermiques, à laquelle vient tout juste de se joindre Aramco, existe officiellement depuis à peine un mois.

Flexis, monté avec Volvo Trucks et CMA CGM dans les véhicules utilitaires, ne sortira pas son premier modèle avant deux ans. Et Ampere, la filiale spécialisée dans l'électrique, n'a vu le jour qu'en novembre dernier. Il faudra encore plusieurs années avant qu'elle prouve sa capacité à atteindre 10 % de marge opérationnelle et un million de véhicules produits par an en 2030.

### Pas question de se reposer sur les lauriers

Mais pour le patron italien, pas question d'attendre patiemment que la nouvelle organisation monte en puissance. « Il vient de resigner pour un deuxième mandat, ce n'est pas pour se contenter de sortir des nouveaux modèles durant quatre ans », confirme un cadre.

Le dirigeant a un tempérament hyperactif, renforcé par la volonté de faire ses preuves dans ce premier poste de numéro un. Les résultats engrangés depuis quatre ans ont été au-delà des attentes, mais face à la pression de Tesla et des marques chinoises, pas question de se reposer sur les lauriers.

Ces nouveaux concurrents ont imposé de nouveaux standards dans la rapidité de production, et les constructeurs occidentaux sont sommés de tenir le rythme. C'est la

principale mission de Luca de Meo, d'autant plus compliquée que Renault reste lesté par une culture très centralisée et hiérarchique, à rebours de l'agilité souhaitée.

### S'adapter à un monde de plus en plus mouvant

Plusieurs chantiers ont été lancés en interne, notamment pour raccourcir la durée de développement d'un véhicule. Le nouveau plan pourrait consacrer leur importance et leur donner de la visibilité. Chez Luca de Meo, la communication externe est aussi un acte managérial. En prenant régulièrement à témoignage la presse et le grand public des objectifs qu'il fixe au constructeur, le dirigeant actionne un levier supplémentaire pour mettre l'entreprise sous tension.

Il s'agit par ailleurs de s'adapter à un monde de plus en plus mouvant. L'alliance avec Nissan a été transformée en partenariat à la carte, et le groupe japonais est en phase de rapprochement avec Honda. Le groupe français, de son côté, approfondit ses liens avec Geely. L'avènement du 100 % électrique en Europe en 2035, enfin, est désormais questionné par certains partis au parlement européen, alors que la marque Renault prévoit toujours de ne vendre que des voitures zéro émission dès 2030.

« L'environnement de Renault a beaucoup changé ces dernières années, résume Thomas Besson, analyste chez Kepler Cheuvreux. Lorsque Luca de Meo fera un point sur l'avancement de son plan stratégique, il en tiendra probablement compte. »

Au-delà du contenu du nouveau plan, les observateurs seront aussi vigilants sur l'équipe qui l'exécute.



**« Luca de Meo a libéré les énergies. Mais la réussite actuelle tient aussi à une gouvernance efficace. »**

PHILIPPE HOUCHOIS  
Analyste chez Jefferies

teria. « Durant les années Ghosn, Renault semblait sous une chape de plomb, observe l'analyste Philippe Houchois, de Jefferies. Luca de Meo a libéré les énergies. Mais la réussite actuelle tient aussi au bon équilibre entre un directeur général très fort sur le produit, un Gilles Le Borgne [le patron de l'ingénierie, NDLR] qui sait maîtriser les coûts, et le calme et l'expérience du président Jean-Dominique Senard. La capacité à conserver cette gouvernance efficace est un des enjeux du groupe pour les années à venir. » ■

## Une poussée de SUD dans

La CFE-CGC a conforté sa place de leader au niveau du groupe, mais les syndicats protestataires sont arrivés en tête dans les sites qui assemblent les nouveaux modèles électriques de Renault.

Chez Renault aussi, l'heure est aux élections. Ces dernières semaines, un tiers des 38.000 salariés français du constructeur ont été appelés aux urnes pour désigner leurs représentants dans trois CSE. Les résultats dessinent une météo syndicale contrastée, avec un gros sujet de préoccupation pour la direction du côté d'ElectriCity, le pôle spécialisé dans la fabrication de voitures électriques.

Sur le plan national, les rapports de force n'ont pas été bouleversés. Première organisation du groupe, la CFE-CGC sort renforcée des derniers scrutins, avec une représentativité globale à 33,74 %.

### Dans les usines de Douai et Maubeuge

Le syndicat a notamment réussi à progresser au siège, au technocentre de Guyancourt et au centre technique de Villiers-Saint-Fréderic, trois établissements franciliens représentant 10.000 salariés et récemment regroupés dans un seul CSE. La CFE-CGC y a obtenu il y a dix jours 53,35 % des voix, avec 30 points d'avance sur la CFDT, deuxième.

Une avancée obtenue alors que les ingénieurs et cadres sont aux premières loges des efforts demandés par la direction aux salariés. « Le résultat montre que nous portons un syndicalisme responsable, mais qui sait défendre l'ensemble des salariés », rapporte Guillaume Ribeyre, le délégué syndical central.

La surprise est venue des usines de Douai et Maubeuge, dont les salariés étaient eux aussi appelés

## Un nouveau site de recyclage de batteries

Un nouveau venu dans la « vallée de la batterie » française. Après les annonces, l'année dernière, de Suez et d'Eramet d'implanter deux usines de recyclage dans les Hauts-de-France, des industriels du nord de l'Europe franchissent aussi le pas. Mardi, Hydrovolt, coentreprise du géant norvégien de l'aluminium Norsk Hydro et du fabricant suédois de batteries Northvolt, a annoncé un projet d'unité de recyclage de batteries lithium-ion à Hordain dans le nord de la France, près de Valenciennes. L'usine d'environ 3.000 m<sup>2</sup> profitera des quatre mégauisines de batterie prévues dans la région.

Le site devrait commencer à démanteler des batteries à la mi-2025, après obtention des permis d'exploitation. Hydrovolt a été fondée en 2022 et exploite un site à Fredrikstad, dans le sud-est de la Norvège, aujourd'hui connu comme la plus grande usine du genre en Europe.

## Le Losange victime d'une polémique sur la guerre des sexes en Corée du Sud

**A la suite de la diffusion d'une vidéo jugée misandre sur les réseaux sociaux coréens du constructeur, celui-ci se retrouve au cœur d'une controverse au moment du lancement de son nouveau SUV hybride Grand Koleos.**

Yann Rousseau  
— Correspondant à Tokyo

Il a suffi de quelques secondes dans une vidéo YouTube pour ternir le lancement en Corée du Sud du nouveau Grand Koleos qui devait porter la relance des ventes de Renault dans le pays. Le week-end dernier, la filiale coréenne du constructeur français a dû s'excuser formellement après l'apparition, dans une campagne de promotion, d'une de ses employées faisant un geste de la main, un geste soupçonné de porter un message subliminal misandre.

Dans la vidéo, qui a été rapidement retirée du compte en coréen Renault Inside, la jeune femme rapproche brièvement, alors qu'elle s'adresse à la caméra, son index et son pouce dans un pincement qui est perçu par certains hommes comme une référence à la petite taille du sexe masculin.

Sur les réseaux sociaux, des utilisateurs ont immédiatement crié au scandale et affirmé reconnaître le signe de ralliement des féministes extrémistes qui se retrouvaient, autrefois, sur le forum en ligne Megalia pour exprimer leur haine des hommes et du machisme coréen. Dans la foulée, certains ont appelé à boycotter la marque française.

Pour tenter d'étouffer la controverse, Renault Korea Motors a exprimé, sur son forum YouTube, ses « excuses sincères auprès de tous ceux qui se sont sentis mal à l'aise à cause de notre récent contenu promotionnel interne ». Le groupe a encore mis en place un comité d'enquête interne pour comprendre l'origine de l'incident.

« Jusqu'à ce que le comité parvienne à ses conclusions, la personne en question a été suspendue de ses fonctions », a ajouté le constructeur, dans un message qui a relancé la polémique et la même propagande dans les grands quotidiens et les chaînes télé.

Cette fois, ce sont les femmes qui se sont scandalisées, sur les réseaux sociaux et les forums, contre la sanction imposée à la jeune employée. Dans son propre message d'excuses, elle avait assuré, dimanche, qu'elle ne connaissait pas la signification cachée de son

pincement de doigt. « Renault a-t-il choisi de se tenir aux côtés des anti-féministes ? » interrogeaient, mardi, des internautes sur X.

### #MeToo trop castrateur, selon les hommes

Ces dernières années, plusieurs grandes entreprises se sont retrouvées piégées dans cette nouvelle guerre des sexes coréenne. Cette bataille oppose des jeunes femmes qui rejettent les codes traditionnels d'une société patriarcale très conservatrice, où elles peinent à séparouvrir, et des jeunes hommes se déclarant opprimes par un mouvement #MeToo qui serait, selon eux, devenu trop castrateur.

Cette opposition, toujours alimentée par d'immenses inégalités économiques et sociales entre les genres, se traduit par une grande polarisation idéologique et une radicalisation des postures dans les deux « camps », qui transforme la moindre communication maladroite d'une entreprise en un débat enflammé.

Avant Renault, la chaîne de supérettes GS25 avait fait l'objet d'une polémique similaire après avoir utilisé l'image d'un pincement de doigts dans une affiche promotionnelle pour des saucisses en 2021. L'an dernier, ce sont les géants du jeu vidéo Nexon et Kakao Games

qui avaient dû se confondre en excuses à la suite de la diffusion d'une image de main similaire dans une campagne pour l'une de leurs applications.

Cette nouvelle controverse intervient à un moment délicat pour Renault qui cherche à regagner un peu de part de marché en Corée du Sud. Sur les cinq premiers mois de l'année, le constructeur français n'a capté que 2 % des ventes d'automobiles dans la péninsule.

**Cette nouvelle controverse intervient au moment où Renault cherche à regagner un peu de part de marché en Corée du Sud.**

Pour se relancer, il a dévoilé la semaine dernière, au salon automobile de Busan, son nouveau SUV hybride Grand Koleos. Après quatre années sans lancement significatif dans le pays, le modèle, assemblé dans son usine de Busan, sur la plateforme CMA développée avec Geely, est présenté en concurrent potentiel des SUV premium des géants locaux Hyundai et Kia. ■

# La baisse des prix de l'électricité et du gaz stimule la concurrence

- Certains fournisseurs, comme TotalEnergies, Engie ou EDF, proposent des contrats d'électricité à près de 20 % moins cher que l'an passé.
- Les consommateurs hésitent cependant à changer de prestataires.

## ÉNERGIE

**Sharon Wajsbrodt**

Alors que le Rassemblement National, le Nouveau Front Populaire et la majorité sortante rivalisent de promesses pour faire baisser les factures d'électricité et de gaz, les fournisseurs, eux, s'y attendent déjà.

Selon le dernier observatoire des marchés publié par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), à la faveur de la baisse des prix sur les marchés de gros, certains fournisseurs (TotalEnergies, Mint, Ekwateur, Engie, EDF, etc.) proposent des offres de fourniture d'électricité à près de 20 % moins cher que l'an passé.

### Une baisse moins forte pour le gaz

Résultat, le tarif réglementé de l'électricité, fixé par l'Etat et dont le prix n'a cessé d'augmenter, est de plus concurrencé. « Le nombre d'offres dont les niveaux de prix sont en dessous des tarifs réglementés de vente de l'électricité est passé de 30, fin 2023, à 45 fin mars 2024 », note la CRE.

En gaz, la baisse des prix est un peu moins forte mais elle atteint tout de même -7 % sur un an, pour certains contrats les plus compétitifs. « En mars 2024, 30 % des offres commercialisées sont moins chères que le prix de référence de gaz naturel,

contre 16 % en décembre 2023 », détaille la CRE dans son rapport. De quoi relancer la chasse aux meilleures offres pour les consommateurs.

Quasiment à l'arrêt au sortir de la crise de l'énergie de 2022, la concurrence est de fait repartie ces derniers mois, confirmant la dynamique déjà enclenchée en 2023.

Au total, la part de marché des fournisseurs alternatifs à EDF chez les ménages atteint 29,4 % fin mars 2024, contre 29,2 % fin décembre 2023. 13,8 millions de sites résidentiels, soit 40 % du marché résidentiel, bénéficient en outre d'une offre à tarif non régulé, souscrite chez EDF ou chez ses concurrents.

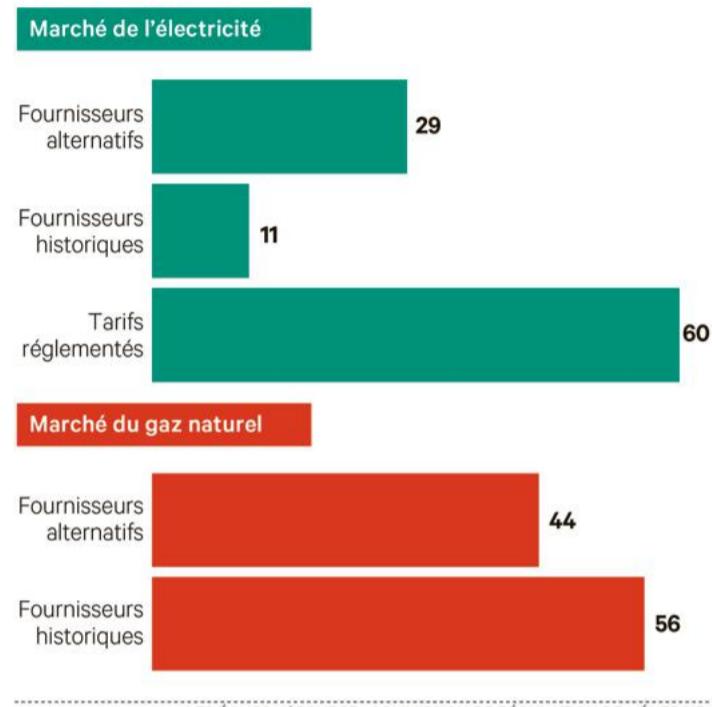
En gaz, la part de marché des fournisseurs alternatifs à Engie, l'acteur historique, chez les particuliers atteint aussi 44,4 % fin mars contre 43,9 % à la fin de l'année dernière.

Signe que la crise de l'énergie a néanmoins laissé des traces : le taux de changement de fournisseur des ménages reste en deçà de son niveau d'avant crise. Il plafonne à 2,7 % en gaz et 2 % en électricité contre 3 à 4 % avant l'envolée des prix de 2022. Autrement dit, même si les prix sont plus attractifs, les consommateurs hésitent à en profiter, échaudés par des hausses de prix très brutales mises en œuvre par les fournisseurs il y a deux ans.

Visiblement les entreprises raisonnent très différemment. En gaz, les PME et TPE se bousculent pour se défaire de leurs contrats noués à

## Energie : les parts de marché selon l'offre

En % au 31 mars 2024, sites résidentiels (particuliers)



prix d'or pendant la crise, à tel point que le taux de bascule a atteint un plus haut historique de 10,3 %, au premier trimestre 2024. En électricité, il est aussi très élevé à 8,8 %. Tous ne peuvent toutefois pas profiter de la baisse des prix. « On a encore quelques dizaines d'entreprises qui restent engagées dans des contractualisations compliquées et qui n'arrivent pas à sortir de la mâchoire de ces contrats pluriannuels extrêmement coûteux », détaille Alexandre Montay, le délégué général du METI (Mouvement des entreprises de taille intermédiaire). ■

## surprise de la CGT et deux usines stratégiques

à voter. Les deux sites font partie du pôle ElectriCity, qui regroupe les capacités de production de voitures électriques de Renault.

Pour le groupe, il s'agit d'une entité stratégique, celle qui doit rendre les voitures à batterie abordables, et plus désirables car produites en France. L'objectif affiché il y a trois ans est de faire d'ElectriCity « l'unité de production de véhicules électriques la plus compétitive et la plus performante en Europe. »

**A Douai, SUD s'est emparé le 18 juin de la première place avec un score qui frôle les 30 %, soit 13 points de plus qu'il y a cinq ans.**

Pour y parvenir, Renault a décidé de miser sur le dialogue social. Il y a trois ans, la direction a ainsi reçu l'approbation unanime des syndicats pour l'accord qui instituait un socle social unique pour des usines ayant jusque-là des régimes disparates. Obtenir le feu vert de la CGT et de SUD ne s'est sans doute pas fait sans contrepartie (l'accord n'est pas public).

De surcroît, les opérateurs travaillant sur les lignes de production n'ont pas d'inquiétude à nourrir sur leurs emplois à court ou moyen terme. Avec le Scenic, la R5, la R4, l'A290 d'Alpine, ou encore les véhicules assemblés pour le compte de Nissan et Mitsubishi, les plans de charge de Douai et Maubeuge dans les années à venir sont ceux qui offrent le plus de visibilité dans le groupe. Pourtant, ce sont les syndicats protestataires qui ont raflé la mise lors des dernières élections. A Douai, SUD s'est emparé le 18 juin de la première place avec

« Il y a dix ans, on avait promis aux équipes que le Scenic et la nouvelle version de l'Espace allaient faire les beaux jours de Douai, mais les deux modèles ont finalement fait un four, rapporte un cadre. En 2020, les gens du marketing étaient également hyper-optimistes pour la Mégane électrique, et cela ne s'est pas passé non plus comme prévu. » La remise en question par le RN de l'objectif du 100 % électrique en 2035 a sans doute également alimenté les craintes.

Interrogée par « Les Echos », la direction du groupe ne fait pas de commentaire et ne confirme pas le débrayage du 21 juin à Maubeuge. Elle « prend acte de l'expression des salariés et travaillera avec les personnes élues dans un esprit contractif ». — L. S.

un score qui frôle les 30 %, soit 13 points de plus qu'il y a cinq ans, devançant nettement FO (22,7 %), la CFDT (17,7 %), la CFE-CGC (15,7 %) et la CGT (13,7 %), tous en recul.

A Maubeuge, la CGT est arrivée en tête avec 37,2 % des suffrages. Et La CFTC, arrivée deuxième en ayant recueilli 27,3 % des voix, affiche sur le site la même ligne basée sur le rapport de force. Selon une source locale, une fois le résultat des élections connu, les deux organisations auraient lancé dès le lendemain un appel à un débrayage de deux heures, pour protester contre la chaleur et... pouvoir regarder le match de football France-Pays-Bas. Interrogée, la direction du groupe ne confirme pas.

### Un climat politique national qui influe

En interne, certains expliquent l'ampleur de ce vote contestataire par le climat politique national, qui finit toujours par déteindre un peu dans les entreprises. Les ouvriers sont également devenus méfiants sur les perspectives d'activité annoncées.

« Il y a dix ans, on avait promis aux équipes que le Scenic et la nouvelle version de l'Espace allaient faire les beaux jours de Douai, mais les deux modèles ont finalement fait un four, rapporte un cadre. En 2020, les gens du marketing étaient également hyper-optimistes pour la Mégane électrique, et cela ne s'est pas passé non plus comme prévu. » La remise en question par le RN de l'objectif du 100 % électrique en 2035 a sans doute également alimenté les craintes.

Interrogée par « Les Echos », la direction du groupe ne fait pas de commentaire et ne confirme pas le débrayage du 21 juin à Maubeuge. Elle « prend acte de l'expression des salariés et travaillera avec les personnes élues dans un esprit contractif ». — L. S.

**La Commission de régulation de l'énergie veut étendre largement les obligations de reporting des fournisseurs pour repérer les hausses brutales de prix ou les rabais trompeurs.**

Comment éviter que des fournisseurs de gaz ou d'électricité n'augmentent brutalement leurs prix, sans en informer correctement leurs consommateurs ? Après les déboires observés pendant la crise de l'énergie et alors que la concurrence repart de plus belle sur ce marché dopé par la baisse des prix, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) tente un nouveau modus operandi pour faire le ménage dans les mauvaises pratiques.

Dans une délibération publiée à la fin du mois de mai, le régulateur a demandé à tous les fournisseurs – d'EDF en passant par Alpiq, Engie, Eni ou encore TotalEnergies – de lui faire parvenir de « façon mensuelle » et « systématique » les mises à jour de prix de toutes les offres qu'ils commercialisent. Et ce, à partir de décembre prochain. En outre, la CRE veut étendre largement les obligations de reporting des fournisseurs d'électricité dont le tarif n'est pas réglementé sont libres d'être tarifées selon le bon vouloir des fournisseurs.

« Personne ne demande à Louis Vuitton de baisser les prix de ses sacs à main au prétexte qu'il fournit le même service qu'un sac acheté chez Carrefour ! », s'emporte un fournisseur d'électricité et de gaz. « On est sur des offres de marché, cela ne peut pas être le régulateur qui encadre les marges des fournisseurs », insiste un autre. De fait, si le régulateur de l'énergie a bien fait des proposi-

tions au gouvernement pour renforcer la protection du consommateur et étendre ses pouvoirs de sanction, celles-ci n'ont pas été traduites dans la loi. Le projet de loi énergie qui contenait des dispositions pour notamment encadrer les conditions de contractualisation dans l'électricité et le gaz a disparu de l'agenda politique suite au remaniement fin 2023 et désormais, avec les élections législatives, c'est le flou qui règne.

« Il fallait malgré tout faire quelque chose », plaide une source qui concède que le reportage de « Complément d'enquête » qui pointe directement la responsabilité du régulateur dans les défaillances du marché a accéléré les choses.

Globalement, les fournisseurs semblent prêts à jouer le jeu. « C'est une bonne chose si cela permet

d'éviter des pratiques trompeuses », estime Julien Tchernia, le cofondateur du fournisseur Ekwateur. Mais ils mettent en garde contre un calendrier trop serré pour faire la transparence de toutes ces données.

« Ètre prêt pour fin 2024 c'est mission impossible, compte tenu du volume des données qui nous sont demandées », estime encore un autre acteur. Surtout, ils pointent le risque de nouveaux freins à la concurrence, sur un marché où le monopole historique d'EDF contrôle 70 % des contrats. « Il ne faudrait pas que la volonté du régulateur de surveiller les pratiques commerciales des uns et des autres se transforme en une régulation déguisée des marges des opérateurs », met en garde un autre acteur du secteur.

— S. W.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par décision du 17 mai 2024, qui tient compte des faits de l'espèce, la Commission nationale des sanctions a prononcé, à l'encontre de la société ELITE BUREAUX et de son président, M. Alban BALLESTER, une interdiction d'exercer l'activité de domiciliation pour une durée de six mois avec sursis et des sanctions pénales de 4 000 euros chacun et décidé la publication de ces sanctions aux frais de la société, pour n'avoir pas respecté les obligations suivantes leur incomitant en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme prévues par le code monétaire et financier :

- l'obligation de mise en place de systèmes d'évaluation et de gestion des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme (articles L.561-4-1 et L.561-32 du code monétaire et financier) ;
- l'obligation d'identification et de vérification de l'identité des clients et bénéficiaires effectifs (articles L. 561-5, R. 561-5 à R. 561-11 du même code) ;
- l'obligation de recueillir les informations relatives à la connaissance du client, à l'objet et à la nature de la relation d'affaires (articles L. 561-5-1, L. 561-6 et R. 561-12 du même code). ».

# Le plan du fonds FNB pour relancer les petits pots Nestlé

## ALIMENTATION

**Le propriétaire de Mousline a finalisé l'acquisition des activités « aliments pour bébé » de Nestlé en France.**

### Dominique Chapuis

Après la purée Mousline, les petits pots pour bébés. FNB Private Equity, spécialisé dans les PME de l'agroalimentaire, a finalisé l'acquisition des activités « aliments pour bébé » de Nestlé – hors laits infantiles – en France. Le fonds d'investissement français avait déjà racheté la célèbre purée au géant mondial en 2023. Le montant de l'opération n'est pas connu.

FNB reprend quatre marques, les petits pots NaturNes – la plus importante du portefeuille – les céréales pour le petit-déjeuner Babicao et Babivanne, et la franchise P'tit, des produits lactés et des petits plats. Un pôle de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires, numéro deux du secteur derrière Blédina, avec 25 % de parts de marché. Et « des produits leaders sur certains segments », indique le nouveau propriétaire.

Une activité rentable, mais dont les ventes sont stables. Son acquéreur veut leur donner un nouvel élan. « Notre objectif est de réinvestir pour redynamiser l'activité », détaille Valérie Lutt, associée chez FNB Private Equity. Nous visons de nouveaux consommateurs, avec de nouveaux produits. » Les marques rachetées ciblent les 6 mois à 3 ans. Demain, elles vont aussi s'adresser aux 3 à 6 ans. « Le marché total s'élève à un milliard d'euros », poursuit Valérie Lutt. Or nous sommes concentrés seulement sur la moitié du secteur, ce qui nous laisse un important potentiel de croissance. »

En volume en France, les ventes dans l'alimentation infantile sont en recul, en raison de la baisse de la natalité. En 2022, le nombre de naissances s'est éta-

bli à son niveau le plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

FNB estime toutefois avoir des marges de progression, en ciblant ce nouveau territoire et en innovant. La variété des recettes est un des moteurs des ventes. Le pôle en a plus de 140, avec pour best-seller, P'tite Spaghetti à la bolognaise, ou NaturNes potiron. Les différentes textures et la praticité sont les autres leviers du marché. Ces petits plats sont fabriqués à Arches, dans les Vosges, où le site emploie 235 personnes. Un effectif qui va grimper, avec la création de 30 postes d'encadrement pour les achats, la vente (etc.), fonctions jusque-là exercées au sein du groupe Nestlé.

### Treizième transaction après celle de Café Legal

C'est Antoine Forbin (59 ans), nommé à la tête de l'activité, qui va mener ce redéploiement. Il connaît bien le secteur de la petite enfance, après vingt-cinq ans passés à s'occuper de puériculture, de jouets, d'hygiène et soin, au sein de Mapa-Spontex, Aligre Puériculture, Mucombe SA, ou encore NUK USA... Dans les prochains jours, il doit se rendre sur place pour rencontrer les équipes. Et expliquer la nouvelle stratégie.

Un plan d'investissement doit ensuite être lancé pour ouvrir ces nouveaux segments, renforcer la présence en magasin, développer la visibilité des marques, et améliorer le bilan RSE, en réduisant par exemple la consommation d'eau ou d'énergie de l'usine. Améliorer l'empreinte environnementale des entreprises qu'elle détient est une des priorités de FNB, société à mission. « En six ans, nous avons investi plus de 100 millions d'euros dans l'ensemble de nos usines », souligne Valérie Lutt.

Avec cette activité, le fonds vise un chiffre d'affaires de 150 millions dans cinq à sept ans. Cette acquisition est sa 13<sup>e</sup> transaction, avec déjà, dans son portefeuille, les salaisons Henri Raffin, les fromageries Terres d'Or, ou les confitures Valade. La dernière en date étant celles du Café Legal, en juin 2023. ■

## à suivre

### Affaire Ghosn : la menace d'un procès se rapproche pour Rachida Dati

**AUTOMOBILE** La Cour d'appel de Paris a rejeté la demande de Rachida Dati de faire reconnaître la prescription des faits et donc de mettre fin aux poursuites pour corruption qui la visent dans un volet de l'affaire Ghosn. La ministre de la Culture est mise en examen depuis juillet 2021 pour corruption et trafic d'influence passif par personne investie d'un mandat électif public, pour des faits datant du début de la décennie 2010, peu après l'affaire des espions qui a secoué Renault.

# Nespresso joue la carte du luxe pour se différencier

Face à une guerre du café, qui promet de s'intensifier encore, Nespresso multiplie ses sources d'approvisionnement dans le monde.

En quête d'arômes toujours différents, la filiale de Nestlé conquiert de nouveaux terroirs et cultive les codes du haut de gamme.

## BOISSONS

### Marie-Josée Cougard

Le petit noir n'a plus le monopole du marché du café. Dans de nombreux pays, sous l'influence américaine, le café latte, le cappuccino, les versions glacées voire aromatisées font florès. Le soluble et le café filtre n'ont pas dit leur dernier mot. Et le café en grain connaît une nouvelle jeunesse.

Dans cet environnement hypersegmenté et ultra-concurrentiel, les dosettes jouent une partie très complexe. En France, où « les compatibles Nespresso » ont connu un très beau développement jusqu'à s'arroger aujourd'hui la moitié du marché en grande surface, très loin devant toutes les autres catégories, les ventes ont reculé de 1,6 % en 2023 et encore de 2,2 % en 2024, au 19 mai en volume, selon Circana. En valeur, les progressions respectives sont de +6,6 % et -0,6 % cette année. L'inflation n'est pas étrangère à la situation. La baisse de pouvoir d'achat et les préoccupations environnementales non plus.

### Pas de boutiques supplémentaires

Dans ce décor mouvementé, Nespresso, qui n'est pas commercialisé par les enseignes, a notamment enrichi sa stratégie de développement. Celle-ci ne passera pas par l'ouverture de boutiques supplémentaires en France, alors qu'elles ont longtemps été le fer de lance. En revanche, la filiale de Nestlé, dont l'obsession est le niveau de rentabilité, repousse sans arrêt les frontières du haut de gamme quitte à jouer la carte du luxe. Les éditions limitées font partie du registre.

Issues de provenances rares ou de petits terroirs, comme Jamaïcan Blue Mountain et Galapagos, ces

dosettes sont proposées à des prix cinq fois supérieurs aux gammes classiques à 2,50 euros l'unité. Nespresso n'a pas hésité à consacrer vingt ans de recherche à la mise au point de l'une de ces éditions limitées : la « Numéro 20 » issue de mélanges colombiens, mise au point par Alexis Rodriguez, un microbiologiste spécialisé en biostatistique devenu le grand ordonnateur du goût et des assemblages de café chez Nespresso à Romont, en Suisse.

Alexis Rodriguez et ses 17 colla-

borateurs sont chargés de la R&D chez Nespresso. Ils sélectionnent et évaluent les cafés verts, puis développent les produits. L'équipe goûte 300 tasses de café par jour en deux séances. Ils recommandent l'exercice, à raison de 60 tasses dans une journée, lorsque les dosettes sortent des trois usines suisses où elles sont fabriquées pour le monde entier. « En moyenne par semaine, nous dégustons 1.750 tasses », affirme Alexis Rodriguez. Des exercices qui ne vont pas sans quelques contraintes. Comme l'interdiction



A Java, les cerises de café sont cueillies à la main. Arrivé en Suisse, le café sera testé « nombre de fois » sur le site de Romont par l'équipe d'Alexis Rodriguez, chargé de la R&D. Photo Niclas Stajic

de manger trop épice ou d'être en contact avec des saveurs et des arômes trop puissants, qui affecteraient leur odorat et leurs papilles.

Les éditions limitées sont toutes associées à de gros efforts marketing, soutenues par des chefs étoilés et lancées à des moments particuliers comme la fin de l'année ou de grands événements comme le Festival de Cannes. Elles visent une clientèle très aisée, versatile et sensible à la rareté. Chaque année voit surgir une dizaine de ces éditions limitées. Dans l'esprit haut de gamme aussi, Nespresso a créé une nouvelle machine tout en Inox, Creatista, vendue 500 euros, qui « décline toutes les densités de mousse de lait, chaudes ou froides », comme dans les coffee-shops.

### Retour du grain

Dans un environnement caractérisé par des hausses de coûts et une baisse de production, Nespresso n'est pas seul à jouer la carte du luxe. D'autres, parmi lesquels le géant italien Lavazza, jouent plutôt le retour du grain. Une nouvelle tendance émerge, notamment en France avec les cafés en grains de luxe qui déclinent « la complexité aromatique » à la manière du vin et du cacao. Là encore les prix pratiqués visent à en faire des produits d'exception.

A Paris, le café Substance propose « une expérience unique de dégustation de cafés rares » torréfiés sur place et préparés en cafetière de verre surmontée d'un filtre. Il se boit sans sucre, ni pâtisserie, ni musique entre 8 euros et 21 euros la tasse. Les paquets de 100 grammes à emporter se vendent entre 19 et 57 euros. Dans le même ordre d'idées, Terres de café propose une gamme de « blends » à 60 euros le kilo et de « grand crus » de 15 à 37 euros les 150 grammes dans ses 8 cafés parisiens. ■

## A Java, comment les planteurs de café assimilent la politique « zéro défaut » de la filiale de Nestlé

**L'Indonésie est avec le Vietnam le plus gros fournisseur de café de Nespresso en Asie. La filiale de Nestlé y forme les planteurs à ses exigences depuis une dizaine d'années.**

Java. A trois heures de route au sud de Jakarta, Pasir Kuda exploite 5 hectares de café avec ses deux filles Lip Saripah et Karina. Il a dû leur rétrocéder une partie de sa plantation à la demande du gouvernement, propriétaire de la terre, qui limite à 2 hectares la surface exploitée par une personne. Les plantations sont petites en Indonésie, mais les sols volcaniques offrent toute la diversité de terroirs qui donnent la palette de goûts et les arômes sur lesquels Nespresso a bâti son marketing et son identité.

La plantation est à 1.500 mètres d'altitude et la pente est rude. Pas question dans ces conditions de mécaniser la récolte. Tout se fait manuellement sur une période de cinq mois entre avril et août. Pasir Kuda et ses filles cueillent les précieuses cerises de café entre le pouce et l'index avec une dextérité obligée et les glissent dans la grande poche de leur tablier. Il faut attendre qu'elles soient bien rouges, même si la tentation est grande de livrer le plus vite possible au moulin pour percevoir son dû. De la maturité des

cerises dépendent la qualité des deux grains de café qu'elles renferment et la prime qu'accorde Nespresso pour inciter au zéro défaut.

La famille a appris à patienter, tout comme elle a fait l'apprentissage de méthodes respectueuses de l'environnement auprès des agriculteurs de OFI, un poids lourd du négoce de matières premières, partenaire de Nespresso, qui paie leurs services dans quatre pays. Pasir Kuda et ses filles sont entrés comme 1.400 autres producteurs de café de Java et les 4.784 planteurs de Sumatra dans le programme Triple A que Nespresso a élaboré en 2003 avec l'aide de l'ONG Rainforest Alliance. Et mis en œuvre depuis dix ans en Indonésie, un de ses deux plus gros fournisseurs de café en Asie avec le Vietnam. A ce jour, l'entreprise suisse indique que 93 % de la totalité de son café est ainsi certifié.

### « Triple A »

Ce programme se veut une garantie de qualité, de productivité et de durabilité dans un contexte où la ressource est de plus en plus menacée par le changement climatique.

La moitié des terres à café pourraient disparaître d'ici à 2050 si certaines pratiques ne changent pas. Si l'on développe une racine « longue et bien droite » annonciatrice d'*« une longue vie prospère »*, selon Sarah Langrand, il sera replanté. Sans pesticides, interdits par le gouvernement indonésien. Pendant les cinq mois de récolte, tous les treize jours, Pasir Kuda et ses filles doivent livrer les cerises au moulin dans un délai maximum de 8 heures après la cueillette. Au-delà, la qualité ne serait plus la même. La famille est payée à chaque livraison. Selon Dadeng Hendarsyah, administrateur local du Triple A, le revenu moyen d'un planteur oscille entre 4.000 et 5.000 dollars par an. Nespresso y ajoute une prime qualité de l'ordre de 420 cents par livre.

Les grains blancs et noirs sont écartés des vertes. Les premiers serviront à faire des qualités locales médiocres et très bon marché. La population indonésienne boit peu d'alcool mais fait une large consommation quotidienne de café. Une habitude « sociale » amenée par les Hollandais en 1600. Nespresso, qui n'achète que le café vert, exige au moins 60 % de grains d'une taille minimum de 15 millimètres par sac.

Avant de partir pour le port d'Anvers, chaque café aura fait l'objet de séances de dégustation, qui rappellent fortement la pratique des « verticales » dans le vin. Face à des longues rangées de tasses alignées, où ils ont prélevé la mousse à l'aide de deux cuillers pour évacuer l'amertume, les goûteurs aspirent bruyamment le café pour s'en imprégner le palais avant de le recracher. A chaque dosette ses arômes : floraux, fruités, acides, boisés, épicés, cacaotés, sucrés... Arrivés en Suisse, les sacs de café seront encore testés « nombre de fois » sur le site de Romont par l'équipe d'Alexis Rodriguez, chargé de la R&D, des recettes et des assemblages des différentes origines de café crus.

— M.-J. C., à Java (Indonésie)

S'il développe une racine « longue et bien droite » annonciatrice d'*« une longue vie prospère »*, selon Sarah Langrand, il sera replanté. Sans pesticides, interdits par le gouvernement indonésien. Pendant les cinq mois de récolte, tous les treize jours, Pasir Kuda et ses filles doivent livrer les cerises au moulin dans un délai maximum de 8 heures après la cueillette. Au-delà, la qualité ne serait plus la même. La famille est payée à chaque livraison. Selon Dadeng Hendarsyah, administrateur

**Les Echos Le Parisien ANNONCES**

Diffusez vos publications judiciaires dans Les Echos

annonces.lesechosleparisien.fr 01 87 39 70 08

# Cebu Pacific snobe Boeing et veut passer une méga-commande à Airbus

## AÉRONAUTIQUE

**La compagnie aérienne philippine a annoncé mardi vouloir acquérir jusqu'à 152 Airbus.**

*Anne Bauer  
et Enrique Moreira*

Une commande historique pour l'aviation des Philippines et un méga-contrat de plus pour Airbus. La compagnie aérienne à bas coût du pays a annoncé, mardi, vouloir acquérir jusqu'à 152 Airbus. Il s'agirait, selon l'entreprise, de la « plus grande commande d'avions » de l'histoire de l'archipel.

L'opération « est conçue pour fournir à Cebu Pacific une flexibilité maximale afin d'adapter la croissance de la flotte aux conditions du marché, avec la possibilité de passer de l'A321neo à l'A320neo », a déclaré dans un communiqué son directeur général, Michael Szucs. La transaction s'élèvera à 24 milliards de dollars sur la base du prix catalogue des appareils, a précisé l'entreprise.

### Un nouvel aéroport

Toutefois, les compagnies aériennes bénéficient souvent de réductions importantes sur les commandes d'avions. Le prix final payé par Cebu pourrait ainsi être bien inférieur. Le groupe espère clore la transaction au troisième trimestre de cette année. « Une fois finalisée, l'accord constituera une étape importante pour l'industrie aérienne locale », a estimé Mike Szucs.

Dans le détail, Cebu Pacific a signé un protocole d'accord contrariant avec Airbus comprenant des « commandes fermes » pour un maximum de 102 avions A321neo et



La compagnie aérienne a indiqué avoir signé un protocole d'accord contraignant avec Airbus comprenant des « commandes fermes ». Photo Ted Aljibe/AFP

des options d'achat pour 50 A320neo. Cebu Pacific utilisera des moteurs Pratt & Whitney pour ces avions, a-t-il précisé.

La compagnie aérienne à bas prix, contrôlée par le magnat Lance Gokongwei et le conglomérat familial JG Summit Holdings Inc., prévoit de se développer à partir d'un nouvel aéroport en cours de construction dans la capitale du pays, Manille, tout en consolidant sa position dominante sur le marché de l'aviation intérieure face à une Philippine Airlines Inc. en pleine résurgence. La compagnie a obtenu le droit d'exploitation en Europe relativement récemment, en mai 2014, alors que ses débuts à la fin

des années 1990 ont été compliqués. Cebu Pacific Air a son siège social à Manille. C'est la deuxième compagnie après Philippine Airlines. Sa base principale est sur l'aéroport international de Manille Ninoy Aquino, avec d'autres hubs à l'aéroport international de Mactan-Cebu, Clark et Iloilo.

### Niveaux stratosphériques

L'an dernier, Cebu Pacific a transporté l'an dernier 13,26 millions de passagers. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la compagnie est revenue dans le vert avec un bénéfice d'exploitation de 8,6 milliards de pesos (153 millions de dollars), contre une perte de 11,4 milliards de

pesos pour l'ensemble de 2022. L'A321neo est l'avion le plus vendu d'Airbus et le constructeur a un carnet de commandes qui s'étendra sur une bonne partie de la prochaine décennie pour cet avion de ligne. Cette grosse commande viendra donc l'alimenter un peu plus : à 8.579 avions, il atteint des niveaux stratosphériques. Mais l'avionneur

européen peine aujourd'hui à livrer les avions, ne parvenant pas à faire remonter la cadence de sa supply chain. Cebu avait précédemment déclaré étudier la fois des avions Airbus et Boeing pour sa prochaine commande importante.

Mais le constructeur aéronautique américain, en pleine tourmente depuis quelques années, n'a pas

réussi à convaincre la plus grande compagnie des Philippines.

Par ailleurs, Cebu dispose déjà d'une flotte d'environ 85 Airbus et de quelques avions à turbopropulseurs ATR plus petits. Il compte aussi un carnet de commandes existant de plus de 30 avions du constructeur européen.

**L'avionneur américain n'a pas réussi à convaincre la plus grande compagnie aérienne des Philippines.**

De son côté, Airbus a livré un total d'environ 67 avions en juin, portant le nombre d'appareils livrés au premier semestre à environ 323. Soit une hausse de 2 % par rapport à la même période de 2023, ont déclaré lundi des sources industrielles citées par Reuters. Le plus grand constructeur d'avions au monde a abaissé la semaine dernière son objectif total de livraisons d'avions en 2024, à environ 770, contre environ 800 précédemment. Il a également reporté d'un an (soit à 2027) sa prévision de production de 75 appareils monocouloirs par mois.

Le groupe, confronté à des problèmes dans ses chaînes d'approvisionnement, s'est refusé à tout commentaire avant la publication des données mensuelles et semestrielles attendue le 8 juillet. ■

## Le Français Louis Ferla prend les rênes de Cartier

### LUXE

**Louis Ferla, qui a hissé la maison horlogère Vacheron Constantin au troisième rang des marques de Richemont, va prendre les rênes du fleuron du groupe de luxe suisse au 1<sup>er</sup> septembre.**

*Virginie Jacobberger-Lavoué*

Changement d'ère chez Cartier. La marque star du géant suisse du luxe Richemont a annoncé mardi la nomination de Louis Ferla, 54 ans, aux commandes du célèbre joaillier aux petites boîtes rouges. Le dirigeant français travaille avec Johann Rupert, le propriétaire sud-africain de Richemont, depuis dix-huit ans.

Arrivé en 2006 chez Cartier, à Hong Kong, Louis Ferla, qui, à la sortie de son école de commerce avait étudié le mandarin pendant un an à l'Université nationale de Taïwan, a passé onze ans en Asie. Avant de prendre, en 2017, les commandes des montres Vacheron Constantin, qu'il a hissées parmi les piliers de Richemont, derrière Cartier et Van Cleef & Arpels.

**« Cartier, numéro un de la joaillerie, a un chiffre d'affaires de 8,3 milliards d'euros, en hausse de 6 % l'an passé. »**

**LUCA SOLCA**  
Analyste chez Bernstein

capital. « Louis Ferla est un successeur idéal », a réagi Patrik Schwindmann, analyste à la banque cantonale de Zurich. « Ferla a travaillé au Moyen-Orient, en Inde, en Chine... et plus récemment, il a prouvé chez Vacheron Constantin qu'il avait aussi une fine analyse du marché américain. Il a le profil pour dynamiser les ventes et faire briller encore plus fortement l'image de Cartier, sur plusieurs marchés », note un proche du groupe.

Selon un expert des montres, Louis Ferla pourrait tirer profit de son expérience horlogère chez Vacheron Constantin. « Dans ce domaine, Cartier a réussi de très belles rééditions, mais pas de lancement majeur depuis la commercialisation à succès de son modèle Ballon bleu en 2007 », analyse-t-il.

Richemont ne détaille pas ses ventes par marque. Selon Morgan Stanley, Vacheron Constantin a franchi l'an dernier le milliard de francs suisses de revenus, soit un peu plus de 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Van Cleef & Arpels

se situe « au-delà des 5 milliards d'euros », selon Luca Solca, analyste chez Bernstein, qui évalue « Cartier, numéro un de la joaillerie, a un chiffre d'affaires de 8,3 milliards d'euros, en hausse de 6 % l'an passé ».

**Réorganisation au sommet**

Nicolas Bos, le nouvel homme fort de Richemont, cédera, lui, son poste de CEO de Van Cleef & Arpels, également au 1<sup>er</sup> septembre, à Catherine Rénié, la Française qui dirigeait Jaeger-LeCoultre après une longue carrière dans le groupe et une expérience acquise chez Cartier et Van Cleef & Arpels. « Les deux nouveaux CEO ont des compétences reconnues dans la profession et sont très appréciés de Nicolas Bos », affirme-t-on en interne.

Louis Ferla succédera, à partir du 1<sup>er</sup> septembre, à un autre Français, Cyrille Vignerol, qui prend sa retraite après huit années aux commandes de Cartier. « C'est une réorganisation en marche. Ces dernières années, la masse salariale a grandi plus vite que les profits chez Cartier », tranche une source proche du dossier.

Le bilan du groupe n'en demeure pas moins très bon. La trésorerie du géant suisse est bonne et ses résultats au dernier trimestre, clos fin mars, ont dépassé les attentes avec des ventes mondiales en hausse de 2 % dans un contexte de ralentissement du secteur. La joaillerie reste le fer de lance du groupe. L'an passé, la croissance de Richemont a été tirée par ses ventes en augmentation de 6 %, à 14,2 milliards d'euros. ■

## Écoutez «Elles ont osé» le podcast des Echos Entrepreneurs



Pénélope Bagieu,  
Dessinatrice de bandes dessinées française

### Portraits de femmes qui font bouger les lignes.

Podcast animé par Marie Eloy, Entrepreneur et Fondatrice de Bouge ta Boîte, Bouge ton Groupe, Femmes des Territoires.



Découvrez les épisodes sur :

[entrepreneurs.lesechos.fr](http://entrepreneurs.lesechos.fr)



**Les Echos**  
Prenez un temps d'avance

# L'Arabie saoudite lance sa Ligue des champions de l'e-sport

- Organisé à Riyad, ce tournoi international d'e-sport réunit ce mercredi les meilleurs clubs mondiaux.
- Ils s'affronteront sur une vingtaine de franchises parmi les plus populaires de l'e-sport : League of Legends, Dota 2, Counter-Strike, Rainbow Six Siege, etc.



L'été dernier, l'Arabie saoudite avait organisé le Gamers8, un festival qui aura servi de ballon d'essai et laisse place à l'Esports World Cup cette année. Photo Gamers8

## E-SPORT

### Nicolas Richaud

L'e-sport a désormais sa Ligue des champions : l'Esports World Cup. Mercredi 3 juillet doit s'ouvrir en grande pompe ce tournoi international du jeu vidéo compétitif qui a lieu en Arabie saoudite et réunit notamment les trente meilleures clubs mondiaux qui vont s'affronter sur une vingtaine de franchises vidéoludiques parmi les plus populaires de l'e-sport : League of Legends, Dota 2, Counter-Strike, Rainbow Six Siege...

Comme dans le sport traditionnel, chacun de ces titres s'apparente à une discipline singulière avec ses règles, ses codes, ses champions et ses équipes phares. Parmi les préteurs au sacre de cette compétition qui se terminera fin août, deux clubs français de renom : Vitality et la Karmine Corp.

Chacune des équipes doit s'aligner sur la vingtaine de jeux. « Ce tournoi s'inscrit dans la structuration et l'évolution de l'industrie de l'e-sport, fait valoir Souleymane Wague, l'un des cofondateurs de la KCorp. C'est une très bonne nouvelle pour les clubs car cela va générer de nouvelles sources de revenus et plus d'exposition si cela prend bien. »

### « Esportwashing »

Derrière ce tournoi à l'ambition XXL, on retrouve le groupe Savvy Gaming Group – détenu par le Public Investment Fund (PIF) de l'Arabie saoudite –, qui avait fait savoir, fin 2022, qu'il comptait investir près de 40 milliards de dollars dans l'industrie du jeu vidéo, dont l'e-sport ; un dessein que les contempteurs du régime saoudien, parmi les plus répressifs au monde selon Amnesty International malgré ses efforts récents pour attirer les industries des médias de l'étranger, qualifient d'« esportwashing ». Quelques mois avant cette annonce, cette firme avait acquis ESL Gaming, un poids lourd de l'organisation de tournois d'e-sport

et FACEIT, une plateforme de matchs en ligne, moyennant 1,5 milliard de dollars. Ces actifs ont depuis été fondus dans l'entité organisatrice du tournoi, l'Esports World Cup Foundation, à la tête de laquelle a été nommé Ralf Reichert, ex-PDG d'ELSGaming et vétéran du secteur. L'été dernier, celle-ci a organisé le Gamers8, un festival qui aura servi de ballon d'essai et laisse place à l'Esports World Cup dans les stades de Riyad où se dérouleront les matchs qui seront notamment diffusés sur les principales plateformes comme Twitch ou YouTube.

« La force de cet événement est que l'Esports World Cup Foundation a su convaincre les grands éditeurs comme Valve, Riot, Epic ou Ubisoft d'inclure leurs jeux dans ce tournoi », souligne Matthieu Dallon, cofondateur du fonds d'investissement Trust Esport et qui fait partie du

conseil d'administration des Esports World Cup en tant que conseiller.

« Habituellement, les compétitions sont plutôt centrées sur un seul titre. Il s'agit là du premier grand tournoi mondial multi-jeux de l'ère moderne de l'e-sport », poursuit le créateur originel de l'ESWC (Electronic Sports World Cup) en 2003.

Pour attirer les stars des différentes disciplines, l'Esports World Cup Foundation a mis la main à la poche en dotant le « prize pool » (l'ensemble des gains accordés aux participants) de plus de 60 millions de dollars. Un record, mais relatif puisque ce montant va se répartir sur une vingtaine de jeux quand Valve avait, lui, injecté 40 millions en 2021, pour son tournoi « The International » tournant autour du seul Dota 2.

« Ce qui change vraiment, c'est que 20 millions de dollars vont être répar-

tis entre les clubs présélectionnés [qui ont aussi perçu des subsides pour leur participation, NDLR] et non directement aux joueurs comme c'est l'usage », note un expert du secteur. Le partage des recettes des places payantes s'étale de la 16<sup>e</sup> équipe (150.000 dollars) à la première, synonyme de 7 millions de gains.

Une manne précieuse pour les clubs d'e-sport qui sont très populaires mais peinent à monétiser leur audience, faute notamment de droits de diffusion copieux leur étant reversés comme c'est le cas dans les sports traditionnels. Résultat, de nombreuses équipes peinent à équilibrer leur modèle économique et les rares structures ayant tenté le pari de la Bourse ont toutes connu déconfiture sur déconfiture, à l'instar de Faze Clan.

Alors que les clubs génèrent la majorité de leurs revenus via le

**« La force de cet événement est que l'Esports World Cup Foundation a su convaincre les grands éditeurs comme Valve, Riot, Epic ou Ubisoft d'inclure leurs jeux dans ce tournoi. »**

**MATTHIEU DALLON**  
Cofondateur du fonds d'investissement Trust Esport

sponsoring, la tenue de ce nouveau tournoi XXL est-elle à même de déclencher une salve d'arrivée de nouveaux annonceurs dans l'écosystème ? « Si c'est un succès et que les audiences et le taux de remplissage dans les stades suivent, ce sera potentiellement le cas. Mais il n'y a pas encore eu d'effet lié », estime Nicolas Maurer, cofondateur et PDG de Team Vitality. Il faut voir comment ce tournoi s'installe dans la durée. L'aura des compétitions les plus prestigieuses ne se construit pas en un jour. Il faut qu'il y ait des rivalités, des affrontements, des légendes qui se créent. »

Lancé en 1903 et se déroulant actuellement, le supercentenaire Tour de France en a pléthore. A l'instar de ce dernier, l'Esports World Cup a prévu de se tenir tous les ans et lors de la période estivale. A voir si la magie opère aussi. ■

## « L'occasion manquée » des Jeux Olympiques de Paris

**Début 2023, le gouvernement s'était positionné pour accueillir « fin 2024 », la Olympic Esports Week du CIO. Un beau doublé en perspective avec les JO qui démarrent à la fin du mois. Mais les discussions n'ont pas abouti.**

Les planètes semblaient alignées, mais les Jeux Olympiques de l'e-sport sous la bannière du CIO (Comité international olympique) n'auront pas lieu en 2024 à Paris. « C'est une belle occasion manquée », estiment, à l'unisson, plusieurs connaisseurs de l'industrie, alors que tous les yeux sont tournés vers l'Arabie saoudite qui organise sa propre compétition du jeu vidéo compétitif : l'Esports World Cup qui démarre ce mercredi.

Il y a un an encore, les voyants étaient pourtant au vert pour que les JO de l'e-sport se déroulent à Paris. En mai 2023, le Major de Counter-Strike – l'un des plus

grands tournois du jeu vidéo compétitif qui réunit le gratin des équipes axées sur cette franchise phare –, organisé par l'éditeur Valve et Blast se disputait pour la première fois en France, asseyant par là même sa place sur la carte mondiale de l'e-sport. Une réussite avec une cerise sur le joystick : le club français Vitality remportait ce tournoi XXL organisé à Paris. De quoi conforter le gouvernement qui s'était positionné au début de l'année 2023, par la voix de la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra, pour accueillir « fin 2024 », la très officielle Olympic Esports Week du CIO.

Dans la foulée, un comité de candidature avait été mis sur pied avec le CNOSF (Comité national olympique et sportif français), la Délegation interministérielle aux grands événements sportifs, l'incubateur Paris & Co, avec la participation du Comité d'organisation des JO de Paris. Une structure coordonnée par Matthieu Péché, médaillé de

bronze à Rio en 2016 en canoë et désormais manager chez Team Vitality sur Counter-Strike.

« On aurait pu surfer sur la vague des JO. Notre idée était d'organiser des compétitions satellites un peu partout en France avec une fin de tournoi à Paris, confie aujourd'hui celui-ci. Les discussions avançaient dans le bon sens avec le CIO. Mais nous souhaitions un mix dans le choix des jeux, comme l'intégration du jeu Rocket League qui avait dopé les audiences à Singapour lors du tournoi d'exhibition. Mais la candidature n'a pas été acceptée. »

### Création d'une nouvelle épreuve

Car fin juin 2023 – soit un mois après la victoire à domicile de Vitality au Major de Counter-Strike –, se déroulait justement, pour la première fois, une compétition estampillée Olympic Esports Week à Singapour qui avait valeur de test grandeur nature. Las... ce tournoi a été loin d'atteindre des audiences

olympiques, ne satisfaisant ni l'écosystème des clubs et joueurs pros, ni les fans d'e-sport.

La raison ? Souhaitant coller à « l'esprit olympique » selon ses termes, le CIO a sélectionné, pour l'essentiel, des jeux de simulation sportive – Swift (cyclisme), Just Dance (danse), Fortnite (tir), etc. –, et aucune des franchises d'e-sport les plus populaires : League of Legends, Dota 2, Counter-Strike, etc.

Après cette tentative emballée et très accaparée par les JO de Paris, le CIO laisse depuis planer l'idée que sa Olympic Esports Week ne reviendra pas avant 2025, sauf surprise de dernière minute, où elle est attendue du côté du Japon. Mi-juin l'organisation de Lausanne a fait savoir que son comité exécutif avait proposé la création d'une nouvelle entité, les Olympic Esports Games, dont les contours seront dévoilés le 23 juillet et a précisé qu'un pays hôte pour la prochaine édition de

sa compétition e-sportive serait révélé bientôt. « Ce ne sera pas à Paris, mais il y aura d'autres opportunités dans les années à venir, se projette Matthieu Péché. Nous avons déjà tout le squelette de la candidature, ce n'est pas du travail perdu. »

En attendant, cette compétition du CIO est en train de voir émerger un tournoi d'envergure mondiale se déroulant en Arabie saoudite, l'Esports World Cup, réunissant toutes les stars et licences phares de l'e-sport et dont la première édition démarre ce mercredi. « Le risque pour le CIO va être de proposer un sous-produit. Et s'ils finissent par vouloir mettre certaines licences phares de l'e-sport à l'affiche, il faudra encore que les éditeurs de ces jeux soient d'accord et que le CIO mette la main à la poche, pointe un expert du secteur. C'est le sens de l'histoire que l'e-sport ait son tournoi olympique mais la bonne formule est loin d'avoir été trouvée. »

— N.R.

# La Californie veut limiter l'usage du smartphone à l'école

## RÉSEAUX SOCIAUX

**En Californie aussi, les smartphones sont accusés de nuire à la santé mentale des enfants et des adolescents.**

**Hortense Goulard**

— Correspondante à San Francisco

En Californie, la patrie des smartphones, ces derniers ne seront bientôt plus les bienvenus dans les écoles. Le district scolaire de Los Angeles a pris la décision, le mois dernier, de limiter l'accès des élèves à leurs téléphones portables pendant la journée. Le 18 juin, le gouverneur de l'Etat, Gavin Newsom, s'est, lui aussi, dit favorable à une interdiction généralisée du portable à l'école.

« Les réseaux sociaux nuisent à la santé mentale de nos jeunes », écrit le gouverneur, qui a lui-même quatre enfants d'âge scolaire. « Lorsque les enfants et les adolescents sont à l'école, ils doivent se concentrer sur leurs études et non sur leurs écrans. » Le démocrate, qui ne donne pas plus de précisions à ce stade, veut travailler avec les élus californiens pour définir de nouvelles règles.

Dans un parc de San Francisco, un groupe de lycéennes en vacances ne sont pas convaincues. « Quelle que soit la règle, les élèves trouveront une façon de la contourner », assure Lily. « Dans mon collège, les smartphones étaient interdits et les gens se cachaient aux toilettes pour tourner des vidéos et les poster sur TikTok », ajoute Hazel.

Elle explique qu'elle écoute de la musique en cours. « Cela m'aide à me concentrer parce que cela bloque les bruits de fond », assure-t-elle. « Et

qu'est-ce qui se passerait en cas d'urgence ? », renchissent ses amies. « Cela pourrait poser des problèmes de sécurité ou en cas de pépin de santé. » « Parfois c'est une journée pourrie et j'ai juste envie d'avoir mon portable avec moi », dit Ayumi en riant. Les quatre lycéennes reconnaissent que les smartphones n'aident pas toujours les élèves à se montrer sociables. « Parfois quand on se sent mal à l'aise, on sort tout de suite son portable au lieu de parler aux autres », relève Lily, qui n'est pas pour autant favorable à une interdiction.

Dans le district de Los Angeles, les modalités restent à définir. « Il y aura des différences entre les écoles », affirme la présidente de la commission scolaire, Jackie Goldberg, « mais l'idée est très simple. Si vous amenez votre portable à l'école, vous le rangez à votre arrivée. Vous le placez dans un casier ou dans un sachet [...] et vous le récupérez au moment de rentrer chez vous. »

### Un problème majeur

Aux Etats-Unis, 72 % des professeurs de lycée considèrent que la distraction liée aux smartphones pose un problème majeur, selon une étude du Pew Research Center. La plupart des écoles américaines ont déjà mis en place des règles sur l'utilisation des portables à l'école, mais 60 % des professeurs de lycées considèrent qu'elles sont difficiles à mettre en œuvre.

Depuis quelques années, l'inquiétude grandit aux Etats-Unis concernant l'impact des réseaux sociaux sur la santé mentale des adolescents. Une lanceuse d'alerte, Frances Haugen, avait tiré la sonnette d'alarme en dévoilant des documents internes à Meta, qui mettaient en garde contre les effets négatifs d'Instagram sur l'estime de soi de certaines adolescentes.

## Bayard Jeunesse lance sa nouvelle plateforme

### ÉDITION

**Le leader dans la presse jeunesse vient de lancer BayaM, sa nouvelle plateforme par abonnement pour enfants et adolescents.**

**Fabio Benedetti Valentini**

S'il risque de surexposer les enfants aux écrans inquiète à juste titre les parents, le type de plateforme peut faire une grosse différence. C'est la conviction en tout cas de Bayard Jeunesse qui a lancé lundi BayaM, une plateforme repensée de fond en comble pour les plus petits.

Le pari est celui d'une offre par abonnement, multi-formats (vidéo, audio, Webtoons, écrit, jeux, etc.), sans algorithme et sans publicité. Le premier éditeur français de magazines pour enfants (7 millions de lecteurs mensuels au total pour ses titres dont « Pomme d'Api ») avait une appli pour smartphones et tablettes, mais elle était essentiellement tournée vers l'audio.

**Aider les enfants à grandir**  
Pour contrer des géants comme YouTube, Netflix ou TikTok et répondre aux nouvelles habitudes de consommation, Bayard Jeunesse a changé son approche concernant la vidéo et en propose désormais avec un certain volume (26 % des contenus de la nouvelle plateforme). Mais le groupe reste fidèle à ses principes. « La plupart des plateformes sont pensées pour les adultes et voient le public jeunesse comme un relais de croissance ; au contraire,

avec BayaM nous partons des enfants, comme nous le faisons sur l'ensemble de nos supports, pour les aider à grandir en confiance », explique Hélène des Monstiers, directrice adjointe de Bayard Jeunesse.

La « curation » des contenus de BayaM est entièrement assurée par une équipe éditoriale. Côté tarification, les familles abonnées à des titres de presse peuvent avoir accès à BayaM avec 2 euros en plus par mois ; si on n'est pas déjà abonné, le prix est de 5,99 euros par mois.

D'ici un an, l'objectif pour BayaM est d'avoir 100 000 abonnés, soit plus du double par rapport à l'ancienne appli. A terme, les revenus numériques du pôle jeunesse (qui inclut aussi la maison d'édition Milan) devraient atteindre 20 millions d'euros sur base annuelle contre 12 millions d'euros en 2022-2023. L'offre numérique pour les plus petits est aussi composée de l'appli éducative La Maternelle Montessori et de News-O-Matic, média digital d'actu pour les Nord-Américains. L'enjeu est aussi économique. Récemment, La Lettre évoquait des pertes pour Bayard. Le groupe, qui vient de clore son exercice, ne communique pas de chiffres. Il prévoit une marge opérationnelle positive mais en recul du fait du repli des diffusions et de la publicité du pôle presse (« La Croix », « Le Pèlerin », etc.), ainsi que des investissements en cours. ■

**100.000**

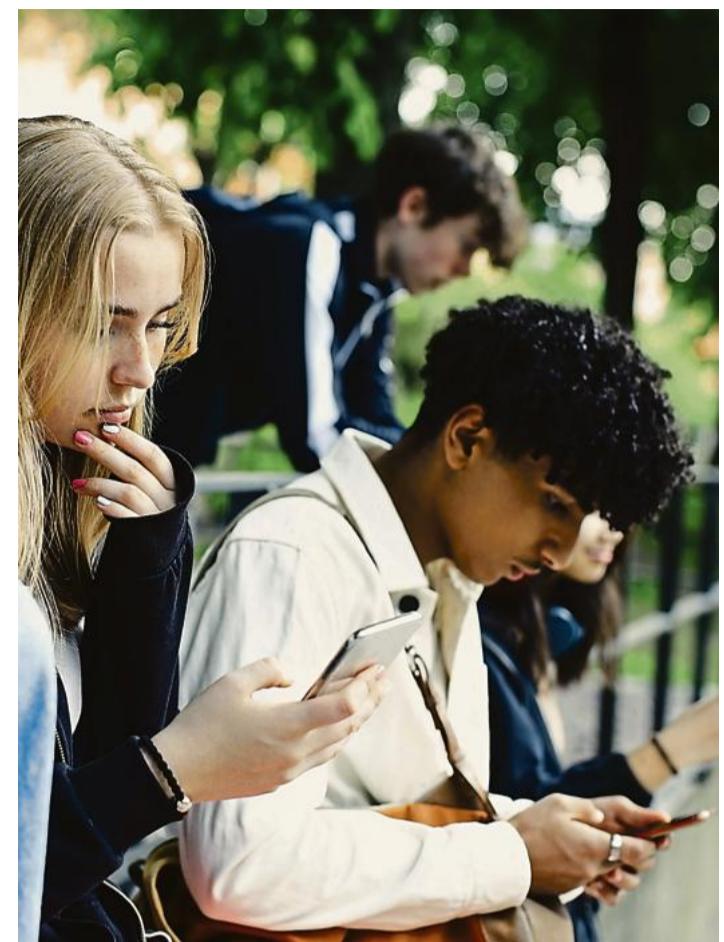
### ABONNÉS

C'est l'objectif que s'est fixé Bayard Jeunesse pour BayaM, d'ici un an.

pendant les cours. Ils ont les yeux fixés sur leurs écrans lorsqu'ils marchent dans les halls. Ils ne se parlent pas, ni ne jouent pendant le déjeuner ou dans la cour de récréation parce qu'ils portent leur AirPods. »

Près d'un adolescent américain sur cinq dit utiliser TikTok et YouTube « presque constamment ». Ces chiffres sont beaucoup plus élevés pour les élèves noirs ou latino. Un tiers des jeunes hispaniques utilisent TikTok en permanence, ou presque, contre 10 % seulement des élèves blancs.

La Californie n'est pas le seul Etat à légiférer contre l'utilisation des portables à l'école. L'année dernière, le gouverneur de Floride Ron DeSantis, républicain et grand rival de Gavin Newsom, a signé une loi interdisant l'usage du smartphone en classe. L'Indiana a demandé à ses districts scolaires de prendre des mesures semblables, tandis que le Vermont, la Virginie et l'Oklahoma y refléchissent aussi. ■



Depuis 2011, le district scolaire de Los Angeles interdit aux enfants d'utiliser leurs portables en classe. Photo iStock

1ÈRE CHAÎNE INFO  
SAISON 2023-2024

BFM TV.

NOTRE PLUS BELLE Médaille  
C'EST VOUS

Source : Audiences / Médiamétrie - Médiamat

# Ces plateformes qui inventent des matériaux grâce à l'IA

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Plusieurs jeunes entreprises sont nées ces derniers mois dans le domaine de la science des matériaux pour accompagner les industriels.**

**L'une d'entre elles, Altrove, lève 3,7 millions d'euros.**

**Camille Wong**

Un logiciel pour créer des matériaux ? L'idée ne va pas forcément de soi, mais ce serait oublier la révolution de l'intelligence artificielle qui s'immisce dans tous les secteurs. C'est en tout cas le parti pris de plusieurs start-up, comme la française Altrove, qui vient de réaliser une augmentation de capital de 3,7 millions d'euros. Un tour mené par le britannique Contrarian Ventures, rejoint par Emblem et des business angels.

La société, qui vient de naître, a créé une plateforme dont l'objectif est de développer de nouveaux matériaux, en particulier les plus critiques utilisés dans les technologies climatiques, les véhicules électriques et l'électronique. Celle-ci s'accompagne d'un laboratoire qui devrait, à terme, être automatisé, pour tester dans le monde réel et itérer les différentes « recettes » chimiques formulées par le logiciel.

« Il y a une centaine de produits chimiques sur terre, un matériau est la combinaison de ces matériaux-là. Dès que l'on passe à trois éléments, cela devient dur de prédire les combinaisons, et on se retrouve vite avec des millions de possibilités », remarque Thibaud Martin, cofondateur de la société avec Joonatan Laulainen,

« Deux axes principaux sont recherchés par nos clients : la décarbonation et la performance. »

SARAH NAJMARK  
Cofondatrice d'Osum. AI

un chercheur spécialisé dans l'intelligence artificielle appliquée à la synthèse de matériaux.

### Les Gafam dans la course

La start-up cherche à « trouver la recette optimale » pour créer les éléments, plutôt que prédrer les combinaisons de matériaux. Dans la prédition, les Gafam comme Microsoft et DeepMind (filiale de Google) ont réalisé des pas de géants en la matière.

Début janvier, le premier a annoncé avoir découvert un nouveau matériau qui pourrait, selon ses dires, réduire de 70 % l'utilisation du lithium dans les batteries.

Le second a indiqué fin 2023 avoir découvert 2,2 millions de matériaux, dont 380.000 « stables », grâce à son IA Graph Networks for Materials Exploration. Selon DeepMind, la quantité de matériaux stables découverte correspondrait à l'équivalent de huit cents années de recherche scientifique.

Un des ingénieurs de DeepMind, Jonathan Godwin a d'ailleurs fondé Orbital Materials en 2022.

L'entrepreneur aurait développé un modèle fondamental pour les atomes, avec l'objectif de produire ses propres matériaux, notamment dans la captation carbone.

« C'était un domaine assez peu connu, mais qui l'est de plus en plus. La recherche de ces géants contribue à sa notoriété et crée de l'intérêt dans l'écosystème start-up. C'est comme AlphaFold dans les médicaments », remarque Sarah Najmark, cofondatrice d'Osum. AI. Ce modèle d'IA de Google DeepMind permet notamment de prédire les ingrédients pour les nouveaux médicaments.

### Aéronautique, packaging, terres rares...

Osum. AI, elle, est une start-up qui développe une plateforme et un modèle d'IA dans le but d'identifier les matériaux les plus « prometteurs » pour répondre au cahier des charges des industriels. Elle outille les départements R&D des industriels dans les secteurs comme l'aéronautique, les cosmétiques ou les packagings en général.

« L'aéronautique a des enjeux dans le développement de matériaux plus légers pour réduire la consommation de carburant, les packagings sont en recherche d'éléments biosourcés. Deux axes principaux sont recherchés par nos clients : la décarbonation et la performance », poursuit la cofondatrice, associée à Luisa Bouneder, toutes deux ingénieries de formation et passées par l'accélérateur Y Combinator.

Leur start-up, née en 2023, a levé 2,6 millions de dollars, auprès de Y Combinator, Singular, Kima Ventures, Collaborative Fund, ou encore de Raise Phiture, Sequoia Scout et Atomico Angel. De son côté, Altrove et sa mini-usine nouent des partenariats avec les industriels ou vendent des licences de propriété intellectuelle. L'un de ses principaux projets concerne le développement de poudre magnétique sans terres rares, très utilisée dans les aimants pour les éoliennes, les panneaux solaires et les batteries, domaines dans lesquels l'Union européenne dépend largement du marché chinois. ■



Altrove dispose d'un laboratoire qui devrait, à terme, être automatisé, pour tester dans le monde réel et itérer les différentes « recettes » chimiques formulées par son logiciel. DR

# L'industrie, un territoire favorable pour les jeunes pousses du logiciel

## ÉCOSSYSTEME

**Cognyx fait partie des jeunes pousses de la French Tech qui offrent des solutions aux grands industriels.**

**L'objectif de cette société, qui vient de lever 1,7 million d'euros, est de les aider à raccourcir les cycles d'ingénierie en unifiant la donnée.**

**Adrien Lelièvre**

La réindustrialisation de la France est en marche. Les start-up prennent part à cette dynamique fragile grâce au soutien du plan France

2030 et aux actions de Bpifrance. Les usines d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec celles d'antan. Elles sont propres et, bien souvent, ont besoin de logiciels à toutes les étapes pour produire des biens manufacturés.

Cognyx en est l'illustration. Cette jeune poussée a développé un logiciel qui permet aux ingénieurs de collaborer sur une source unique de données pour travailler sur le design de pièces, leur industrialisation et l'optimisation de leur chaîne approvisionnement. « Une des raisons pour lesquelles les cycles d'ingénierie sont si longs, c'est que les données sont épargnées entre plusieurs départements », remet en perspective Matthias Berahya-Lazarus, son patron.

L'objectif de Cognyx est d'aider les industriels à gagner en efficacité et donc en compétitivité. La plateforme aide également à intégrer des

règles et contraintes d'ingénierie dans les processus, ce qui permet d'atteindre plus aisément les objectifs de conception (standardisation des pièces, qualité, coût, délais, poids, etc.).

La jeune poussée, qui vient de lever 1,7 million d'euros auprès de Bpifrance Digital Ventures et de plusieurs business angels (Christophe Raynaud, Roxanne Varza, Ning Li, etc.) a vu le jour au sein du start-up studio OSS Ventures, qui s'intéresse aux opérations dans l'industrie.

### Complexité inhérente au secteur

« La méthodologie d'OSS Ventures est toujours la même et elle est excellente : elle consiste à aller voir trois à cinq usines par semaine et à demander aux industriels quels sont les problèmes les plus fréquents et massifs qu'ils rencontrent. Quand les problèmes reviennent souvent et sont suffisamment gros, OSS Ventures va chercher les bons entrepreneurs pour créer une start-up sur le sujet », rapporte Matthias Berahya-Lazarus.

Parmi les projets nés dans le giron du start-up studio, il y a Fabriq, une solution de gestion d'atelier pour l'industrie 4.0 ; Kraft, un logiciel de gestion de projet pour les équipes sans bureau et à distance, Mercateam, un outil d'organisation et de gestion du personnel dans les usines ; Niagara, spécialisé dans la gestion des données industrielles... Historiquement, les mondes du logiciel et de l'industrie se parlaient assez peu. A fortiori dans un pays comme la France, qui a beaucoup parié sur le développement des services ces quarante dernières années. Logiquement, les jeunes pousses de la French Tech ont concentré leur attention sur la créa-

tion de logiciels de comptabilité, de paie, de ressources humaines ou des marketplaces pour l'e-commerce. « Il y a une complexité inhérente forte dans l'industrie. En outre, c'est un sujet qui peut paraître pas sexy, même si c'est subjectif », souligne Simon Dawlat, président-directeur général de Batch, qui a investi dans Cognyx.

### Moins concurrentiel

Les besoins ne manquent pourtant pas. Renan Devillieres, le fondateur d'OSS Ventures, aime rappeler que l'industrie et les opérations représentent 25 % du PIB mondial, mais moins de 1 % des fonds levés par les jeunes pousses. Résultat : les industriels ont souvent recours à des logiciels vétustes et qui sont compliqués à interfaçer avec d'autres outils.

« Dans l'industrie, il y a un champ d'innovations très ouvert », se réjouit

Matthias Berahya-Lazarus, qui espère secouer le secteur avec des idées neuves. L'autre avantage des logiciels pour l'industrie, c'est que la concurrence est moins intense et la rétention des clients très forte si le logiciel donne satisfaction. Une bonne nouvelle pour Cognyx, qui assure être déjà en train de déployer sa solution chez un grand équipementier automobile. ■



## NEWSLETTER START-UP

Levée de fonds, décryptages, chiffres clés... Pour ne rien rater de l'actualité de la French Tech et des start-up, abonnez-vous à notre newsletter (du lundi au vendredi).

# L'ex-scientifique en chef d'OpenAI met Tel-Aviv en effervescence

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Ilya Sutskever a annoncé l'ouverture de bureaux de recherche en Israël, et en Californie pour sa start-up Safe Superintelligence.**

**Une bonne nouvelle pour le monde de la tech israélienne secoué par la guerre.**

**Pascal Brunel**

Un mois après avoir claqué la porte d'OpenAI, qui a développé le célèbre robot conversationnel ChatGPT, Ilya Sutskever a décidé de lancer un rival à son ancienne entreprise. Baptisé « Safe Superintelligence », il s'agit d'une organisation à but non lucratif, comme l'était OpenAI à ses débuts. Ce choix n'est pas surprenant car Ilya Sutskever reprochait à Sam Altman, son ancien associé, de privilégier les résultats financiers et commerciaux en négligeant les dangers que font courir des systèmes capables d'apprendre eux-mêmes et de devenir plus performants que l'homme.

Autre particularité : Ilya Sutskever et ses deux autres cofondateurs, dont Daniel Levy, diplômé de Polytechnique et ancien responsable technique au sein d'OpenAI, ont choisi d'ouvrir des bureaux de R&D à Palo Alto (en Californie) et... à Tel-Aviv. Selon le dirigeant, ces deux villes constituent un vivier idéal pour recruter « les meilleurs talents techniques ». Ses objectifs sont donc clairs : recruter les plus grands spécialistes dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA) et trouver des garde-fous pour que cette technologie ne se substitue pas à l'être humain.

Dans un premier temps, Ilya Sutskever n'a pas donné de détails sur cette nouvelle entité. Mais son annonce a provoqué immédiatement une effervescence parmi les professionnels israéliens du secteur.

« Globes », un quotidien économique israélien, a estimé, en citant des chasseurs de têtes, que la fourchette des salaires

mensuels des futurs « cervaux » qui seront embauchés devrait varier entre un plancher de 15.000 euros par mois et atteindre 25.000 euros, voire plus pour les plus expérimentés. Un argument de poids alors que de plus en plus de talents partent à l'étranger pour des postes très bien rémunérés. Selon le journal, quelque 800 spécialistes israéliens de l'IA, ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans des entreprises tech ou des start-up, pourraient correspondre aux profils recherchés par Safe Superintelligence.

Sur le papier, le choix des deux villes paraît logique, bien que Tel-Aviv se situe dans un pays en guerre depuis le 7 octobre dans la bande de Gaza à la suite de massacres commis par le Hamas. « Dans ces conditions, l'annonce d'Ilya Sutskever ne pouvait pas mieux tomber », souligne un cadre d'une entreprise spécialisée dans l'IA.

### Ralentissement

Malgré cet environnement géopolitique très tendu, Tel-Aviv conserve en effet de très nombreux atouts pour justifier sa réputation de terre promise pour la high-tech. Exemple avec le classement 2024 des meilleurs écosystèmes de start-up dans le monde établi par l'institut Global Startup Ecosystem. Tel-Aviv se classe quatrième, en gagnant une place par rapport à l'an dernier, derrière la Silicon Valley, New York et Londres, mais à égalité avec Los Angeles, alors que Paris, en progression, est en 14<sup>e</sup> position.

Israël compte 2.300 start-up d'IA, soit un quart des entreprises tech du pays. Selon un récent rapport réalisé par Rise Israel et Google, les investissements dans les start-up d'IA génératives israéliennes ont progressé de 85 % entre 2020 et 2023. Mais c'est bien moins qu'en Europe (300 %) et aux Etats-Unis (900 %). Plus largement, les start-up israéliennes ont levé 2,9 milliards de dollars au deuxième trimestre 2024, le niveau le plus élevé de ces deux dernières années, selon IVC Data and Insights et Leumi-Tech. Ce montant inclut le méga tour de table de 965 millions de dollars réalisé par l'entreprise de cybersécurité Wiz. ■

# Au Creusot, le retour en force de l'industrie

- La ville-usine de Saône-et-Loire n'a jamais lâché ses savoir-faire.
- Elle s'est diversifiée et a pris le train de la réindustrialisation.

## TERRITOIRES

**Monique Clemens**  
—Correspondante à Besançon avec Lucile Meunier

Du haut de ses 21 mètres, le marteau-pilon de l'ancienne forge, un temps le plus puissant du monde, trône toujours à l'entrée du Creusot et l'industrie locale a retrouvé de sa superbe. Après le dépôt de bilan de Creusot Loire, en 1984, qui marquait aussi la fin de l'épopée des Schneider, la page industrielle n'a jamais été tournée dans la ville-usine de Saône-et-Loire où les entreprises ont maintenu les savoir-faire et fait le dos rond. Mais depuis quelques mois, les contrats pluviotent.

La relance nucléaire annoncée par Emmanuel Macron en 2022 à Belfort met l'usine Framatome en ébullition. Avec sa forge XXL héritée de la dynastie Schneider – famille lorraine arrivée en 1836 pour profiter du bassin houiller –, elle a recruté 100 salariés en 2023 et en intégrera autant en 2024. En six ans, son effectif est passé de 250 à 500 personnes. « La charge a doublé en cinq ans et augmente de 10 % par an », confirme Laurent Gless, le directeur du site creusotin. Au programme : les cuves de réacteurs des six futurs EPR français et de celui de Sizewell, au Royaume-Uni, et les pièces de la chaudière du futur porte-avions nucléaire. « On forme, on intègre et tous nos jalons sont tenus. C'est du jamais vu dans le nucléaire », assure-t-il.

### Renforts d'Outre-Mer

Quarante ans après la fin de Creusot Loire, l'industrie pèse 40 % de l'emploi et les usines locales recrutent techniciens et ingénieurs à tour de bras. Des bras que la Communauté urbaine Creusot-Montceau (CUCM), qui compte quelque 90.600 habitants, tente d'aller chercher jusqu'en Outre-mer, avec la signature, en juillet, d'un partenariat expérimental avec l'UIMM et

l'association des communes et collectivités d'Outre-mer pour attirer de jeunes ultramarins. La collectivité va aussi devoir relever les défis du logement, de la mobilité...

A Montceau-les-Mines, dans cette même communauté urbaine, le site de l'ex-centrale à charbon Lucy, dont l'activité a stoppé en 2014, s'apprête à revivre. Frédéric Faroche, président de GazelEnergie, est venu annoncer en juin la fin de son démantèlement, qui aura coûté 15 millions, et un investissement de 11,5 millions dans un parc photovoltaïque. « Ici on vise deux futurs : la production d'énergie verte et, sur ce site labellisé "clés en mains France 2030", une terre d'accueil pour les industriels », promet-il.

Au début de l'année, le joaillier MCGP avait annoncé son arrivée sur la zone Coriolis voisine de la gare TGV, dans une manufacture qui devrait employer 350 personnes d'ici à 2027. Quelques jours plus tôt, Jimmy avait dévoilé son projet d'usine de pièces de structures pour petits

**Le site industriel du Creusot, en pleine ville, est un concentré d'acteurs mondiaux du nucléaire, du ferroviaire, de l'acier, de la machine tournante et de l'aéronautique.**

réacteurs nucléaires sur la même zone. Un investissement de 100 millions et la perspective de 300 emplois. « Il y a ici une culture industrielle forte, des compétences, et nous sommes à 1 h 15 en TGV de Paris et de Lyon, un autre fief du nucléaire », détaille Antoine Guyot, cofondateur de la start-up.

Le site industriel du Creusot, en pleine ville – que les Schneider avaient créée autour des usines –, est un concentré inédit d'acteurs mondiaux du nucléaire, du ferroviaire, de

l'acier, de la machine tournante et de l'aéronautique. Une diversification qui fait sa force, estime David Marti, maire PS de la ville depuis 2016 et président de la CUCM. Le lamoir d'Industeel jouxte la forge de Framatome et lui fournit ses aciers spéciaux en circuit court. Héritière des Schneider et filiale d'ArcelorMittal, l'aciérie emploie 700 salariés et a lancé, en 2023, un investissement de 52 millions dans un nouveau processus de « coulée verticale ».

Il y a là aussi Alstom, dont le site est spécialisé dans les bogies de trains, trams et métros (800 salariés) et Safran (300 salariés) qui, arrivé en 1987, avait sonné la réindustrialisation. Au Creusot, l'équipementier aéronautique s'apprête à injecter 18 millions pour faire passer sa production de disques de turbines pour moteurs d'avions de 4.000 à 6.000 par an. Et chez sa voisine Thermodyn, filiale de l'américain Baker Hughes spécialisée dans les compresseurs intégrés pour les marchés du pétrole et du gaz, plus de 10 millions seront investis dans un bâtiment d'essais fin 2024. « Il permettra de doubler nos capacités de test », précise Florent Boche, président de l'ETI de 400 salariés.

« Le renouveau de l'industrie au Creusot, c'est tout sauf un miracle », défend David Marti : « Depuis trente ans, mes prédécesseurs ont fait le choix de ne pas laisser tomber l'industrie et, avec la région, l'Etat, la banque des territoires et des part-

naires privés, nous avons investi des millions d'euros sur les sites à fort potentiel, l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et le soutien à certaines filières. Toutes les pièces du puzzle sont en train de s'assembler. »

Porté par la CUCM à hauteur de 16 millions, un technopôle d'innovation baptisé Hub & Go ouvrira en octobre et trois start-up ont déjà été présélectionnées pour s'y installer. La collectivité avait aussi soutenu la création, en 2011, à Montceau-les-Mines, du Mecateam Cluster qui fédère 150 entreprises des travaux ferroviaires, met à leur disposition formations et équipements d'essais, et stimule l'innovation. « Des rames de ballastage automatisées, des systèmes anticollision ou de télémaintenance des engins », détaille Didier Stainmesse, président du cluster et patron de Novium.

Sa PME de 92 salariés, à Montceau, est à pied d'œuvre pour concevoir les 40 machines commandées pour le chantier du Grand Paris Express, et son chiffre d'affaires devrait bondir de 13 millions d'euros en 2023 à 30 millions en 2025. Pour recruter, il s'est allié avec Michelin, qui emploie 1.200 salariés à Blanzy, à quelques kilomètres. Très engagé dans la réduction de l'empreinte environnementale de l'usine de pneumatiques, son dirigeant, Sascha Kettler, un Allemand arrivé de Pologne en 2021, est devenu l'un des plus fervents défenseurs de cette terre industrielle. ■

minuant nos coûts logistiques, est assez stratégique », explique Pierre-Henri Jany, directeur commercial de SGT.

Le rythme des implantations va s'accélérer sur SaôneOr, bientôt directement branchée à l'autoroute A6 avec la mise en service, en septembre, d'un demi-diffuseur. Cette zone de 80 hectares labellisée « site clé en main France 2030 » en 2020 avait été rachetée par le Grand Chalon en 2009 qui, depuis, y a investi 30 millions. D'ici à fin 2026, six nouvelles usines devraient y avoir poussé : Vicky Foods, Atlantic, Iten, Aérométal, CMPhy et la Manufacture de Chalon.

« Soit 2.000 emplois industriels de plus, qui s'ajoutent aux 600 recrutements annoncés par Framatome dans les trois ans », comptabilise Sébastien Martin, le président divers d'Or de la Grand Chalon de Thomas, annoncé pour octobre. Spécialisée dans le contrôle non des-

seur de l'industrialisation des territoires au sein de l'association des Intercommunalités de France, qu'il préside. Et SaôneOr, à ce titre, est un peu son laboratoire.

### On a gagné 18 mois

Dans cette agglomération de 114.000 habitants, où 10.000 des 40.000 emplois sont industriels, il va falloir maintenant trouver les 2.600 paires de bras nécessaires. « Mais les problèmes de recrutement sont de bons problèmes », balai l'élu, qui a mis sur pied un salon de l'emploi d'une journée, deux fois par an, ainsi qu'une opération intitulée Viva Factory pour faire découvrir l'industrie aux collégiens et lycéens.

Parmi les six projets, le premier sera celui de la Manufacture de Chalon, sous-traitant maroquinier et nouvel atelier de la Maroquinerie Thomas, annoncé pour octobre. Spécialisée dans le contrôle non des-

structif, la société chalonnaise CMPhy, qui monte en puissance dans l'armement et le nucléaire, devrait suivre en fin d'année. Le nantais Atlantique lance cet été les travaux de son usine de pompes à chaleur, et ceux du lyonnais Iten démarreront en 2025 pour assembler ses micro-batteries lithium ion. Quant à l'usine de pain de mie de l'espagnol Vicky Foods, elle devrait ouvrir début 2025, quelques mois avant Aérométal.

« En s'installant sur SaôneOr, où toutes les études d'impact sont faites, on a gagné dix-huit mois ; c'était une vraie opportunité », estime Clarisse Maillet, la directrice générale d'Aérométal. Cette PME locale de 20 salariés, qui se développe dans le tri et la préparation des métaux critiques, s'apprête à investir 9,5 millions d'euros dans un bâtiment qui va doubler sa capacité.

— M. Cl.



Le marteau-pilon de l'ancienne forge Schneider, un temps le plus puissant du monde, trône toujours à l'entrée du Creusot.

Pierre Gleizes / RÉA

## BSE Electronic décolle dans la sécurité

**Pour répondre à un contrat avec un « grand acteur » de la sécurité, la PME de Saône-et-Loire spécialisée dans les cartes et équipements électroniques s'apprête à investir et à recruter.**

Depuis quelques mois, toutes les équipes de BSE Electronic sont en ordre de bataille. Marc Balusaud, le président de la PME du Creusot, ne peut pas nommer le donneur d'ordre du joli contrat qui justifie cette effervescence, mais évoque néanmoins « un grand acteur français de la sécurité et de la domotique ». En ce début d'été, après deux phases de validation, la production des cartes et équipements électroniques pour ce client mystère démarre.

Signé il y a un an, le contrat évalué entre 7 à 8 millions d'euros représente près de la moitié du chiffre d'affaires 2023, de 16 millions d'euros, de cette entreprise bourguignonne de 75 salariés. Il devrait mobiliser ses ateliers une bonne partie de l'année 2025. « Il y a eu environ neuf mois de mise en place d'une équipe industrielle dédiée, et notamment des testeurs, puisque le produit est destiné à des applications sans fil qui demandent un haut niveau d'exigence », précise le dirigeant.

### « Beau challenge »

BSE Electronic compte 25 clients dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de la sécurité ou encore de la santé pour des objets connectés, essentiellement. Des montres, lasers industriels, dispositifs de traitement de l'eau, machines à café, machine de modelage pour soins esthétiques, systèmes de reconnaissance faciale ou encore équipements informatiques.

Pour concevoir et produire les 250.000 pièces attendues, BSE Electronic s'est réorganisée afin de disposer d'un îlot de test. La société devrait aussi recruter une vingtaine de techniciens supplémentaires d'ici à 2025 et se doter de nouveaux équipements. « Le client a fait le choix du made in France et c'est un très beau défi industriel », estime Sandrine Lonak, directrice commerciale et marketing.

marketing. « Et pour maintenir une fabrication française, il est nécessaire de s'équiper de machines de dernière génération, afin d'être optimum sur les prix et la qualité, et de former les équipes. »

BSE Electronic compte ainsi rapidement investir 300.000 euros dans des machines de découpe de circuits imprimés, de comtéage de composants par rayons X, de fabrication d'antennes radio, qui s'ajouteront à ses équipements de dernière génération : des lignes CMS (composant monté en surface) pour prototypes, moyenne et grande séries, des robots de montage et de collage, des machines d'inspection optique ou de séraphie...

### Pénurie de composants et matières premières

La production lancée, la PME reprend sa prospection pour d'autres marchés, après quatre années très compliquées où s'étaient succédé la crise du Covid, un gros projet de croissance externe qui n'avait finalement pu aboutir et, pour finir, la pénurie de composants et matières premières. Le fabricant de cartes électroniques creusotin veut maintenant rattraper son retard et accélérer. Il se concentre désormais sur des cibles d'une certaine taille et espère atteindre 20 à 25 millions d'euros de chiffre d'affaires d'ici trois ans. — M. Cl.

**« Pour maintenir une fabrication française, il est nécessaire de s'équiper de machines de dernière génération, afin d'être optimum sur les prix et la qualité, et de former les équipes. »**

**SANDRINE LONAK**  
Directrice commerciale et marketing

# O-I Glass investit 60 millions pour décarboner sa verrerie

## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

**Le fabricant ligérien de bouteilles en verre haut de gamme se dote d'un nouveau four.**

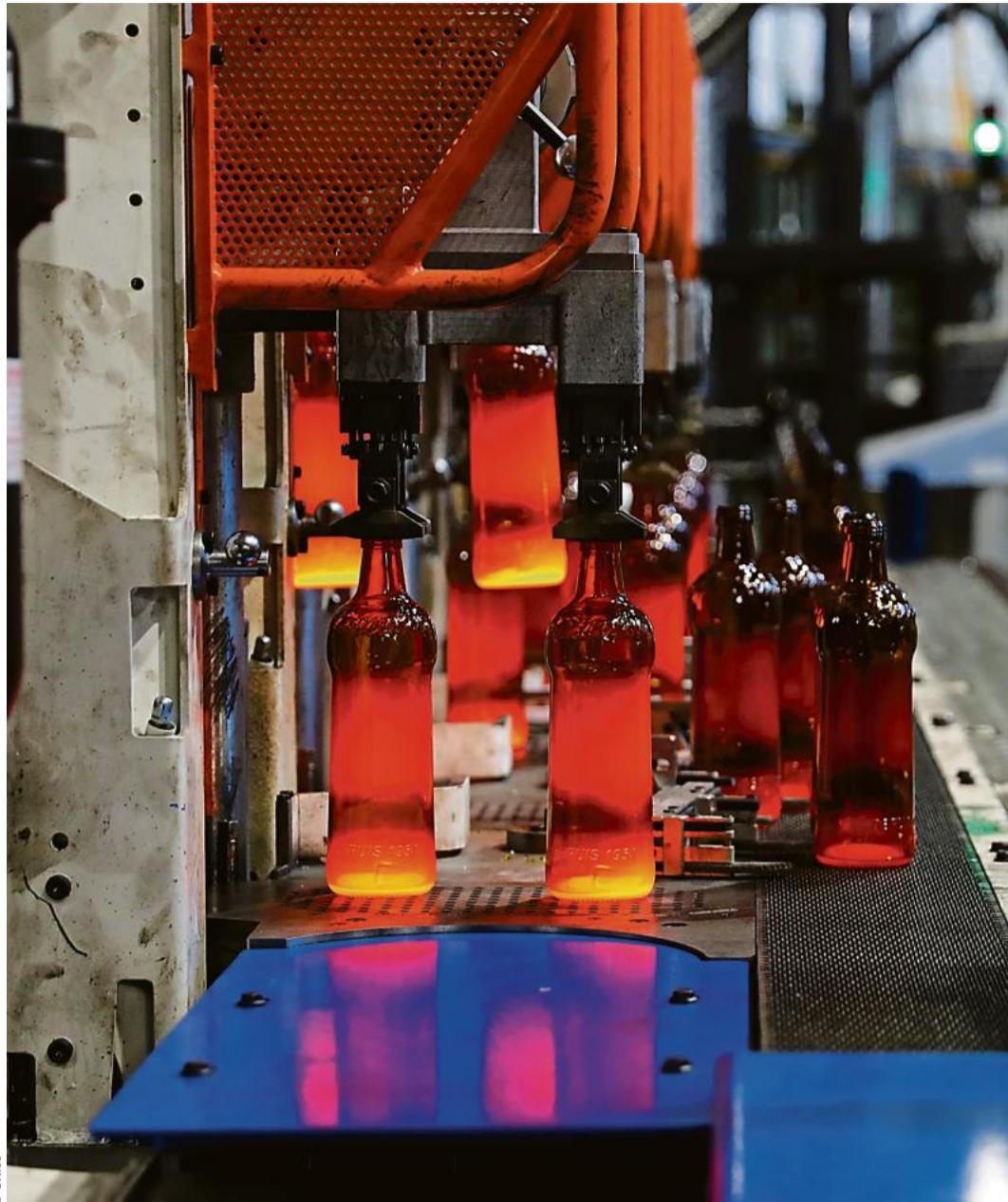
Françoise Sigot  
—Correspondante à Lyon

Dans un an, le four numéro 4 de l'usine O-I Glass de Veauche, dans la Loire, s'éteindra pour une centaine de jours. Pièce maîtresse de la fabrication de bouteilles en verre blanc pour le marché des spiritueux, du champagne et des rosés haut de gamme pour les grands acteurs du marché premium, notamment Ruinart, Rémy Cointreau, Clicquot, Moët Hennessy, cette installation sera remplacée par un nouveau four hybride. Une première pour le géant américain de la verrerie présent dans 19 pays et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 7,1 milliards de dollars en 2023.

« Cette technologie, alimentée à environ 70 % par l'électricité et 30 % par le gaz, est connue et fonctionne chez certains de nos concurrents, mais ce sera la première fois qu'elle sera exploitée par le groupe O-I Glass », note Bruno Delhorbe, directeur du site de Veauche d'O-I Glass. Cet équipement, qui se substituera à un four arrivant en fin de vie, alimenté exclusivement par du gaz, nécessite un investissement de 60 millions d'euros. Il devrait être opérationnel à l'hiver prochain et offrir une capacité de production de l'ordre de 190 tonnes par jour, identique à celle d'aujourd'hui. Anticipé avec les clients, cet arrêt ne nécessitera pas de report de production vers d'autres usines. « Nous réalisons actuellement des stocks qui nous permettront de servir normalement nos clients », indique le directeur.

## Récupérer la chaleur fatale

Le choix de cette technologie hybride a été essentiellement guidé par une volonté de décarboner la production. « C'est une véritable demande de nos clients de plus en plus attentifs à la RSE », explique le patron du site ligérien. Avec un niveau moyen d'alimentation électrique de 50 %, il table sur une réduction de l'ordre de



Dotée de 2 fours et de 7 lignes de production, l'usine produit environ 300 millions de bouteilles par an.

43 % des émissions de CO<sub>2</sub> de l'usine. Et ce, alors que l'autre four de l'usine consacré à la fabrication de bouteilles en verre de couleur chêne et changé en 2020 restera, lui, alimenté exclusivement par du gaz.

Au-delà de la décarbonation, le nouveau four ouvre des perspectives en matière de récupération des molécules de chaleur rejetées dans l'atmosphère. « Après dépolissage, les fumées qui sortent des nos fours sont aux alentours de 300 degrés, un système de récupération de ces calo-

## 43 %

**LA RÉDUCTION EN CO<sub>2</sub>**  
sur laquelle table la direction de l'usine, avec un niveau moyen d'alimentation électrique de 50 %.

ries nous permet de chauffer les eaux chaudes sanitaires de l'usine et de l'alimenter en chauffage », assure Bruno Delhorbe. Même plus, puisque la boucle interne ne consomme pas l'intégralité des calories. O-I Glass réfléchit donc avec la ville de Veauche, à un système externe pour alimenter des équipements collectifs. Dotée de 2 fours et de 7 lignes de production, l'usine emploie 270 personnes et produit environ 300 millions de bouteilles par an, en utilisant jusqu'à 87 % de verre recyclé. ■

# Engie Green se dote d'un grand parc éolien dans l'Aveyron

## OCCITANIE

**Le premier producteur français d'électricité éolienne a investi 47 millions d'euros dans le parc de Mélègues-Le Ferrio sur les monts de Lacaune.**

Laurent Marcaillou  
—Correspondant à Toulouse

Engie Green, filiale à 100 % d'Engie dédiée aux énergies éoliennes et photovoltaïques, vient d'inaugurer le parc éolien de Mélègues-Le Ferrio dans le sud de l'Aveyron. Composé de 14 éoliennes d'une puissance totale de 32,2 mégawatts, c'est le parc le plus important de l'entreprise en Occitanie. La forte ressource en vent, qui souffle 90 % du temps sur les monts de Lacaune, permettra de produire 100 gigawattheures d'électricité par an pour alimenter 100.000 habitants sans le chauffage.

L'entreprise a investi 47 millions d'euros dans le parc et levé, auprès de 163 investisseurs de la région, un financement participatif de

887.000 euros. Le fabricant allemand d'éoliennes Enercon, qui a une base d'une douzaine de techniciens à Lacaune (Tarn) pour la maintenance d'autres parcs, entreprendra les aérogénérateurs.

**Eoliennes de 100 mètres**  
L'électricité est vendue à l'Etat avec un contrat de 20 ans, à un prix fixe compris entre 60 et 70 euros le mégawattheure, inférieur au prix du marché d'environ 80 euros actuellement, l'Etat perçevant la différence. Le chiffre d'affaires du parc dépassera 6 millions d'euros par an. Son implantation a été soutenue par les collectivités locales, qui bénéficieront de 250.000 euros par an de recettes fiscales. Engie Green versera aussi 150.000 euros de loyers par an aux propriétaires des terrains.

Pour intégrer les éoliennes dans le paysage du Parc naturel régional des Grands Causses et s'adapter à la topographie montagneuse, l'entreprise a installé des modèles de l'ancienne génération dont les pales culminent à 100 mètres. « Leur puissance de 2,3 mégawatts est suffisante car le vent souffle fort, mais les fabricants ne produisent plus des éoliennes de cette taille », relève Frédéric Madec, responsable du développement

d'Engie Green en Occitanie.

*Les nouvelles éoliennes mesurent 150 mètres en moyenne pour baisser le coût de production de l'électricité.*

Malgré la montée de l'opposition aux éoliennes, le rythme d'installation a augmenté ces dernières années en France, mais doit encore doubler pour atteindre les objectifs de production d'énergies renouvelables. Ce secteur a fourni 10,3 % de la production nationale d'électricité en 2023. Engie Green compte treize parcs éoliens en Occitanie cumulant 218 mégawatts. Après la ferme de Mélègues, l'entreprise vient de construire une ferme de cinq éoliennes et 11,5 mégawatts à Villedaigne dans l'Aude et prépare le renouvellement de huit aérogénérateurs à Flou (Aude).

Engie Green développe aussi quatre nouveaux parcs dans l'Aude, le Tarn et la Haute-Garonne d'une puissance totale de 83 mégawatts qui sont autorisés par l'Etat, mais retardés par des recours en justice. C'est le premier producteur d'énergie éolienne en France avec une puissance installée de 2,5 gigawatts en janvier 2024, qui s'ajoute à 1,9 gigawatt d'énergie solaire. Ce pionnier de l'éolien installé à Montpellier emploie 640 salariés. ■

# Nice accouche dans la douleur de l'« immeuble-ville » Iconic

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**Ce bâtiment multi-activités construit par la Compagnie de Phalsbourg a coûté 120 millions d'euros.**

Vincent-Xavier Morvan  
—Correspondant à Nice

Un entrepreneur qui ne respecte pas la taille des poutres, obligeant le maître d'œuvre à tout faire démonter pour recommencer la charpente avec un autre prestataire ; un autre chargé du gros œuvre placé en liquidation judiciaire ; le Covid qui ralentit encore le chantier ; une instruction du parquet de Paris pour, entre autres, trafic d'influence, les magistrats suspectant des irrégularités lors de l'attribution du projet à la Compagnie de Phalsbourg par la municipalité en 2016 face aux trois concurrents Bouygues, Altarea et Sogeprom... Le moins que l'on puisse dire, c'est que le chantier d'Iconic, bâtiment en forme de diamant posé juste à côté de la gare de Nice, officiellement présenté récemment, n'a pas été de tout repos.

en sous-sol, une salle de spectacles dont la livraison est prévue l'an prochain.

Revêtu de panneaux en inox brossé teints d'une multitude de bleus foncés qui tendent vers le noir quand le soleil ne brille pas, Iconic semble avoir été très vite adopté par les habitants. Ils profitent d'un escalier mécanique et d'une promenade sécurisée pour se rendre à la gare voisine. Selon le promoteur, l'enseigne de vêtements Uniqlo, la première à ouvrir dès fin avril, a réalisé un chiffre d'affaires double de celui de ses prévisions pour son premier mois d'exploitation.

Le maire (Horizons) de la ville, Christian Estrosi, se félicite de cette « grande signature architecturale contemporaine juxtaposée à un ensemble bâti à partir des années 1860, lors de l'arrivée du chemin de fer », comparant ce geste à celui de la pyramide du Louvre. L'objectif de la revalorisation d'un quartier naguère mal famé semble déjà atteint. Reste à savoir si l'autre pari, celui de faire remonter des flux de visiteurs vers le quartier plus populaire situé au nord du bâtiment, après la voie rapide aérienne, sera lui aussi gagné. ■

# Overseed produira son huile de cannabis médical en France

## INNOVATEURS

Léo Da Veiga

Devenir le premier fabricant français de médicaments issus du cannabis médical : c'est l'ambition de la biotech Overseed installée à Orléans (Loiret), qui vient de boucler un nouveau tour de table à 4,7 millions d'euros annoncé ce mercredi. Réalisée en deux étapes, cette série A, dont la première partie de 1,2 million a été levée l'an dernier, est menée par Blast Club, le club d'investissement d'Anthony Bourbon, en partenariat avec UI Investissement. Un financement non dilutif de 2 millions (subvention et dette), en cours de signature, devrait porter l'enveloppe globale à 6,7 millions.

Après une première levée de 2,5 millions fin 2021, qui avait financé le démarrage des travaux de R&D, cette opération doit permettre à la société d'effectuer les dernières études de stabilité, puis d'obtenir une Autorisation de mise sur le marché (AMM) dès le premier trimestre 2025. L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a en effet annoncé en février dernier que les premiers traitements à base de cannabis médical seront disponibles en France dès l'an prochain.

Expérimenté sur le territoire national depuis mars 2021, le cannabis médical est utilisé pour pallier les douleurs et

## Il a dit



« Nous sommes en mesure d'espérer pouvoir commercialiser nos produits dès l'ouverture du marché. »

**HUGUES PÉRIBÈRE**  
Président-fondateur d'Overseed

# La néobanque Revolut dépasse les 2 milliards d'euros de revenus

- La fintech britannique a vu ses résultats exploser en 2023, avec un doublement de ses revenus et une multiplication par plus de 50 des bénéfices, selon le rapport annuel publié mardi.
- A fin juin, Revolut revendique 45 millions de clients dans le monde, dont plus de 3 millions en France.

## BANQUE

Romain Gueugneau

Revolut change de dimension. La néobanque britannique a enregistré des résultats record l'an dernier. Selon le rapport annuel 2023 publié ce mardi, ses revenus ont quasi-doublé en un an pour atteindre 1,8 milliard de livres sterling (soit 2,1 milliards d'euros). Les bénéfices ont littéralement explosé, à 344 millions de livres sterling (soit 395 millions d'euros), contre un peu moins de 6 millions en 2022 !

Rentable pour la troisième année consécutive – alors que sa concurrente N26 ne l'est toujours pas –, Revolut confirme ainsi sa capacité à gagner de l'argent et démontre l'efficacité de son modèle économique, avec un cap important franchi en termes de profitabilité. « Notre base de clients se développe à un rythme impressionnant et notre modèle commercial diversifié continue d'alimenter des performances financières exceptionnelles », a commenté Nik Storonsky, le PDG du groupe, cité dans un communiqué.

En publiant ses résultats au bout de six mois « seulement », la fintech prouve aussi sa faculté à mettre de l'ordre au niveau de sa comptabilité, après s'être fait plusieurs fois taper sur les doigts par le régulateur britannique pour des publications trop tardives et incomplètes. Une condition sine qua non pour espérer obtenir la licence bancaire britannique, que Revolut n'a toujours pas obtenue à ce jour. Les résultats 2022 avaient été publiés en décembre 2023, et ceux de 2021... en mars 2023.

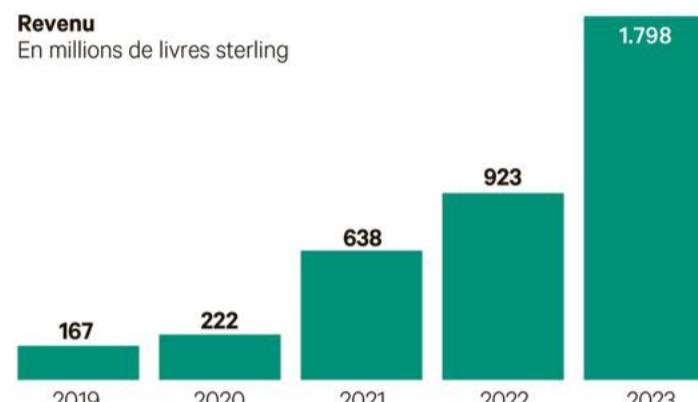
### Point de bascule

La conquête de nouveaux clients vient directement alimenter les revenus de la néobanque. En 2023, ils sont 12 millions de plus à avoir utilisé les produits et les services Revolut, portant ainsi le nombre total de clients à 38 millions. Depuis le début de l'année 2024, le chiffre a encore grossi pour atteindre 45 millions en juin, dont plus de 3 millions en France.

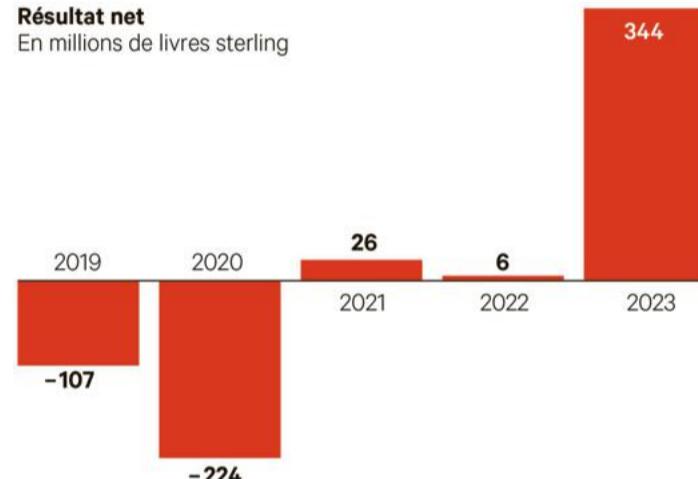
À la hausse du nombre de clients, Revolut voit mécaniquement le volume des transactions et donc des commissions d'interchange augmenter, mais aussi le nombre d'abonnements, alors que la néobanque est progressivement

### Les chiffres clés de Revolut

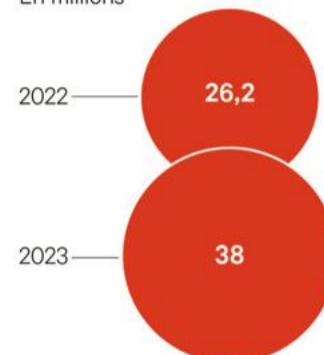
#### Revenu En millions de livres sterling



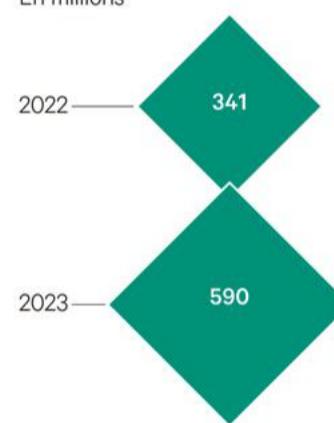
#### Résultat net En millions de livres sterling



#### Clients En millions



#### Transactions mensuelles En millions



« LES ÉCHOS » / SOURCE : SOCIÉTÉ

montée en gamme sur ses offres. Les seuls revenus tirés des abonnements aux différentes formules ont bondi de 53 %, à 244 millions de livres sterling. Dans un contexte de remontée brutale des taux d'intérêt, Revolut a également encaissé 575 millions d'euros de « revenus liés aux intérêts », soit une multiplication par six en un an, grâce à l'augmentation des dépôts des clients et de la taille du portefeuille de crédits.

Dans le même temps, le groupe, présent dans 38 pays, assure avoir fait preuve d'une discipline stricte en matière de contrôle des coûts. Les dépenses administratives (hors frais de ventes et marketing) ont grimpé de 22 % en 2023, à un rythme bien moindre que les revenus.

« Notre modèle économique est conçu pour grandir à l'échelle, avec une capacité importante à absorber les coûts. Nous avons atteint un point de bascule où la hausse des revenus alt-

mente de façon exponentielle les bénéfices », confie aux « Echos » Victor Stanga, le directeur financier de Revolut. La néobanque assure réinvestir une bonne partie de ses bénéfices dans le développement des offres de produits et l'expansion sur de nouveaux marchés. En France, le deuxième marché du groupe en volume et en valeur, un plan d'investissement de 100 millions d'euros est prévu pour 2024 et 2025, en incluant les dépenses en marketing, en publicité mais aussi en recrutement. Revolut se positionne en rival direct des grands réseaux bancaires comme Crédit Agricole, et vise les 20 millions de clients en France à partir de 2025.

**Déménagement à Canary Wharf**  
Il faudra, pour y parvenir, continuer à étoffer le catalogue de produits disponibles. La fintech propose

déjà de nombreuses solutions d'épargne (livrets, comptes rémunérés, actions...), des prêts à la consommation et un IBAN local. Elle travaille à la constitution d'une offre de crédit immobilier, qui pourrait voir le jour à la fin de l'année en Irlande et en Lituanie, puis dans d'autres pays comme la France à partir de 2025.

« Revolut doit devenir la banque principale de nos clients. Et nous nous efforçons de proposer la suite complète des services financiers pour y arriver », prévient Antoine Le Nel, directeur du marketing et du développement. Ambitieuse dans la poursuite d'une croissance durable, la néobanque, qui emploie plus de 10.000 salariés, vise le cap des 50 millions de clients d'ici à la fin de l'année. Et se prépare à emménager l'an prochain dans le quartier d'affaires londonien de Canary Wharf. Un vrai changement de statut. ■

## Hello Bank proche du million de clients en France

La banque en ligne de BNP Paribas surfe à la fois sur la croissance organique et sur son accord de référencement avec Orange Bank pour accélérer sa conquête commerciale.

Edouard Lederer

La montée en puissance se confirme pour les banques 100 % digitales. Alors que Revolut vient d'annoncer un résultat record et annonce plus de 3 millions de clients en France, Hello Bank poursuit elle aussi son développement. La banque en ligne de BNP Paribas dépasse les 950.000 clients en France, et s'approche donc désormais du million, selon nos informations. Contacté, Hello Bank n'a pas souhaité commenter.

La progression est rapide pour la banque en ligne qui, fin 2023, affichait 800.000 clients en France (et 3,4 millions avec sa présence en Allemagne et en Belgique). L'établissement surfe simultanément sur sa croissance organique, et sur l'accord passé l'an dernier avec Orange, qui a décidé de fermer sa propre banque en ligne, Orange Bank. Un accord de référencement a été passé avec BNP Paribas, permettant d'offrir aux ex-clients de la banque mobile d'être accueillis, s'ils le souhaitent, chez Hello Bank.

Ainsi, sur les près de 200.000 nouveaux clients arrivés chez « Hello » ces derniers mois, une part importante vient vraisemblablement de ce transfert, mais ce chiffrage reste jusqu'à présent confidentiel. L'an dernier, Hello Bank estimait que l'opération Orange devait lui permettre d'atteindre, en un an, les objectifs de recrutement qu'il s'était fixés sur deux ans. Hello Bank n'est toutefois pas engagé dans une simple course aux volumes. Si toujours plus de Français ouvrent des comptes dans des banques en ligne, ces dernières entendent devenir la banque principale de leurs clients (celle où sont domiciliés les salaires et revenus), et plus

seulement une banque d'appoint. C'est aussi ce qui rend difficile à lire le potentiel de nouveaux clients d'Orange Bank. Sur le papier, cette dernière affichait au moment de sa fermeture 800.000 clients, mais dont déjà 300.000 (ex-clients de Groupama Banque, racheté par Orange pour créer sa banque en ligne en 2016) paraissaient moins susceptibles d'intéresser BNP Paribas. Sur les 500.000 restants, il semble que le portefeuille éligible tourne plutôt autour de 300.000 personnes. Il reste encore, dans ce périmètre, à distinguer les clients actifs et inactifs (faisant peu de mouvements, ou peu équipés) pour comprendre combien de clients pourraient finalement migrer chez Hello.

**L'an dernier, BoursoBank avait également bénéficié du retrait d'un concurrent.**

L'an dernier, BoursoBank, filiale de Société Générale et grand concurrent de Hello Bank, avait également bénéficié du retrait d'un concurrent. L'établissement avait passé un accord avec ING qui avait décidé de quitter le marché français de la banque de détail. Sur 500.000 clients d'ING, au moins 315.000 ont accepté la migration. Cela a permis à BoursoBank d'accélérer sa conquête commerciale et d'afficher au premier trimestre plus de 6 millions de clients.

Selon une étude du cabinet Bain & Company, les grandes banques en ligne ont vu leur fonds de commerce progresser en moyenne de 5,7 % par an ces trois dernières années. Pendant ce temps, Orange Bank poursuit son démantèlement. Outre son accord avec BNP Paribas, ou la probable cession de portefeuilles de crédits à KKR, Orange Bank Espagne vient de céder son informatique bancaire à un acteur local, Ibercaja. ■

## Russie : la BCE contestée dans ses exigences vis-à-vis des banques

### BANQUE

**UniCredit a entamé une démarche auprès de la Cour de justice européenne pour « clarifier » les exigences de la BCE visant à accélérer son désemploi de Russie.**

Anne Drif

La sphère financière se cabre face aux pressions des autorités occidentales sur la Russie. La deuxième banque italienne, UniCredit, a déposé une requête auprès de la Cour européenne de Justice après

l'appel de la BCE à accélérer sa sortie de la fédération russe.

Dans un communiqué, UniCredit se dit « préoccupé par les conditions dans lesquelles cette réduction [de son exposition, NDLR] doit avoir lieu, comme le prévoit la décision publiée par la BCE, qui va au-delà du cadre juridique actuel ». En conséquence, le géant italien, qui a réalisé des profits record en Russie l'an dernier malgré sa baisse d'activité, a demandé une « clarification juridique » auprès de la Cour de la justice. Sur le réseau « X », Antonio Tajani, le ministre italien des Affaires étrangères, soutient l'action de la banque auprès de la cour du Luxembourg : « La BCE doit tenir compte de la situation dans laquelle UniCredit opère en Russie en ce qui

concerne les sanctions de l'Union européenne. Des décisions hâtives ne peuvent que nuire aux entreprises italiennes et européennes. »

**ANTONIO TAJANI**  
Ministre italien des Affaires étrangères

conseil d'administration d'UniCredit à rechercher la clarté », justifie la banque.

Son action intervient en pleins tirs croisés entre la Russie et l'Union européenne. Dans la foulée d'un

accord entre les 27 Etats membres sur l'utilisation des revenus issus des actifs russes gelés dans l'Union, un tribunal russe a ordonné la saisie de 700 millions d'euros d'actifs d'UniCredit et de Deutsche Bank, à la suite de la plainte d'une société affiliée à Gazprom. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, UniCredit explique avoir déjà réduit son exposition transfrontalière avec la Russie de 91 %, et de 65 % celle dans le pays.

Mais Andrea Orcel s'est toujours refusé à des cessions dans l'urgence. En août 2022, il qualifiait d'*« erreur morale »* une vente à un prix symbolique, tel que l'accord trouvé par la Société Générale bouclé il y a deux ans, et celui d'HSBC avec Expobank finalisé fin mai de cette année. « On

donnerait pour rien quelque chose qui vaut 3 milliards d'euros. Un départ abrupt, a-t-il dit, affecterait les 4.000 employés et leurs clients qui sont des sociétés européennes et qui, elles aussi, essaient de se dégager de Russie. » Sa démarche intervient alors que l'autrichien Raiffeisen sous pression européenne et américaine a lui préféré annuler un projet d'accord avec l'oligarque russe Oleg Deripaska pour remonter du dividende.

UniCredit dit aujourd'hui agir au Luxembourg en toute transparence avec la BCE et a demandé une suspension provisoire des exigences de la Banque centrale. Mais l'avis sur cette suspension n'est anticipé que « dans les prochains mois ». ■

# 2024, année record pour les activistes

## ACTIONNARIAT

**Les actionnaires activistes n'ont jamais mené autant de campagnes contre les sociétés que sur les six premiers mois de l'exercice 2024, selon le rapport de la banque Lazard publié mardi.**

Laurence Boisseau

Disney, Paramount, American Electric Power, Southwest Airlines, Autodesk... les batailles entre actionnaires ont agité de nombreuses entreprises depuis le début de l'année. Avec 147 nouvelles campagnes recensées par Lazard dans le monde sur les six premiers mois de l'année, l'activisme actionnarial, cette pratique qui consiste pour un minoritaire à tenter d'influencer sur la gouvernance ou la stratégie de l'entreprise, bat un record. Le nombre d'entreprises cibles a augmenté de 29 % par rapport à la moyenne historique de cinq ans.

Fait nouveau, le terrain de chasse privilégié des activistes a changé de continent. Depuis janvier, ces fonds délaissent l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). Seulement 45 % des campagnes du premier semestre se sont déroulées sur ce continent, contre 51 % en 2022 sur la même période.

## Groupes britanniques les plus visés

Ils ont investi davantage en Asie Pacifique (29 % des campagnes contre 13 % l'an dernier) ou en Europe (24 % contre 17 % en 2022). Les changements de réglementation au Japon et en Corée du Sud ont contribué à créer des environnements plus propices aux activistes. Parmi les campagnes notables, au Japon, celle menée par Elliott, contre le plus grand groupe immobilier japonais, Mitsui Fudosan. L'AméricaIn a réclamé un vaste programme de rachat d'actions et la vente de sa participation dans Oriental Land, qui gère Tokyo Disneyland. En Europe, ce sont surtout les entreprises britanniques qui

ont été visées sur les six premiers mois. Elles représentent 25 % des cibles bien que cette proportion ait reculé par rapport à une moyenne historique de 39 % l'an dernier.

En France, Lazard a comptabilisé six nouvelles campagnes, contre quatre l'an dernier. Parmi elles, celle lancée par le hedge fund britannique Petrus Advisers contre Criteo, pour obtenir plus de rachats d'actions et des changements au sein du conseil d'administration avec la nomination de membres indépendants.

L'étude de Lazard porte aussi sur les investisseurs engagés dont le métier n'est pas d'influencer fortement la stratégie globale de l'entreprise à des fins propres et particulières mais dont le comportement rappelle celui d'un activiste, parce qu'il fait beaucoup de bruit. La banque conseil ne veut pas citer de noms d'investisseurs ni de cibles. Mais, il est fort probable que la fronde menée par l'entrepreneur Patrick Molis – qui a dirigé pendant trente ans la Compagnie nationale de navigation (CNN) – pour prendre le contrôle de la gouvernance de Rubis, fasse partie des campagnes répertoriées.

Elliott est resté l'activiste le plus redouté au monde, avec 11 nouvelles campagnes dans les trois zones géographiques et quelque 11 milliards de dollars de fonds investis. Fait nouveau, d'anciens cadres d'Elliott Management ont monté leur propre hedge fund et ont lancé des campagnes. Sparta, créé en 2021 par Franck Tuil, a demandé, en avril dernier, à John Wood, une multinationale dans les services du pétrole et du gaz naturel d'étudier la possibilité de déplacer sa cotation principale aux Etats-Unis.

Globalement, les entreprises se sont mieux défendues. Les activistes ont obtenu, sur le premier semestre, 74 sièges dans les conseils d'administration, contre 93 l'année précédente, selon Barclays. Aux Etats-Unis, ils n'ont remporté que 11 % des sièges convoités contre 65 % sur la même période de 2023. A titre d'exemple, les fonds Trian Fund Management et Blackwells Capital ont perdu leur bataille pour faire entrer des administrateurs au conseil de Disney. ■

## en bref

### Primonial REIM change de nom pour Praemia REIM

**IMMOBILIER** Une page se tourne pour Primonial REIM. La marque Primonial ayant été cédée lors de la vente de l'activité Primonial Ingénierie & Développement (PID) au groupe Crystal, finalisée le 28 juin, le groupe d'activité immobilière prend le nom de Praemia REIM. Malgré ses difficultés, notamment sur son fonds Primonial Capimmo, le groupe reste le premier fournisseur français de fonds immobiliers grand public avec 16,3 milliards d'euros d'encours au 31 mars, selon l'Aspm. Ses encours totaux s'élèvent à 38 milliards d'euros sous gestion.

Les Echos  
Le Parisien  
ANNONCES

Externalisez vos formalités d'entreprise avec Les Echos Formalités

annonces.lesechosleparisien.fr 01 87 39 70 08

# A Sintra, vent d'optimisme sur l'inflation

## BANQUE CENTRALE

**Lors d'une table ronde au forum des banques centrales de Sintra, les présidents de la BCE et de la Fed ont décelé des signes encourageants de désinflation.**

**Même s'ils sont restés très prudents, ce ton plus doux qu'attendu a fait baisser les taux des obligations d'Etat.**

Guillaume Benoit

Un soleil radieux régnait sur les hauteurs de Lisbonne mardi. Mais c'est une autre cause qui est venue réchauffer le cœur des investisseurs. Dans l'après-midi se tenait une table ronde réunissant Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne et Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine. La BCE, qui tient en effet son forum annuel de Sintra consacré à la politique monétaire, avait également convié Roberto Campos Neto, gouverneur du Banco Central do Brasil.

Cette réunion au sommet a été l'occasion pour ces grands banquiers centraux de distiller quelques bonnes nouvelles sur le front de la lutte contre l'inflation. « Nous sommes très avancés sur la voie de la désinflation », a ainsi déclaré Christine Lagarde. Le matin même, les chiffres de l'indice des prix à la consommation pour juin dans la zone euro avaient déjà confirmé la tendance. Les prix n'ont progressé que de 2,5 % sur 12 mois, contre 2,6 % en mai. Et l'inflation sous-jacente – qui exclut les prix très volatils de l'énergie et de l'alimentation – a elle aussi reculé, de 2,9 % à 2,8 %.

## Équilibre

De quoi permettre à la Française d'afficher une certaine assurance, notamment face à la persistance de la progression des tarifs dans les services (+4,1 % en juin). « Il est évident que nous n'avons pas besoin d'avoir [en termes d'inflation] des services à 2 % parce que les biens manufacturés

sont en dessous de 2 % et qu'au bout du compte, il y aura un équilibre entre les biens et les services », a affirmé la présidente de la BCE.

Sans toutefois faire preuve d'angélisme : la BCE restera attentive à la dynamique qui pousse ces prix vers le haut, c'est-à-dire les augmentations salariales. Si les rémunérations grimpent trop vite, elles pourraient faire renaître des pressions inflationnistes. Mais pour l'instant le scenario d'un retour à la cible de 2 % que s'est fixée la BCE au deuxième semestre 2025 reste d'actualité.

## Perspectives rassurantes

Interrogé à son tour, le président de la Réserve fédérale américaine a fait preuve d'un optimisme peu fréquent. Jerome Powell a reconnu percevoir des signaux encourageants, soulignant que les données d'avril et de mai « suggèrent que nous sommes de nouveau sur la voie de la désinflation ». Plus tôt dans la journée, les chiffres des créations d'emploi plus solides qu'attendu

avaient chahuté les marchés obligataires. Mais le banquier central s'est montré confiant, estimant que le marché de l'emploi « ne semblait pas en surchauffe et ne devrait pas poser de problème majeur pour l'inflation à l'avenir ». Pas au point toutefois, de se prononcer sur une date pour la très attendue première baisse des taux de la Réserve fédérale. Les investisseurs misent désormais sur un premier allégement lors de la

réunion de politique monétaire de septembre. Mois pendant lequel la BCE devrait procéder à sa deuxième baisse. Sur le marché obligataire, ces perspectives rassurantes ont entraîné une détente sur les rendements des dettes d'Etat. Notamment en Europe, où les taux souverains étaient encore sous la pression du risque politique. Le 10 ans français a perdu jusqu'à 6 points de base en cours de séance. ■

## Les désistements font reculer le spread français

La prime de risque demandé par les investisseurs pour prêter à la France plutôt qu'à l'Allemagne a continué à baisser mardi. L'écart de taux (spread) entre les deux pays s'est resserré à 71 points de base (pb) – son plus bas niveau depuis le 14 juin – contre 74 pb la veille. Les investisseurs ont été rassurés par les désistements annoncés tout au long de la journée, qui éloignent de plus en plus la perspective d'une majorité absolue pour les partis les plus extrêmes. Mais cette hypothèse n'est pas tout à fait écartée, ce qui explique que le spread reste plus élevé qu'avant l'annonce de la dissolution.



Christine Lagarde, Jerome Powell (Fed) et le gouverneur de la Banque centrale brésilienne se sont retrouvés au Forum annuel de la BCE à Sintra, au Portugal. Photo BCE

# Wero, la solution de paiement des banques européennes, se lance en Allemagne

## PAIEMENT

**Mené par 14 grandes banques, le portefeuille de paiement paneuropéen se concrétise mardi en Allemagne pour les paiements entre particuliers.**

Tifenn Clinkemaillié

Jour J pour Wero, le portefeuille de paiement numérique paneuropéen. EPI, la société chargée du projet, a annoncé mardi le lancement en Allemagne de sa « solution de paiement souveraine », pensée pour détrôner les géants américains Visa et Mastercard.

Les clients des caisses d'épargne (Sparkassen), des banques populaires (Volksbanken) allemandes, et des Raiffeisenbank peuvent donc, dès aujourd'hui, envoyer de l'argent d'un compte à un autre en passant par Wero. Ces virements instantanés et gratuits peuvent être effectués « en utilisant un numéro de télé-

phone, un QR code personnel généré par l'application ou une adresse e-mail, dans un délai de 10 secondes », précise EPI.

## Retard en France

Cette annonce, conforme au calendrier annoncé Outre-Rhin, intervient néanmoins après de multiples rebondissements. Dernier en date : le retard du projet en France.

Les clients des grandes banques françaises devront attendre l'automne, au lieu de fin juin, pour faire transiter des flux via Wero. Ce décalage devenait nécessaire pour « assurer la mise à disposition du service en simultané » dans les banques partenaires, expliquait début juin aux « Echos » EPI. A terme, Wero a vocation à supplanter le service de paiement entre amis Paylib.

Des pilotes et tests seront effectués cet été. Une large campagne de communication sera également diffusée à l'issue des Jeux Olympiques. Au total, 14 établissements bancaires participent au projet, dont BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE, Société Générale, Crédit Mutuel et La Banque Postale pour la France.

Avant la France, Wero devrait en outre être déployé en Belgique « d'ici la fin du mois de juillet pour les clients de KBC », indique EPI. En Allemagne, Deutsche Bank, également membre du consortium, devrait aussi lancer la solution de paiement « plus tard dans l'année ». D'ici six mois, toutes les banques membres d'EPI auront lancé la solution, assure la société.

**Quatre ans de travaux ont été nécessaires pour développer cette solution concurrente de Visa et Mastercard.**

Au total, l'accomplissement du projet aura nécessité par moins quatre ans de travaux. Car Wero, dont le coût était initialement estimé en milliards d'euros, fait face depuis sa création à des vents contraires. La défection d'une partie des banques partenaires avait notamment poussé EPI à réduire

ses ambitions en abandonnant l'idée de créer une carte physique pour se recentrer sur un portefeuille dématérialisé, accessible sur mobile.

Le dernier, le projet avait connu un nouvel élan, face à la progression du projet public concurrent d'euro numérique, version dématérialisée du cash porté par la Banque centrale européenne (BCE). D'abord proposé pour le paiement entre particuliers, Wero devrait être progressivement élargi aux paiements auprès de commerçants sur Internet (e-commerce), de professionnels et enfin auprès de commerces de proximité.

L'une des clés de son succès dépendra de son adoption, ou non, par le grand public. Les commerçants devraient eux voir un avantage financier : EPI l'assure, la promesse est de proposer une solution en dessous des prix du marché. Une aubaine alors que les commerçants contestent une hausse des frais de paiement par carte en hausse de 50 % au niveau européen sur quatre ans et accusent Visa et Mastercard de profiter de leur position dominante sur le marché. ■

# Le Brésil célèbre les 30 ans du real

● Le « plan real » (plano real), lancé le 1<sup>er</sup> juillet 1994, a permis de dompter l'hyperinflation et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la plus grande économie d'Amérique latine.

● « Rêve » pour les uns, « résurrection » pour les autres, il a permis de stabiliser l'économie du Brésil.

## DEVISES

**Thierry Ogier**  
—Correspondant à São Paulo

Du haut du 35<sup>e</sup> étage d'une tour dans le quartier d'affaires de Vila Olímpia, à São Paulo, le consultant Frédéric Donier n'a aucun doute. « Après avoir vécu la période de crise continue et l'hyperinflation des années 1980, le real a été pour moi le signe que le pays allait se stabiliser. J'ai donc décidé de m'y installer en 1995. »

Jusqu'alors, les plans économiques successifs avaient échoué. Mais le « plan real » (plano real), lui, lancé le 1<sup>er</sup> juillet 1994, a bel et bien fonctionné. L'hyperinflation, qui désorganisait l'économie, a été terrassée. « Juste avant le real, le taux d'inflation était de 46 % par mois. Deux mois plus tard, le taux avait chuté à 2 % », explique le ministre des Finances de l'époque, Rubens Ricupero. Toutefois, sur les trente dernières années, le real a perdu 85 % de sa valeur face au dollar.

### Huit monnaies en un demi-siècle

Auparavant, en l'espace de cinquante-deux ans, les Brésiliens avaient vu passer entre leurs mains sept devises différentes. Le real, lui, a résisté aux crises des trois dernières décennies, qu'elles viennent d'Asie, de Russie ou de Wall Street.

A la fin des années 1990, l'impact de la crise russe déstabilise le real. Arminio Fraga, qui travaillait alors pour un hedge fund de George Soros, est appelé à la rescousse pour prendre les rênes de la banque centrale en pleine tempête. Son prédécesseur n'était resté que dix-huit jours en poste. « Ça a été une période très stressante, raconte-t-il. Le taux de change avait chuté de 1,2 à 2,1 pour un dollar. On a dû mettre au point un ensemble de mesures macro-économiques crédibles pour éviter un dérapage complet. » Un « trépied », selon l'expression consacrée, est alors mis en place : taux de change flottant, cible de l'inflation, et excédent budgétaire primaire. La formule est encore en vigueur en 2024.

Installé à Fortaleza puis à São Paulo depuis trente ans, le Franco-Brésilien Stéphane Engelhard se rappelle, lui, qu'il doit sans doute au

plan real sa première embauche dans le groupe Accor. « Les entreprises se sont mises à faire de la gestion, car tous les gains financiers [NDLR : liés à la période d'hyperinflation] se sont arrêtés quasiment du jour au lendemain », dit-il. Les hommes d'affaires brésiliens sont, eux aussi, impressionnés par les résultats du plan anti-inflation. « Il y a peu d'exemples dans l'histoire d'un renversement de situation aussi significatif et en si peu de temps que lors du plan real. Ce fut une sorte de rêve », assure Cândido Bracher, ancien président de la banque Itau.

### Arme politique

D'autres n'hésitent pas à parler de « résurrection ». Avec « la possibilité de planifier, d'investir à nouveau, de faire attention aux clients, au lieu de passer tout notre temps à gérer l'inflation ! Avec la renaissance de la consommation, l'inflation ne devrait plus le revenu des salariés avant la fin du mois », précise l'un d'entre eux.

Le plan s'est aussi révélé une puissante arme politique : ancien ministre des Finances, le social-démocrate Fernando Henrique Cardoso, a été élu président de la République fin 1994, puis réélu en 1998. « FHC a apporté une crédibilité au plan », estime Frédéric Donier. Lula lui-même, qui était initialement contre le plan real, est venu rendre visite à son prédécesseur à São Paulo la semaine dernière, quelques jours avant la date anniversaire. ■



Le real a résisté aux crises des trois dernières décennies qu'elles viennent d'Asie, de Russie ou de Wall Street. Photo Shutterstock

## Les marchés sanctionnent la politique de Lula

**Sur les marchés financiers, le doute s'est installé.**  
**Les investisseurs se montrent sceptiques envers la politique de Lula.**  
**La Bourse chute.**

lar avait grimpé de 1,2 % par rapport au real, qui signait la pire performance du jour parmi les grandes devises sur le marché des changes, selon l'agence Bloomberg.

### Dérapages incontrôlables ?

Il n'a fallu qu'une petite phrase du président Luiz Inácio Lula da Silva lors d'une longue interview mercredi pour accélérer la dépréciation du real, la monnaie locale, face au dollar et à l'euro. En plein débat sur la politique budgétaire, Lula a une nouvelle fois rechigné à tailler dans les dépenses publiques.

« Le problème n'est pas de réduire les dépenses publiques. C'est de savoir s'il faut vraiment les réduire ou s'il faut augmenter les recettes fiscales », a-t-il déclaré. Il a admis qu'il était possible de reconstruire les dépenses « exagérées », sans toutefois « céder à la pression du marché ». En fin de journée, le dol-

Bourse de São Paulo a chuté de 8,5 % depuis le début de l'année. Une sanction très nette, même si les capitaux ont pu être attirés aux Etats-Unis par des taux d'intérêt nettement plus élevés que ces dernières années. « La Bourse est à des niveaux très bas, si l'on regarde l'historique sur dix ans... L'éternel problème budgétaire brésilien n'est pas résolu, et cela fait l'objet de discussions entre la banque centrale et Lula. Cela freine les investisseurs », explique François Décamps, directeur de la boutique financière Caravel Corporate Finance à São Paulo.

Après avoir accordé le bénéfice du doute à Lula et à son équipe économique, jugée pragmatique, les investisseurs ont commencé à faire preuve de scepticisme lorsque le gouvernement a remis en cause ses propres objectifs en matière de politique budgétaire. Le retour à l'excédent budgétaire pri-

**« Toutes les barrières qui avaient été mises en place par les gouvernements précédents [...] menacent de sauter. »**

**FRANÇOIS DÉCamps**  
Directeur de Caravel Corporate Finance

maire (avant paiement des intérêts de la dette), initialement prévu pour l'année prochaine, a été reporté à 2026. « Je regrette d'avoir cru que le PT [Parti des travailleurs, de Lula] puisse prendre la question budgétaire au sérieux », tonne Luis Stuhlberger, qui gère le fonds Verde Asset.

La frustration est encore plus grande parmi les investisseurs qui pensaient que Lula conduirait une politique pragmatique semblable à celle de son premier mandat (2003-2006). Chez certains, l'espoir demeure, toutefois, que le pragmatisme finira par l'emporter. — T.O.

**-85 %**

**VALEUR DU REAL**  
perdue face au dollar ces trente dernières années.

## Aon France se renforce dans l'assurance santé-prévoyance

### ASSURANCE

**Le courtier en assurance des entreprises fait un chèque de 130 millions d'euros pour acquérir deux acteurs marseillais, qui vont lui permettre de talonner Marsh France, numéro trois du marché français.**

**Amélie Laurin**

Après l'abandon de son projet de mariage avec WTW à l'échelle mondiale, puis le vrai-faux départ de Laurent Belhout, son ancien patron pour la France, Aon entend faire taire les interrogations des dernières années sur sa stratégie

dans l'Hexagone. Le courtier en assurances des entreprises annonce ce mercredi le rachat de Delta Assurances et de Baloo, les deux fleurons de Candide, le groupe de la famille marseillaise Lecat, spécialiste de l'assurance depuis 1920.

« C'est une opération majeure pour Aon France, la plus importante dans le pays depuis au moins quinze ans et la première depuis les années Covid », déclare aux « Echos » Franck Le Vallois, directeur général d'Aon France.

### Au coude-à-coude avec le numéro trois

Le 21 juin, il a signé la double acquisition, en discussion depuis le début de l'année. Ancien patron de la fédération professionnelle France Assureurs, Franck Le Vallois a succédé en avril à Laurent Belhout, qui a pris la présidence de

la région France, Maroc, Espagne, Portugal d'Aon.

Spécialistes de l'assurance santé et prévoyance des salariés du privé, les deux courtiers de la famille Lecat sont valorisés environ 17 fois l'Ebitda, selon nos informations.

Soit environ 130 millions d'euros, comme l'a révélé News Assurances Pro. A ce prix, Aon a devancé deux autres anglo-saxons, Marsh McLennan et Howden. Les trois maisons ne font pas de commentaires. Marsh et sa filiale d'assurance santé Mercer étaient prêts à payer seulement 15 fois l'Ebitda pour Delta et Baloo, avec un règlement en partie différé sur deux ans.

De son côté, Howden a finalement jeté son dévolu sur Ageo, un autre courtier en protection sociale, avec lequel il est en négociations exclusives, indiquent plusieurs sources aux « Echos ». News Assurances Pro avait révélé l'existence des discussions.

Avec 36 millions d'euros de chiffre d'affaires à fin 2023, Delta et Baloo ont une taille combinée assez similaire aux 40 millions d'euros d'Ageo. Avec ces deux enti-

tés, qui gardent leur marque, Aon va pouvoir talonner Marsh, troisième courtier en France derrière Diot-Siaci (dont une partie de l'activité est localisée à l'étranger) et WTW. A fin 2023, Aon affichait 492 millions d'euros de chiffre d'affaires dans l'Hexagone, et Marsh, 522 millions d'euros.

« Delta et Baloo vont nous aider à accélérer dans la santé-prévoyance, qui représente aujourd'hui 25 % de notre activité et qui connaît déjà une forte croissance, précise Franck Le Vallois. Nous voulons rééquilibrer le poids des activités de conseil en capital humain (santé-prévoyance, conseil en rémunération...) par rapport au courtage en assurance-dommages et responsabilité civile des entreprises. » Delta apporte aussi une activité d'assurance crédit, et Baloo, un portefeuille de contrats santé et prévoyance gérés pour le

compte d'autres courtiers, alors qu'Aon France gère uniquement ceux de ses propres clients. L'acquéreur devra toutefois finaliser la lourde bascule informatique de Baloo vers un système plus performant.

### Cap sur la province

Centralisé à Paris, hormis deux centres de gestion à Angoulême (en santé) et Marseille (dans l'automobile), Aon va conserver les 300 salariés de Delta et Baloo à Marseille et Levallois-Perret, et la directrice générale de chaque entité va rester en poste.

« Notre stratégie est d'ouvrir à l'avenir des pôles de développement en région et nous restons naturellement à l'écoute d'opportunités sur le marché », pointe Franck Le Vallois, qui remplace Benoît Lecat à la présidence des deux sociétés. ■

**Son concurrent Howden est en négociations exclusives pour une opération assez similaire en assurance-santé et prévoyance.**

**Il a jeté son dévolu sur le courtier Ageo.**



**SÉANCE DU 02 - 07 - 2024**  
**CAC 40 : 7538,29 (-0,30 %) NEXT 20 : 10480,6 (-0,72 %)**  
**CAC LARGE 60 : 809715 (-0,32 %)**  
**CAC ALL-TRADABLE : 5575,76 (-0,30 %)**  
**DATE DE PROROGATION : 26 JUILLET**

**CAC 40**

VALEURS MNÉMO / INFO / OST / ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV	OUV VOL NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN PER + BAS AN RDT	BPA
ACCOR (ACC) ♦ A 38,07 684,970 382,68 + 0,08 + 10,46	38,22 684,970 382,68 + 0,09 + 10,46	38,22 684,970 382,68 + 0,09 + 10,46	38,22 684,970 382,68 + 0,09 + 10,46	38,22 684,970 382,68 + 0,09 + 10,46	
FRO0000120404 05/06/24 118 243622860 375,8 12,35 3369 309	375,8 12,35 3369 309	375,8 12,35 3369 309	375,8 12,35 3369 309	375,8 12,35 3369 309	
AIR LIQUIDE (ALD) ♦ A 162,02 620,145 162,88 + 1,06 + 1,73	162,88 620,145 162,88 + 1,06 + 1,73	162,88 620,145 162,88 + 1,06 + 1,73	162,88 620,145 162,88 + 1,06 + 1,73	162,88 620,145 162,88 + 1,06 + 1,73	
FRO0000120073 20/05/24 32 578,103173 160,68 + 9,12 150,618 197	160,68 + 9,12 150,618 197	160,68 + 9,12 150,618 197	160,68 + 9,12 150,618 197	160,68 + 9,12 150,618 197	
AIRBUS GROUP (AIR) ♦ A 130 126,3918 131,88 + 0,18 - 5,65 3,4	131,88 126,3918 131,88 + 0,18 - 5,65 3,4	131,88 126,3918 131,88 + 0,18 - 5,65 3,4	131,88 126,3918 131,88 + 0,18 - 5,65 3,4	131,88 126,3918 131,88 + 0,18 - 5,65 3,4	
NL0000235198 16/04/24 2,38 792,283683 129,84 - 0,36 127,54 212	792,283683 129,84 - 0,36 127,54 212	792,283683 129,84 - 0,36 127,54 212	792,283683 129,84 - 0,36 127,54 212	792,283683 129,84 - 0,36 127,54 212	
ARCELORMITTAL (MT) ♦ A 21,17 201,647 21,14 + 0,71 - 1,76	21,14 201,647 21,14 + 0,71 - 1,76	21,14 201,647 21,14 + 0,71 - 1,76	21,14 201,647 21,14 + 0,71 - 1,76	21,14 201,647 21,14 + 0,71 - 1,76	
LUI598757687 16/05/24 8,07 852,809,772 210,6 - 1,52 210,6	852,809,772 210,6 - 1,52 210,6	852,809,772 210,6 - 1,52 210,6	852,809,772 210,6 - 1,52 210,6	852,809,772 210,6 - 1,52 210,6	
AXA (AXA) ♦ A 310,5 23,4410 311,4 - 0,38 + 5,6	311,4 23,4410 311,4 - 0,38 + 5,6	311,4 23,4410 311,4 - 0,38 + 5,6	311,4 23,4410 311,4 - 0,38 + 5,6	311,4 23,4410 311,4 - 0,38 + 5,6	
FRO0000120628 30/04/24 198 2,271,727,203 306,7 + 15,23 290,4 636	2,271,727,203 306,7 + 15,23 290,4 636	2,271,727,203 306,7 + 15,23 290,4 636	2,271,727,203 306,7 + 15,23 290,4 636	2,271,727,203 306,7 + 15,23 290,4 636	
BNP PARIBAS (BNP) ♦ A 61,21 257,8874 61,23 - 0,71 - 2,17	61,23 - 0,71 - 2,17	61,23 - 0,71 - 2,17	61,23 - 0,71 - 2,17	61,23 - 0,71 - 2,17	
FRO000013104 21/05/24 4,6 113,0810,671 60,43 + 6,08 53,08 751	113,0810,671 60,43 + 6,08 53,08 751	113,0810,671 60,43 + 6,08 53,08 751	113,0810,671 60,43 + 6,08 53,08 751	113,0810,671 60,43 + 6,08 53,08 751	
BOUYGUES (EN) ♦ A 30,55 574,898 30,76 - 1,64 38,26 618	30,76 - 1,64 38,26 618	30,76 - 1,64 38,26 618	30,76 - 1,64 38,26 618	30,76 - 1,64 38,26 618	
FRO0000120503 30/04/24 19 379,159,280 30,2 - 0,01 29,28 618	379,159,280 30,2 - 0,01 29,28 618	379,159,280 30,2 - 0,01 29,28 618	379,159,280 30,2 - 0,01 29,28 618	379,159,280 30,2 - 0,01 29,28 618	
CAP-GEMINI (CAP) ♦ A 188,75 262,363 190,3 + 0,32 + 0,82	190,3 + 0,32 + 0,82	190,3 + 0,32 + 0,82	190,3 + 0,32 + 0,82	190,3 + 0,32 + 0,82	
FRO0000125338 29/05/24 3,4 717,608,173 190,7 + 2,53 227,4 179,6	717,608,173 190,7 + 2,53 227,4 179,6	717,608,173 190,7 + 2,53 227,4 179,6	717,608,173 190,7 + 2,53 227,4 179,6	717,608,173 190,7 + 2,53 227,4 179,6	
CARREFOUR (CA) ♦ A 13,35 193,2904 13,51 - 0,86 - 18,44	13,51 - 0,86 - 18,44	13,51 - 0,86 - 18,44	13,51 - 0,86 - 18,44	13,51 - 0,86 - 18,44	
FRO0000120172 28/05/24 0,87 193,9619,188 13,265 - 2,19 13,14 644	13,265 - 2,19 13,14 644	13,265 - 2,19 13,14 644	13,265 - 2,19 13,14 644	13,265 - 2,19 13,14 644	
CREDIT AGRICOLE (ACA) ♦ A 13,07 636,7231 13,07 - 0,99 + 0,92	13,07 - 0,99 + 0,92	13,07 - 0,99 + 0,92	13,07 - 0,99 + 0,92	13,07 - 0,99 + 0,92	
FRO0014000572 29/05/24 105 3,025,902,350 129,15 + 19,3 121,8 8,1	3,025,902,350 129,15 + 19,3 121,8 8,1	3,025,902,350 129,15 + 19,3 121,8 8,1	3,025,902,350 129,15 + 19,3 121,8 8,1	3,025,902,350 129,15 + 19,3 121,8 8,1	
DANONE (DN) ♦ A 57,44 128,066 57,88 + 0,17 - 1,5	57,88 + 0,17 - 1,5	57,88 + 0,17 - 1,5	57,88 + 0,17 - 1,5	57,88 + 0,17 - 1,5	
FRO0000120644 03/05/24 21 679,553,991 57,22 + 2,96 56,14 363	679,553,991 57,22 + 2,96 56,14 363	679,553,991 57,22 + 2,96 56,14 363	679,553,991 57,22 + 2,96 56,14 363	679,553,991 57,22 + 2,96 56,14 363	
DASSAULT SYSTEMES (DSY) ♦ A 34,45 138,1084 34,55 - 0,98 + 0,92	34,55 - 0,98 + 0,92	34,55 - 0,98 + 0,92	34,55 - 0,98 + 0,92	34,55 - 0,98 + 0,92	
FRO0140003878 27/05/24 0,23 138,449,35,363 34,15 + 10,58 34,15 0,67	138,449,35,363 34,15 + 10,58 34,15 0,67	138,449,35,363 34,15 + 10,58 34,15 0,67	138,449,35,363 34,15 + 10,58 34,15 0,67	138,449,35,363 34,15 + 10,58 34,15 0,67	
EDENERED (EDEN) ♦ A 39,8 2,05 40,1 + 0,1 - 25,93	40,1 + 0,1 - 25,93	40,1 + 0,1 - 25,93	40,1 + 0,1 - 25,93	40,1 + 0,1 - 25,93	
FRO010908533 10/06/24 11 249,588,059 39,4 - 3,63 39,13 2,74	249,588,059 39,4 - 3,63 39,13 2,74	249,588,059 39,4 - 3,63 39,13 2,74	249,588,059 39,4 - 3,63 39,13 2,74	249,588,059 39,4 - 3,63 39,13 2,74	
ENGIE (ENG) ♦ A 13,88 2,213,708 13,88 + 0,92 - 1,21	13,88 + 0,92 - 1,21	13,88 + 0,92 - 1,21	13,88 + 0,92 - 1,21	13,88 + 0,92 - 1,21	
FRO0010209488 02/05/24 14,3 2,425,85,011 13,88 + 0,92 - 1,21	2,425,85,011 13,88 + 0,92 - 1,21	2,425,85,011 13,88 + 0,92 - 1,21	2,425,85,011 13,88 + 0,92 - 1,21	2,425,85,011 13,88 + 0,92 - 1,21	
EUROFINS SCIENT. (ERF) ♦ A 45,23 183,010 44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	
FRO00120167 06/05/24 3,95 457,318,291 199, + 15,87 172,8 198	457,318,291 199, + 15,87 172,8 198	457,318,291 199, + 15,87 172,8 198	457,318,291 199, + 15,87 172,8 198	457,318,291 199, + 15,87 172,8 198	
EUROFRONTS (ERF) ♦ A 45,23 183,010 44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	44,69 - 2,74 - 24,23	
FRO0000120503 31/05/24 0,75 105,569,442 197,04 + 1,05 105,569,442	105,569,442 197,04 + 1,05 105,569,442	105,569,442 197,04 + 1,05 105,569,442	105,569,442 197,04 + 1,05 105,569,442	105,569,442 197,04 + 1,05 105,569,442	
KERING (KER) ♦ A 33,88 2,05 32,95 - 1,98 - 17,46	32,95 - 1,98 - 17,46	32,95 - 1,98 - 17,46	32,95 - 1,98 - 17,46	32,95 - 1,98 - 17,46	
FRO0000121485 02/05/24 9,5 12,420,778 327,9 - 3,46 299,2 288	12,420,778 327,9 - 3,46 299,2 288	12,420,778 327,9 - 3,46 299,2 288	12,420,778 327,9 - 3,46 299,2 288	12,420,778 327,9 - 3,46 299,2 288	
LVM.H (MC) ♦ A 10,76 314,3 10,84 - 1,63 - 3,27	10,84 - 1,63 - 3,27	10,84 - 1,63 - 3,27	10,84 - 1,63 - 3,27	10,84 - 1,63 - 3,27	
FRO0000120104 23/04/25 75 500,147,000 703,1 - 17,78 644 106	500,147,000 703,1 - 17,78 644 106	500,147,000 703,1 - 17,78 644 106	500,147,000 703,1 - 17,78 644 106	500,147,000 703,1 - 17,78 644 106	
LEGRADE (LRD) ♦ A 92,8 16,751 93,82 + 0,73 - 0,3 - 0,3	93,82 + 0,73 - 0,3 - 0,3	93,82 + 0,73 - 0,3 - 0,3	93,82 + 0,73 - 0,3 - 0,3	93,82 + 0,73 - 0,3 - 0,3	
FRO0					

# carnet

## PORTRAIT

par Lamia Barbot

## Alexis Cornu, la vie en rosé

Enfant, il aimait gratter la terre, planter une graine et récolter. Le passe-temps de jeunesse d'Alexis Cornu est, d'une certaine manière, devenu son métier. La graine a donné naissance à des vignes dont les grappes se dégustent dans des verres à vin. A 49 ans, l'homme qui dirige, depuis 2016, les caves du groupe MDCV, propriétaire du milliardaire britannique Mark Dixon, est chargé des quatre domaines viticoles renommés de la collection, tous situés en Provence : Ultimate Provence, le Château Saint-Roux, le Château des Bertrands, et bien sûr, le Château de Berne, qu'une récente saga judiciaire avec des associations environnementales n'a pas empêché de séduire les amateurs.

Blanc, rouge, rosé, pétillant. Alexis Cornu maîtrise toutes les couleurs et cépages, mais le rosé est sa teinte de prédilection. « Le rosé c'est comme le champagne, cela nécessite plus de savoir-faire, et c'est sans doute cette technicité aussi qui me plaît », avoue ce Bordelais d'origine, fils de deux directeurs d'établissements, un collège pour le père, une clinique pour la mère. Après un bac scientifique, le jeune homme n'a pas d'idée précise, mais il sait que son métier sera lié à ses passions pour la botanique et la géologie. L'ancien étudiant en biologie environnementale, passé par l'université de Bordeaux et sorti ingénieur agronome en viticulture et œnologie de SupAgro de Montpellier, travaille avec minutie chaque grappe de raisin. Objectif assumé : rendre ses lettres de noblesse au rosé trop souvent déprécié. « J'entends encore dire que ce n'est pas du "vrai vin" », regrette-t-il.

### 10 % des vins consommés

Alexis Cornu oppose à ces idées reçues des amateurs de rosé toujours plus nombreux. Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la consommation mondiale de rosé a bondi ces 10 dernières années, représentant désormais environ 10 % des vins consommés. « Le rosé est un incontournable de l'été. Il se déguste bien frais, à l'ombre avec des amis », assure celui qui aime le savourer avec du sashimi dans sa maison, près de Lorgues, au milieu des collines du Var. « D'ailleurs, il est



17 heures, on pourrait en boire ? » suggère-t-il, mi-amusé, mi-sérieux, un verre d'eau pétillante à la main.

La culture du vin, il l'a découverte durant sa jeunesse, lors des repas en famille où « une bonne bouteille » accompagnait quasi systématiquement les plats, région bordelaise oblige. Aujourd'hui, il se dit au service d'un vin du terroir, un mot qu'il chérit. « La vigne n'est pas délocalisable, elle pousse à un endroit précis. Certes, on choisit les cépages qui donnent une partie du style, mais le terrain influence le goût du vin en fonction de terres sableuses, argileuses, calcaires, minérales ou acides... », explique le spécialiste. Et de poursuivre : « A Berne, nous sommes sur des terres calcaires qui donnent beaucoup de fraîcheur au vin alors que Ultimate Provence et Saint-Roux sont dans un univers géologique différent, plus proche de la Corse. Le vin est plus sec, plus cristallin ». Alexis Cornu prend plaisir à mettre en avant ces qualités en accordant une importance particulière à la couleur du rosé, mais aussi à la bouteille.

### 6 millions de bouteilles

La collection MDCV veut d'ailleurs rendre chaque « écrin » identifiable, notamment pour Berne avec sa célèbre bouteille carrée ou encore Ultimate et son verre strié qui crée un « effet Wouah ». Les bouteilles sont souvent conservées par les clients ou les restaurateurs pour servir ensuite de soliflore ou de pichet d'eau. « On participe tous au design de la bouteille qui, avec la couleur, est capable pour accrocher l'œil du consommateur », estime-t-il.

Signe que le succès est au rendez-vous, les quatre domaines de la collection MDCV vendent plus de 6 millions de rosés chaque année. Avec l'été, et sur fond de réchauffement climatique, le succès ne fait sans doute que commencer. ■

## EURONEXT HORS SRD

### ACTIONS FRANÇAISES

ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL
FRO0000076887	A.S.T. GROUPE	△ C 0,53	0,53	0,50	<b>0,52*</b>	+ 3,53	2199
FRO01385857	ABEO	△ C 10,65	11,2	10,65	<b>11,15</b>	+ 6,19	1085
FRO01261682	ABIONYX PHARMA	△ B 1,168	1,2	1,168	<b>1,2</b>	+ 2,74	9468
FRO0000064602	ACANTHE DEV.	C 0,406	0,406	0,405	<b>0,405*</b>	- 0,98	5060
FRO0000076861	ACTEOS	△ C 1,315	1,315	1,22	<b>1,28</b>	- 3,03	5317
FRO014007284	AELIS FARMA	B 12,6	12,6	12,4	<b>12,4</b>	- 0,8	137
FRO015333077	AFFLIENT MEDICAL	B 1,62	1,62	1,56	<b>1,56</b>	+ 2,5	2270
FRO000002465	ALAN ALLMAN	C 7,55	7,75	7,55	<b>7,75</b>	+ 265	291
FRO012789667	AMPLITUDE	△ C 3,36	3,38	3,36	<b>3,36</b>	- 0,59	287
FRO014007W88	ARVERNE GROUP	B 6,62	6,66	6,6	<b>6,62</b>	+ 122	173
FRO011992700	ATEME	△ B 4,14	4,14	4,09	<b>4,1</b>	- 144	2400
FRO0000039232	AUREA	△ C 5,7	6	5,7	<b>5,98</b>	+ 528	304
FRO014000CFR	AVENIR TELECOM	C 0,105	0,114	0,101	<b>0,105*</b>	- 3,49	49721
FRO012583939	BALYO	△ C 0,519	0,519	0,486	<b>0,519</b>	- 874	
FRO004023208	BASSAC	B 44,6	45	44,6	<b>45</b>	+ 112	132
FRO0000038370	BASTIDE CONF.MED.	△ C 19,4	19,8	18,94	<b>19,5</b>	+ 188	4211
FRO0000039299	BOLLORE	▲ A 5,535	5,59	5,5	<b>5,565*</b>	+ 0,27	64061
FRO0000074254	BOURCE DIRECT	C 5	5,3	4,91	<b>5,16</b>	+ 403	8039
FRO010151589	CAFOM	C 9,3	9,3	9,06	<b>9,18</b>	- 192	4218
FRO012969098	CAPELLI	△ C 5,84	5,84	5,52	<b>5,84</b>	- 345	
FRO014000K33 CASINO GUICHARD	A 3,5	3,669	3,4	<b>3,605</b>	+ 3,22	118086	
FRO010193974	CBO TERRITORIA	C 352	352	3,5	<b>3,52</b>	- 10678	
FRO0000053506	CEGEDIM	B 13	13,05	12,65	<b>12,65</b>	- 3,07	4064
FRO013426004	CLARANOVA SE	△ B 1,772	1,81	1,75	<b>1,78</b>	+ 0,34	55581
FRO00043163 COHERIS	△ C 6,38	6,4	6,04	<b>6,4</b>	- 2536		
FRO000006303 COVIVIO/HOTELS	A 14,85	15	14,4	<b>14,4</b>	- 27	19421	
FRO000185506	RCAM ATL. VENDEE	C 82,99	82	<b>82,31</b>	- 0,82	555	
FRO010483769	RCAM BIEB PIC.CC	B 17,1	17,3	17,1	<b>17,2</b>	- 2197	
FRO0000045213	RCAM ILLE/LAINE	C 6169	6169	61,22	<b>61,22</b>	- 0,68	217
FRO010461058	RCAM LANGUEDOC	C 52,5	52,96	51,52	<b>52,96</b>	+ 0,88	388
FRO0000045239	RCAM LOIRE HAUTE	C 59,5	59,5	58,2	<b>59,5</b>	- 448	
FRO000005851	RCAM NORD FR.	B 12,72	12,87	12,68	<b>12,87</b>	+ 108	4854
FRO0000044364	RCAM NORM. SEINE	C 73,5	75	73,52	<b>75</b>	+ 0,15	216
FRO0000045528	RCAM PARIS IDF	B 6,2	7,29	6,2	<b>62,25</b>	+ 0,4	211
FRO0000045304	RCAM TOUR.POTOU	C 68,51	69	68,51	<b>68,99</b>	+ 0,72	213
FRO010400AYG6 DEEZER	2	1,74	1,76	1,71	<b>1,76</b>	+ 353	10008
FRO0000062978	DEKUPEL	△ C 34,6	35,2	34,6	<b>35</b>	+ 116	496
FRO01283104	DELTA PLUS GROUP	B 712	712	70	<b>70</b>	- 0,85	3235
FRO01222497	DIAGNOSTIC MEDICAL	C 0,968	0,972	0,922	<b>0,972</b>	+ 232	9516
FRO010428778	EAGLE FOOTBALL GR.	C 2,05	2,06	2,02	<b>2,06</b>	+ 0,49	525
FRO0000035719	ELECT ET EAUX MAD.	C 3,6	3,6	3,6	<b>3,6</b>	- 11	1000
FRO0000031026	ELECTSTRASBOURG	B 106	111	<b>105,5</b>	+ 3,26	1425	
FRO0000038184	FJ.PPP.	C 0,131	0,131	0,13	<b>0,13</b>	- 58	3100
FRO01271600	FERMENTALG	△ C 0,423	0,515	0,423	<b>0,514*</b>	+ 21,51	854406
FRO011665280	FIGEC AERO	C 5,9	6,02	5,88	<b>6,02</b>	+ 344	8542
FRO010341038	FONCIERE INEA	B 292	292	286	<b>292</b>	- 768	
FRO014005SB3	FORSEE POWER SA	B 0,94	0,94	0,91	<b>0,91</b>	- 109	17489

## EURONEXT HORS SRD

### ACTIONS FRANÇAISES

ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL
FRO0000054199	S.T. DUPONT	△ C 0,056	0,056	0,056	<b>0,056*</b>	+ 0,36	1910
FRO0000039109	SECHE ENVIRONNEM.	△ B 101	101	99,9	<b>100,8</b>	- 0,79	4732
FRO0000060790	SIGNAUX GIROD	△ C 16,5	16,6	16,3	<b>16,3</b>	- 121	271
FRO014000609 SOLOCAL GROUP	B 0,05	0,05	0,049	0,049	<b>0,05</b>	+ 184	53182
FRO004188670 TARKETT	▲ B	862	866	832	<b>83,2</b>	- 348	1550
FRO01400BMH7-TRACT	B 0,672	0,674	0,672	0,672	<b>0,672</b>	-	526
FRO0000033000 TOUAJ	△ C 3,8	4,09	3,78	3,91	<b>4,55</b>	27516	
FRO0000036816 TOUR EIFEL	△ B 9,5	9,56	9,5	9,56	<b>9,56</b>	- 124	1681
FRO0000035784 TRANSVERSEGREEN	△ C 174	176	174	176	<b>176</b>	-	8097
FRO0000050049 VIEL ET CIE	C 9,9	9,9	9,88	9,9	<b>9,9</b>	-	3825
FRO0000062796 VRANKEN - POMMERY	C 14,65	14,55	14,25	14,3	<b>14,3</b>	- 138	582
FRO012532810 WAGA ENERGY	B 16,1	16,1	15,8	15,8	<b>15,88</b>	- 112	2924
FRO00403472 XILAM ANIMATION	C 4,245	4,245	4,125</td				

Retrouvez-nous sur [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

## Les chiffres de l'économie

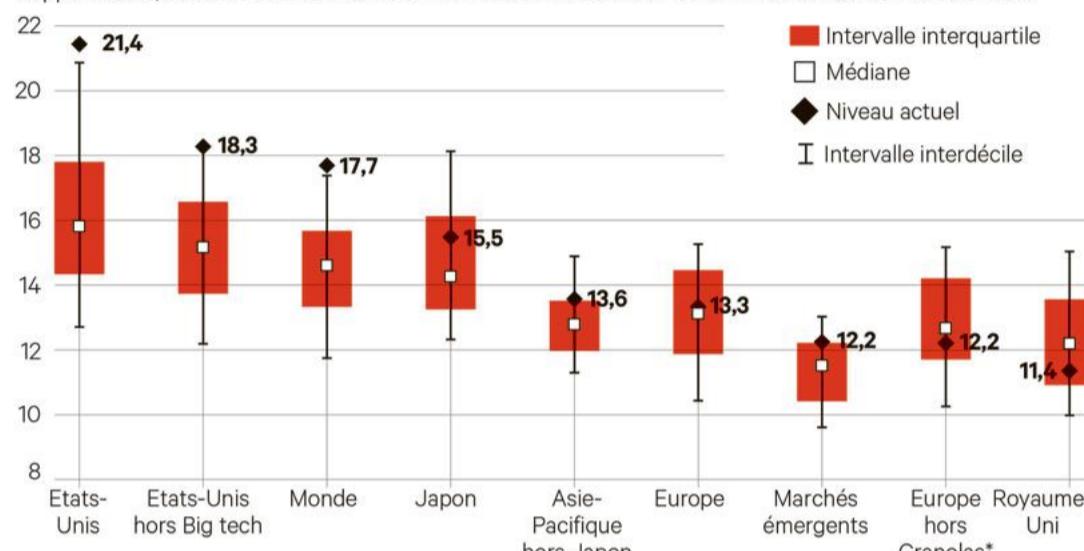
// Budget de l'Etat 2024 : 511,6 milliards d'euros (prévisions PLF 2024) // PIB 2023 : 2.818,1 milliards d'euros (prévisions PLF 2024) // Plafond Sécurité sociale : 3.864 euros/mois à partir du 01-01-2024 // SMIC horaire : 11,65 euros (brut par heure) à partir du 01-01-2024 // Capitalisation boursière de Paris : 2.591,60 milliards d'euros (au 03-06-2024) // Indice des prix (base 100 en 2015) : 120,07 au 22-05-2024 // Taux de chômage (BIT) : 7,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 // Dette publique : 3.101,2 milliards d'euros (4<sup>e</sup> trimestre 2023)

crible

## L'été américain

**La valorisation des actions reste un indicateur utile de risque.****La valorisation des actions selon les grandes zones géographiques**

Rapport cours/bénéfice estimé à 12 mois. Intervalle et médiane sur les données des 20 dernières années.



\*Acronyme de Goldman Sachs pour les champions boursiers européens (GSK, Roche, ASML, Nestlé, Novartis, L'Oréal, LVMH, AstraZeneca, SAP et Sanofi)

\*LES ECHOS / SOURCES : GOLDMAN SACHS GLOBAL INVESTMENT RESEARCH, FACTSET

C'est entendu. Le cours divisé par le résultat prévisionnel par action (le « P/E ») n'est pas un bon indicateur du rendement boursier de court terme. Cela étant, plus ce multiple de valorisation est élevé, plus il est vulnérable aux déceptions. Une note de Goldman Sachs titrée « Summertime Blues », juge ainsi les actions mondiales plus risquées, au regard de l'historique des 20 dernières années, à l'exception du Royaume-Uni, et de l'Europe hors ses champions « Granolas ». C'est surtout vrai aux Etats-Unis, dont le ratio actuel (21,4 fois) se situe dans le décile (les 10 %) du haut. Même enlevant les grosses valeurs tech, il se situe bien au-dessus de la médiane, en dépit de taux d'intérêt devenus plus élevés. Si ces différences reflètent une croissance bénéficiaire fondamentalement plus forte, le niveau atteint suppose néanmoins que cet « exceptionnalisme » de l'Oncle Sam dure longtemps.

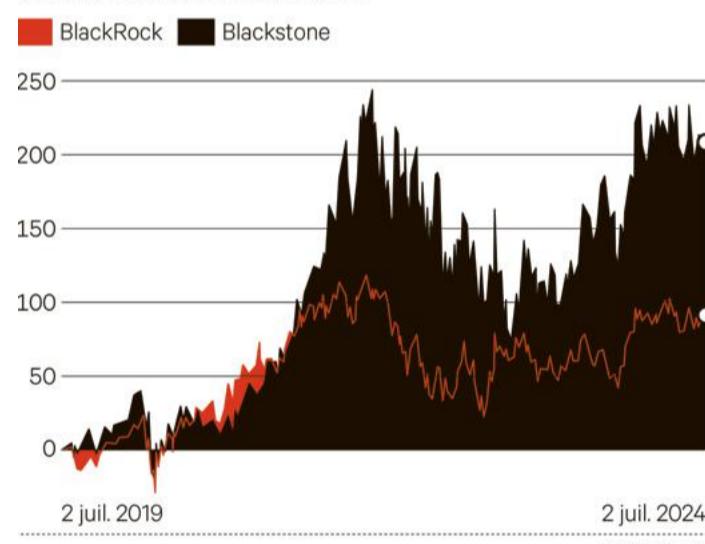
## Appétit de mammouth

**BlackRock rachète Prequin pour conserver sa place prééminente dans la finance.**

« La tokenisation est l'avenir de la finance. » Même un vieux vétéran de Wall Street, comme Henry Fernandez, le patron des indices mondiaux d'actions MSCI, n'a pas été sûr de bien comprendre toutes les implications de cette prédiction de Larry Fink, le patron de BlackRock. Mais tout le monde comprend facilement le potentiel des indices et données financières relatifs aux actifs non cotés, l'un des domaines les plus opaques, mais aussi les plus dynamiques de la gestion d'actifs. Et le fondateur de BlackRock, le numéro un mondial de l'« asset management » par les encours gérés, a gagné ses galons de visionnaire depuis le rachat de la gestion indicielle de Barclays en 2009, même si ses appels en faveur de la finance durable ne lui ont pas fait que des amis récemment. Quinze ans après, son appétit pour les données financières ne se dément pas. Quelques mois après, l'annonce du rachat de GIP, le gérant d'infrastructures, il reprend Prequin, la référence dans la finance pour le suivi des performances des fonds de capital-investissement. Le prix consenti n'est vraiment pas donné (environ 13 fois le chiffre d'affaires, deux fois plus que la cote de l'acquéreur). Il devrait se traduire par une légère dilution du bénéfice par action (là 2 % pour 2025, selon les analystes de KBW). Mais le risque d'intégration n'est plus un sujet pour un tel mammouth, qui veut rester incontournable, en saisissant un grand relais de croissance de la finance.

**BlackRock face à Blackstone**

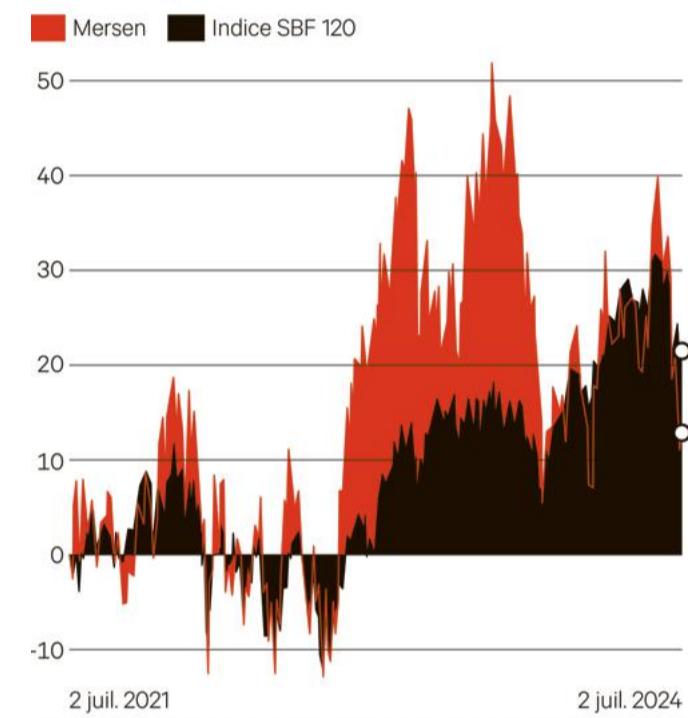
Variation en %, dividendes réinvestis



## Carbone vert

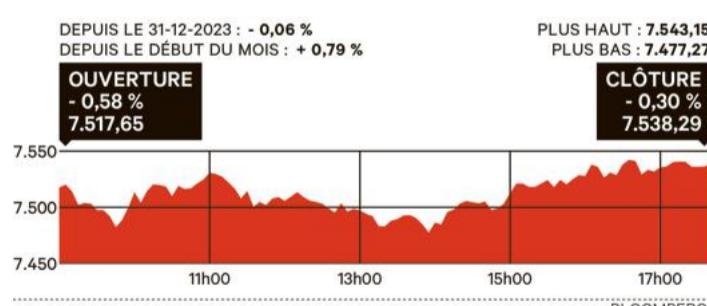
**Mersen renforce ses capacités de production aux Etats-Unis.****Mersen face à la Bourse de Paris**

Variation en %, dividendes réinvestis



Greta Thunberg n'aurait pas aimé son ancien nom. L'état de la planète, de toute façon, n'avait pas encore frappé la militante écologiste suédoise, lorsque Carbone Lorraine décida de se rebaptiser Mersen il y a quatorze ans pour symboliser son virage vers les énergies renouvelables, les semi-conducteurs de puissance et le véhicule électrique. Lequel semble toujours avoir échappé aux investisseurs au vu de sa décote de valorisation boursière, de l'ordre de 20 %, sur ses multiples historiques. Un objectif de croissance de 9 % par an des ventes de 2022 à 2027 avec une marge opérationnelle à deux chiffres se paie en Bourse moins de 9 fois les résultats attendus. L'ETI plus que centenaire, née dans les lampes à arc et aujourd'hui connectée au débouché convoité des batteries électriques, marche à l'ombre de STMicroelectronics (17,4 milliards d'euros de capitalisation) et de Soitec (3,7 milliards), un désavantage certes partagé par toutes les petites valeurs (763 millions d'euros pour Mersen). Son emplette américaine permet d'afficher son exposition au dynamisme de l'Oncle Sam (38 % du chiffre d'affaires). En achetant, pour 50 millions de dollars, la PME familiale GMI, l'entreprise dirigée par Luc Themelin consomme près de la moitié de son enveloppe stratégique de croissance externe pour renforcer ses capacités d'usinage de graphite. Go West !

## La Bourse de Paris en baisse



L'indice CAC 40 a reculé mardi de 0,30 %, à 7.538,29 points. Les investisseurs restent sur leurs gardes, après avoir été soulagés, dans un premier temps, par le résultat du premier tour des élections législatives.

Les inquiétudes politiques persistantes ont occulté les bonnes nouvelles sur le front économique. L'inflation en zone euro a reculé comme prévu à 2,5 % en juin sur un an. Toutefois, la présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde a déclaré à Sintra, lors de la réunion annuelle des banquiers centraux, que le processus de désinflation était bien avancé. Ce qui plaide en faveur des baisses de taux.

Ailleurs en Europe, Londres a reculé de 0,56 % et Francfort de 0,69 %.

Du côté des valeurs, Téléperformance a gagné 4,13 % après une hausse de la recommandation de Morgan Stanley à « surpondérer ». Le groupe a signé la meilleure performance de l'indice.

En revanche, les banques, qui avaient bien rebondi lundi, ont de nouveau cédué du terrain : Crédit Agricole, BNP Paribas et Société Générale ont respectivement perdu 0,99 %, 0,71 % et 0,60 %.

Lanterne rouge de l'indice parisien, Michelin a perdu 3,10 %, tandis qu'Eurofins Scientific a reculé de 2,74 %.

**EN VUE**

## Kevin Costner

**A** force de le voir cavalier vers l'horizon depuis quarante ans, il allait bien finir par l'atteindre. Révélé par « Silverado » (1985), consacré par « Danse avec les loups » (1990), confirmé par « Open Range » (2003), relancé par « Yellowstone » (2018), Kevin Costner, le lonesome cowboy d'Hollywood, ressort Stetson. Encore ? Encore. Et pas qu'un peu : « Horizon : une saga américaine », dont le premier volet sort ce mercredi au cinéma, compta trois épisodes de 3 heures. Il y travaille depuis vingt ans, cela lui a laissé le temps de voir grand. Vingt ans durant lesquels les studios se sont cabrés, craignant que sa fresque épique ne tourne plus au Fort Alamo qu'à la Chevauchée fantastique. Il a fini, à 69 ans désormais, par la financer en partie lui-même, allant jusqu'à hypothéquer sa villa pour repasser derrière, et devant la caméra. Son royaume pour un cheval, et direction le saloon pour un nouveau coup de poker. Une habitude : il avait déjà tout misé pour danser avec les loups, qui le lui ont bien rendu (7 oscars et

la gloire), avant de couler avec « Waterworld », y engloutissant ses liquidités.

Remis en selle, l'acteur, qui fut à l'origine du boom des Kevin en France, incarne ici, comme toujours, un personnage solitaire et humaniste. Moustache au vent, il poursuit ses éternelles obsessions en remontant aux origines du rêve américain et, surtout, de la violence qui accompagne un pays né dans la douleur. La guerre civile, au cœur de son film, « marque toujours l'Amérique, nous sommes hantés par le spectre de l'esclavage, nous n'avons jamais vraiment guéri de cette idée d'un pays en guerre contre lui-même », dit ce démocrate convaincu, effaré par Trump. Saga America, ambiance de la frousse. Des « Incorruptibles » à « JFK », ses plus grands rôles questionnent sans relâche, et sans concession, l'héritage national américain. Kevin Costner est un vrai cowboy : à la fin, il se tourne toujours vers le soleil couchant.

**Lire nos informations**  
Page 12

